

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DES

CONDITIONS DU TRAVAIL

DANS

L'ADMINISTRATION

DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 21 Avril 1910, à 1 heure 1/2

PAR

LUDGER COLLET

Président : M. RAOUL JAY, professeur

*Suffragants : { MM. WAHL, professeur
TRUCHY, professeur*

PARIS (v°)

GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1910

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

DES
CONDITIONS DU TRAVAIL

DANS

L'ADMINISTRATION
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 21 Avril 1910, à 1 heure 1/2

PAR

LUDGER COLLET

Président : M. RAOUL JAY, professeur

*Suffragants : { MM. WAHL, professeur
TRUCHY, professeur*



PARIS (v^e)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555821_0008

INTRODUCTION

Au début d'une série de conférences, qu'il fit à l'Ecole supérieure des Postes, sur l'application des lois ouvrières aux ouvriers et employés de l'Etat, M. le Professeur Bourguin posait le principe suivant :

« L'Etat Industriel, vis-à-vis des ouvriers et employés, se trouve exactement dans la même situation légale, soumis aux mêmes lois et aux mêmes obligations qu'un patron ordinaire de l'Industrie privée (1). »

Nous nous proposons de rechercher l'étendue d'application de ce principe dans une des plus grandes entreprises de l'Etat, dans l'Administration des Postes et des Télégraphes.

L'Etat Patron a des obligations envers les employés des Postes. Comment les comprend-il ? En d'autres termes

(1) Maurice Bourguin, *De l'application des lois ouvrières aux ouvriers et employés de l'Etat*, p. 11.

quelles sont les conditions du travail en vigueur dans l'Administration des Postes et des Télégraphes ?

C'est ce que nous essayerons de préciser.

Nous montrerons comment les fonctionnaires d'un grand service administratif sont recrutés, quelle éducation professionnelle ils reçoivent ; nous ferons connaître la journée de travail qui leur est imposée, les repos dont ils bénéficient, les conditions d'hygiène dans lesquelles ils effectuent leur service ; nous examinerons leurs salaires, leurs retraites ; nous parlerons des moyens dont ils disposent pour la défense de leurs intérêts. Ces points développés, il nous sera possible de porter un jugement sur l'Etat en qualité de patron dans ses rapports avec les salariés d'une importante entreprise publique.

L'Administration des Postes et des Télégraphes dispose d'un personnel nombreux qui comprend actuellement plus de cent mille unités. Les unes, qui font partie des « services techniques », sont occupées à l'entretien et à la réparation du matériel et des locaux. Les autres, qui appartiennent aux « services d'exploitation », trient, distribuent les correspondances postales, reçoivent et transmettent les télégrammes, assurent les communications téléphoniques, font les diverses opérations de guichet.

Les services techniques sont assurés par des ouvriers, ayant à leur tête des ingénieurs. Les services d'exploitation sont confiés à des surnuméraires, commis, aides, dames employées, facteurs et gardiens de bureau qui travaillent

sous la direction et le contrôle des receveurs, des inspecteurs et des directeurs.

Les ouvriers qui sont en infime minorité — on en compte 4.500 environ — ne seront pas soumis à notre examen. Les employés des services d'exploitation qui constituent l'immense majorité du personnel administratif feront seuls l'objet de notre étude. Ces employés sont divisés réglementairement en deux grandes catégories : celle des agents et celle des sous-agents. Les agents, au nombre de 39.000 environ, sont composés principalement de surnuméraires, commis, dames-employées, receveurs et receveuses. Les sous-agents, qui comptent plus de 57.000 unités, comprennent en grande partie, des facteurs et des gardiens de bureau.

Nous pourrions au cours de nos recherches, adopter cette division du personnel de l'Exploitation en agents et sous-agents, mais cette classification est trop arbitraire, elle repose plus sur le taux des salaires que sur la nature des services effectués. Il n'y a, en effet, aucune différence, quant à la nature du travail, entre le commis-agent qui trie les correspondances par contrées ou départements, et le facteur, sous-agent, qui classe ses lettres par quartiers ou par rues.

Dans quelques bureaux des agents et des sous-agents font des travaux identiques de tri et de manœuvre d'appareils télégraphiques.

Les conditions du travail administratif diffèrent davantage avec l'âge et le sexe. Les enfants et les femmes ne sont

pas assujettis à certains travaux pénibles, tels que ceux des bureaux gares et ambulants ; en principe ils ne font pas de service de nuit et leurs salaires sont moins élevés que ceux des hommes adultes.

Pour ces raisons, à la classification administrative des employés en agents et sous-agents, nous substituerons une division, plus rationnelle, du personnel en trois catégories : la catégorie des enfants comprenant 3.500 jeunes facteurs ;

La catégorie des femmes comptant 7.500 aides, 10.000 dames-employées, 4.500 receveuses ;

La catégorie des hommes adultes composée de 1.200 sur-numéraires, 15.500 commis ordinaires ou principaux, 3.000 receveurs, 42.000 facteurs adultes commissionnés, 2.500 gardiens de bureau titulaires (1).

Dans les diverses questions que nous aurons à examiner nous étudierons séparément, dans la mesure du possible, les enfants, les femmes, les hommes adultes.

Cette méthode de travail fixée, il nous reste à indiquer les sources principales auxquelles nous avons puisé les principaux éléments de notre sujet.

Les lois, les décrets, les arrêtés, les circulaires nous ont donné les règles générales applicables aux employés de l'Administration des Postes et Télégraphes. Les journaux et revues professionnels, les rapports budgétaires nous ont fourni des renseignements précieux sur la situation maté-

(1) Voir tableau n° 1 du personnel, fin du volume.

rielle et morale du personnel. Des enquêtes multiples, faites personnellement dans de nombreux bureaux postaux, télégraphiques et téléphoniques nous ont permis de compléter notre documentation et de contrôler ou de rectifier les faits dont nous avons entrepris l'examen.

Les documents officiels ne donnent qu'une idée imparfaite de la vie administrative du postier. C'est à l'œuvre qu'on apprend à le connaître, c'est là surtout que nous l'avons étudié.

DES
CONDITIONS DU TRAVAIL
DANS
L'ADMINISTRATION
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES

I

LE RECRUTEMENT DU PERSONNEL ADMINISTRATIF

L'admission des enfants.

Les jeunes facteurs. — L'Administration des Postes et des Télégraphes emploie plusieurs milliers d'enfants en qualité de jeunes facteurs. Les principales conditions de recrutement de ce personnel se retrouvent dans la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels.

Cette loi ne réglemente que « le travail des enfants, des filles mineures, des femmes dans les usines, manufactures, mines, minières, carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux ».

Elle n'est donc pas applicable aux employés des Postes, dont le service ne peut être considéré, légalement, comme un travail industriel se faisant en atelier. Néanmoins, quelques-unes des dispositions de cette législation sont respectées dans le recrutement des jeunes facteurs.

L'article 2 de la loi du 2 novembre 1892 déclare que « les enfants munis du certificat d'études primaires, institué par la loi du 28 mars 1882, peuvent être employés à partir de l'âge de 12 ans ». On lit également dans cet article qu'« aucun enfant de moins de 13 ans, ne pourra être admis au travail dans les établissements ci-dessus visés, s'il n'est muni d'un certificat d'aptitude physique ». Et, dans l'Administration des Postes les enfants ne peuvent être admis que s'ils sont âgés de 12 ans au moins, la présentation du certificat d'études primaires est exigée et un examen médical, constatant l'aptitude physique, est subi par tous les jeunes postulants (1).

Pour beaucoup de médecins et d'hygiénistes, la protection de l'enfance dans l'industrie est insuffisante. Le travailleur de 12 ans de l'usine ou de l'atelier, n'a pas la résistance physique nécessaire pour supporter les longues et pénibles journées de travail qui lui sont imposées. Le jeune facteur est plus favorisé dans son service, et nous avons pu constater que les charges de son métier n'étaient pas au-dessus de ses forces.

(1) Programme des conditions d'admission aux emplois de jeune facteur. *Bulletin mensuel des Postes et des Télégraphes*, 1906, p. 203, arrêté du 28 avril 1906, recrutement des jeunes facteurs.

L'admission des femmes.

Les femmes participent depuis longtemps aux travaux administratifs.

Une délibération du conseil des Postes du 17 vendémiaire an XIII autorisa l'emploi de femmes en qualité de distributrices ou de directrices des bureaux de Poste en province. Plus tard, en vertu d'une décision ministérielle du 27 avril 1877, les femmes furent admises dans le service de l'exploitation des télégraphes, et, depuis cette époque, la place faite au personnel féminin dans l'Administration des Postes n'a cessé de grandir.

Les femmes entrent dans les services d'Exploitation en qualité d'aides ou de dames-employées.

Les aides. — Les receveurs des bureaux de poste peu importants sont autorisés à prendre, en dehors des cadres de l'Administration, des personnes pour les aider et les suppléer dans leur fonction. Ces personnes, presque exclusivement recrutées dans l'élément féminin de la population, sont appelées « aides ». Les aides doivent être âgées de 16 ans au moins, et posséder un certain degré d'instruction (1). Elles participent aux travaux postaux, télégraphiques, téléphoniques, et sont rétribuées directement par le receveur qui juge utile de les employer. Entre ce

(1) Programme des conditions d'admission aux emplois d'aide 1908.

fonctionnaire et l'aide s'établit un véritable contrat de louage de travail, dans lequel l'Administration n'intervient en aucune façon. Les conditions de ce contrat sont fixées librement par les deux parties.

Les receveurs demeurent garants et responsables envers l'Administration de tous les actes professionnels des aides qu'ils emploient.

Les dames-employées. — La catégorie la plus importante du personnel administratif féminin est composée de dames-employées qui, d'après les règlements en vigueur, « participent aux services des postes et des télégraphes à l'Administration centrale, à la direction de la Caisse d'Epargne, dans les directions départementales, dans les bureaux de poste, les bureaux mixtes, les bureaux télégraphiques ou téléphoniques » (1).

Les femmes ne peuvent entrer dans l'Administration des postes, en qualité de dames-employées, que si elles ont atteint l'âge de 18 ans. Elles subissent alors un concours qui porte principalement sur les matières suivantes : l'orthographe, la rédaction, l'arithmétique, la géographie.

Ces matières ne sont pas déterminées d'après les besoins de la future profession. Le concours actuel ne peut mettre en lumière les aptitudes professionnelles des postulantes. Ce n'est pas d'après des compositions d'orthographe ou de rédaction, que l'on peut présumer de la valeur d'une télé-

(1) Programme des conditions d'admission aux emplois de dame-employée, 1908.

graphiste ou d'une téléphoniste. Dans le recrutement des dames-employées, il importerait qu'on se préoccupât, avant tout, de leur valeur au point de vue des travaux qu'elles auront à effectuer. Un concours approprié à la fonction préviendrait l'admission de non-valeurs dans des Services qui demandent des aptitudes spéciales. En 1908, l'Association générale des Agents signalait la présence au téléphone d'employées « infirmes, boíteuses, myopes, sourdes, bègues, aphones, inintelligentes, fatiguées, trop âgées » (1). Ces constatations prouvent des défauts du recrutement actuel.

Parmi les postulantes aux emplois de dames-employées figurent de nombreuses aides qui, ayant été au service des receveurs des Postes, ont souvent des connaissances administratives étendues et des aptitudes professionnelles marquées. Elles sembleraient toutes désignées pour remplir avec compétence les fonctions de dames employées. Si elles n'ont pas dix années d'ancienneté en qualité d'aides, elles doivent subir le concours général dans lequel il n'est tenu compte de leurs antécédents administratifs que d'une manière insuffisante (2).

Ces modestes auxiliaires possèdent une expérience qui profite à l'Administration. Peu payées, elles rendent des services en disproportion avec leur salaire. Si leur concours

(1) *Association générale des agents. Rapport sur la crise téléphonique*, p. 15.

(2) Programme des conditions d'admission aux emplois de dame-employée, 1908.

faisait défaut, il devrait être pourvu à leur remplacement à l'aide de dames-employées payées beaucoup plus cher pour un travail identique.

Pour obtenir une amélioration de leur situation, les aides sont obligées, pour la plupart, de subir un concours difficile portant sur des matières d'ordre général enseignées en classe. Absorbées par leurs occupations journalières, elles ne peuvent lutter avec succès contre leurs concurrentes étrangères à l'Administration. Celles-ci, plus favorisées, ont pu continuer leurs études scolaires ; et elles assureront leur succès grâce à des connaissances acquises sur les bancs des écoles et sans utilité réelle dans leur futur métier. Le Journal professionnel *l'Union des dames de la Poste* pouvait écrire à ce sujet. « On voit des jeunes filles qui sont aides depuis 4 ou 5 ans dans un bureau simple, connaissent à fond tous les services, la comptabilité, et sont autorisées à remplacer leur receveuse, à faire des intérimis. Eh bien, à cause des examens qui doivent être subis pour obtenir un emploi de dame-employée, ces aides, très capables au point de vue technique, risquent de rester aides de longues années (1). »

L'admission des hommes adultes.

Les hommes adultes, âgés de 18 ans au moins, entrent dans les services d'exploitation soit comme surnu-

(1) *L'union des Dames de la Poste*, n° de juin 1907.

méraires, soit comme facteurs ou gardiens de bureau.

Les surnuméraires. — Les surnuméraires qui, après un certain stage, sont nommés commis, participent avec ces derniers à de multiples travaux d'exécution. Ils font le tri des correspondances, sont chargés de la manœuvre des appareils télégraphiques ou téléphoniques, assurent le service des guichets.

Pour être admis dans l'Administration, les candidats surnuméraires doivent être âgés de 18 ans et subir avec succès un concours qui porte obligatoirement sur l'écriture, l'orthographe, la rédaction, l'arithmétique, la géographie, la physique, la chimie. Dans ce concours, comme dans celui de dame-employée, il n'est tenu compte qu'accessoirement des connaissances et aptitudes professionnelles (1). En 1908, dans son rapport sur le budget des Postes, M. Gauthier sénateur, appréciait les épreuves d'entrée des aspirants surnuméraires en ces termes : « Ces épreuves ne répondent évidemment pas au souci de rechercher les jeunes gens les plus aptes à accomplir des besognes secondaires, elles ont, en outre, l'inconvénient de fermer les portes de la carrière à ceux qui ont quitté l'école après l'obtention du certificat d'études, notamment à un grand nombre de sous-agents qui pourraient si le programme de l'examen était mieux compris, devenir d'excellents employés (2). »

(1) Programme des conditions d'admission aux emplois de surnuméraire, 1908.

(2) Sénat, rapport sur le budget général de l'exercice 1909, *Ministère des travaux publics, des postes et des télégraphes*, page 108.

Le développement des Services administratifs a déterminé la spécialisation des attributions. Dans les grandes villes, des surnuméraires ou commis sont exclusivement employés au tri des correspondances, certains sont affectés à la transmission des télégrammes, d'autres ne font que des opérations de guichet.

A la spécialisation des fonctions doit correspondre logiquement la spécialisation des modes de recrutement. Pour trier les correspondances, expédier les télégrammes, l'Administration a besoin « d'ouvriers de métier » ; elle devrait rechercher pour l'exécution de ces travaux, non pas des agents ayant une culture générale assez étendue, mais des unités actives, ayant des aptitudes professionnelles. Les trieurs devraient être recrutés à leur sortie du régiment ; ils seraient assez âgés pour résister au travail, assez jeunes pour se plier aux exigences du service. Les télégraphistes, dont le travail est moins fatigant, pourraient être choisis parmi les jeunes facteurs ayant une certaine ancienneté de service et formés à la manœuvre des appareils.

Aux guichets des bureaux de poste, où l'employé prend contact avec le public, émet, paye des mandats, reçoit et délivre des objets contenant des valeurs, fait des opérations de caisse d'épargne, il faut un personnel mieux éduqué, plus instruit, connaissant les règlements administratifs, capable de donner au public tous les renseignements utiles. L'Administration agirait sagement, s'entourerait de toutes les garanties désirables en ne recrutant les employés de gui-

chet que parmi les candidats ayant une bonne instruction et connaissant la réglementation qu'ils auront à appliquer.

De timides améliorations ont été apportées au mode de certains recrutements. Actuellement dans quelques bureaux des « manipulateurs », choisis parmi les facteurs, trient des correspondances ou assurent un service d'appareils télégraphiques (1), mais ces mesures semblent accidentelles et ne paraissent inspirées par aucune idée directrice de réorganisation.

Des tentatives analogues furent faites à des époques antérieures, notamment en 1863 et en 1884, elles furent toutes abandonnées. Les réformes de ce genre constituent des œuvres de longue haleine qui demandent pour leur réalisation de l'esprit de suite et de l'unité de méthode. Ces qualités se rencontrent rarement dans les milieux administratifs. Les ministres, les sous-secrétaires d'Etat restent trop peu de temps à la tête des grandes administrations publiques pour y réaliser les réformes qu'ils ont projetées.

Actuellement, dans le recrutement des surnuméraires, l'Administration des postes ne s'inspire pas suffisamment des nécessités du service.

Les surnuméraires sont trop jeunes, trop faibles pour effectuer les travaux fatigants du tri. Ils manquent souvent

(1) *Bulletin mensuel des postes et des télégraphes*, 1905, p. 247. Arrêté du 6 octobre 1905 fixant les conditions de recrutement des sous-agents et jeunes facteurs manipulateurs des postes et des télégraphes.

d'aptitudes dans la manœuvre des appareils télégraphiques. ils n'ont que rarement les connaissances techniques nécessaires pour assurer le service des guichets.

Les facteurs et gardiens de bureau. — Les facteurs sont chargés spécialement de distribuer à domicile les correspondances qui leur sont confiées. Les gardiens de bureau font, à l'intérieur des établissements de Poste, les travaux matériels, pénibles. Ils relèvent les boîtes de lettres, timbrent les correspondances, ferment et transbordent les dépêches, nettoient les salles de service.

Les uns et les autres sont admis dans l'Administration, sans concours préalable, après avoir satisfait aux obligations militaires. Nommés auxiliaires en débutant, ils sont titularisés selon les besoins des services. Il est à noter que ce recrutement normal tend à s'effacer devant un autre mode d'admission qui prend actuellement une grande extension. La loi du 21 mars 1903 qui concède en vertu de ses articles 69 et 71 les petits emplois civils aux engagés et rengagés militaires trouve ici son application.

Aujourd'hui de nombreux postes de facteurs et de gardiens de bureau sont réservés à ces anciens soldats.

L'Association générale des sous-agents a critiqué ce genre de recrutement. On lit dans un de ses rapports : « Un citoyen aura pu accomplir son devoir comme militaire, peut-être aussi avoir été sous-officier, s'il n'a pas été engagé ou rengagé, il devra s'effacer devant ceux sortant de ces catégories et renoncer à entrer dans une administration quelconque.

« Ces avantages en faveur des militaires engagés et rengagés sont inadmissibles : ils interdisent à tout citoyen quels que soient sa valeur, son mérite, les services qu'il a rendus, d'espérer à une fonction de l'Etat s'il n'est pas engagé ou rengagé (1). »

(1) Chambre des députés, rapport sur le budget général de l'exercice 1909, *Ministère des travaux publics des postes et télégraphes*, page 122.

Chambre des députés, rapport sur le budget général de l'exercice 1910, *Ministère des travaux publics des postes et télégraphes*, page 209 :

Tableau des candidats militaires nommés dans l'Administration des Postes.

Emplois	1906		1907	
	Vacances	Candidats militaires nommés	Vacances	Candidats militaires nommés
Facteurs de ville. . . .	1.209	37	372	87
Facteurs suburbains . .	—	—	378	57
Facteurs locaux et ruraux.	2.280	239	1.651	409

Emplois	1908		1909. (1 ^{er} semestre)	
	Vacances	Candidats militaires nommés	Vacances	Candidats militaires nommés
Facteurs de ville. . . .	661	226	154	108
Facteurs suburbains . .	506	103	156	69
Facteurs locaux et ruraux.	1.676	599	705	289

LES COURS PROFESSIONNELS, L'APPRENTISSAGE

**L'enseignement professionnel des dames-employées
et des surnuméraires**

Les candidats qui ont subi avec succès les concours administratifs sont peu préparés aux nouvelles fonctions qu'ils auront à remplir. Les examens d'entrée ne font qu'une place insignifiante aux connaissances et aux aptitudes administratives. Dès lors il est de toute nécessité de suppléer à l'insuffisance des concours en donnant aux recrues une solide instruction professionnelle.

Le souci d'instruire le jeune personnel n'a pas toujours été constant dans les milieux administratifs. A certaines époques des cours professionnels furent créés, mais leur fonctionnement passager ne put donner des résultats appréciables et durables.

Les jeunes dames-employées, les surnuméraires, pour qui le besoin d'une instruction professionnelle se fait le plus sentir, n'ont pas été favorisés à ce point de vue.

Les dames-employées. — En France il y n'y a pas de cours

professionnel pour les femmes. Les dames-employées sont versées dès leur nomination dans les services auxquels elles sont affectées. Souvent elles n'ont pas la moindre connaissance des travaux qui vont leur être confiés.

Seule, la femme qui a subi avec succès le concours de dame-employée en qualité d'aide, est apte à exécuter, sans apprentissage, son nouveau service. Les travaux postaux, télégraphiques, téléphoniques lui sont familiers. Elle a changé de grade, mais ses attributions sont souvent restées les mêmes, le service d'aide et celui de dame-employée se confondant fréquemment. L'Administration qui n'institue aucune école professionnelle pour les dames-employées devrait, logiquement, n'admettre à cet emploi que les unités capables de satisfaire immédiatement aux exigences des services. Les aides semblent toutes désignées à cet effet, et l'Administration serait bien inspirée en voyant en elles des « apprenties dames-employées ».

Avec cette conception, les aides recevraient un avancement mérité, et le service serait mieux exécuté (1).

Que fait actuellement l'Administration ? ou elle recrute des femmes ignorantes de leur futur métier, et ne leur donne pas l'instruction professionnelle nécessaire ; ou elle entrave l'admission d'unités connaissant parfaitement les services administratifs, en les obligeant à subir un concours difficile, inapproprié à la fonction.

(1) *Bulletin officiel de l'Association générale des agents*, mars-avril 1908, projet de M. Jouhannaud présenté à la commission des aides.

Les pays étrangers sont, en général, plus soucieux de l'éducation administrative de leur personnel féminin.

En Suède, la Direction des télégraphes, organise un cours de 3 mois, auquel ne sont admises que les jeunes filles possédant le certificat d'examen de sortie d'une école supérieure, et ayant une « cote approuvée » pour les langues étrangères.

En Norvège, l'Administration soumet les aspirants à des cours préparatoires, soit communs aux deux sexes, soit spéciaux pour les femmes ; l'examen requis est surtout pratique.

En Hongrie, un cours de 4 mois doit être suivi par les dames qui désirent être admises dans les services postaux.

Les surnuméraires. — Les surnuméraires furent moins délaissés que les dames-employées au point de vue de l'instruction professionnelle (1).

La préoccupation d'instruire les surnuméraires sur leur service se trouve dans l'arrêté du 16 février 1883, qui institue des cours pratiques élémentaires, et les définit en ces termes : « Les cours pratiques élémentaires ont pour but de former les débutants, et de les initier aux opérations les plus nouvelles du service postal et télégraphique. Ils sont installés dans toutes les villes pouvant fournir un nombre

(1) *Bulletin mensuel*, 1893, p. 403. Admission temporaire d'aspirants surnuméraires dans les bureaux. *Bulletin mensuel*, 1895, p. 266, 1896, p. 84, 319, instruction des surnuméraires.

suffisant d'élèves ; ils sont obligatoires pour tous les surnuméraires, auxiliaires stagiaires de la résidence. »

Une circulaire du 10 octobre 1895, dressait un programme général, fixait les grandes lignes de la méthode à suivre pour organiser l'instruction professionnelle des jeunes gens surnuméraires. Un véritable enseignement théorique et pratique était établi. Il durait 6 mois. L'idée dominante était que les surnuméraires doivent avoir, avant tout, sur les services qu'ils auront à effectuer des connaissances pratiques. Pendant la durée des cours, les jeunes unités apprenaient la manipulation des appareils télégraphiques et participaient, à titre de renfort, aux diverses opérations des bureaux.

Cet enseignement était bien compris dans son organisation, il eût pu donner de bons résultats. Il fut mal pratiqué, puis abandonné.

Les cours, réduits à 3 mois par un arrêté du 9 novembre 1900 (1), furent suspendus en 1902 (2). Depuis, l'instruction professionnelle des surnuméraires n'a pas été réorganisée.

L'Administration et le public souffrent de l'ignorance professionnelle des jeunes employés. De toutes parts des plaintes se sont élevées contre la présence dans les services d'unités incapables d'assurer leur travail.

(1) *Bulletin mensuel des Postes et des Télégraphes*, 1900, p. 417.

(2) *Bulletin mensuel des Postes et des Télégraphes*, 1902, p. 729, suspension des cours d'instruction des surnuméraires, arrêté du 28 novembre 1902.

Dans une lettre, adressée au Sous-Secrétaire des Postes et des Télégraphes, l'Association générale des agents écrivait : « L'Administration ne tire aucun avantage de l'utilisation prématurée des nouveaux effectifs, au contraire, les débutants non instruits sont une gêne pour leurs camarades, ils entravent la bonne exécution du service et sont une cause de désorganisation. Qu'il s'agisse d'opérations les plus diverses, partout les jeunes gens sont affolés de leur inexpérience, et alors qu'ils devraient dominer leur besoin, cette dernière les écrase, et ils l'assurent dans les conditions les plus mauvaises (1). »

En 1906, M. Steeg, député, formulait la même critique. Il écrivait dans son rapport sur le budget des postes : « On s'est trouvé contraint d'incorporer ces recrues (surnuméraires) dans le service actif, sans leur donner le temps d'acquérir au préalable la moindre notion de leurs attributions nouvelles. Ces façons d'opérer durent depuis plusieurs années. Les cours d'instruction professionnelle à l'usage des surnuméraires ont été supprimés, et ces jeunes gens sont obligés de participer aux travaux d'exploitation dès le premier jour de leur affectation à un bureau quelconque ; on leur confie des fonctions qu'ils remplissent sans guide, ni surveillance, à leurs risques et périls, et au grand dommage du public (2). »

(1) Chambre des députés, rapport sur le budget général de l'exercice 1909, *ministère des travaux publics des postes et télégraphes*, page 63.

(2) Rapport sur le budget général de l'exercice 1907, *Postes, télégraphes, téléphones*, p. 36. (Chambre des députés.)

L'insuffisance de l'instruction professionnelle des surnuméraires attirait également l'attention de M. Chautard, député rapporteur du budget des postes en 1908.

« Cette question, disait-il, est extrêmement intéressante à la fois pour l'Administration et pour le public. Ce dernier se plaint souvent et avec raison de trouver aux guichets des bureaux de jeunes gens absolument inexpérimentés qui le renseignent généralement mal, et qui, en raison de leur ignorance professionnelle, travaillent avec lenteur, avec hésitation et laissent encombrer d'une façon exagérée leur guichet. La clientèle est en droit d'exiger d'être mieux et plus rapidement servie, cela est incontestable. De son côté, il ne fait de doute pour personne que l'Administration aurait intérêt, au point de vue du rendement de son personnel, à ne placer aux guichets de ses bureaux que des agents ayant une instruction professionnelle théorique et pratique suffisante. Une école d'apprentissage du service des Postes et Télégraphes nous paraît donc devoir s'imposer (1) ».

De tous côtés on signale l'incapacité des surnuméraires dans l'accomplissement de leur service. L'insuffisance technique de ces unités tient à l'organisation défectueuse des concours et spécialement à la suppression des cours de surnuméraires.

Il est urgent, comme le dit M. Chautard, de rouvrir « l'école d'apprentissage du service des Postes et Télé-

(1) Chambre des députés, rapport sur le budget général de l'exercice 1909, *Ministère des travaux publics des postes et télégraphes*, p. 63.

graphes ». L'Administration hésite devant les dépenses à engager pour la réorganisation de l'enseignement technique. Ce serait cependant une excellente utilisation des crédits que celle qui aurait pour résultat d'augmenter le rendement de nombreux employés et de donner plus de sécurité et de garantie au public.

Aujourd'hui, devant la complexité croissante des opérations postales et télégraphiques, alors, qu'il serait utile de compléter les anciens cours professionnels de 1885 et de 1895, on les supprime. Leur utilité est trop évidente pour qu'ils ne soient pas rétablis.

L'apprentissage des jeunes facteurs.

Les jeunes facteurs qui distribuent les télégrammes à domicile, ou les repartissent à l'intérieur des bureaux entre les différents postes télégraphiques, effectuent un travail facile, matériel, qui ne nécessite aucun apprentissage ; ils assurent un service qui ne demande aucune connaissance technique. Pour cette raison, l'institution de cours professionnels à l'usage de ces jeunes employés semble inutile, et n'existe pas.

Dès son entrée dans l'Administration, sans apprentissage préalable, le jeune facteur reçoit un salaire ; il bénéficie d'un avantage certain, mais il exerce un métier qui ne lui assure aucune situation dans l'avenir. A son départ pour le régiment, le jeune facteur ne connaîtra que le métier de

distributeur de télégrammes à domicile ; à son retour, il sera sans profession. L'Administration, qui a profité de la jeunesse active et laborieuse de l'enfant ou de l'adolescent, refusera souvent les services de l'homme adulte. Celui-ci, sans connaissance technique, deviendra l'homme de peine, le manœuvre de l'industrie privée.

L'Administration des postes a le devoir de guider, d'instruire l'enfant qu'elle occupe, de lui apprendre un métier. C'est en ce sens qu'une école d'apprentissage pour les jeunes facteurs se justifie et s'impose.

L'Etat, qui dénonce tous les jours la crise de l'apprentissage, devrait donner l'exemple aux entreprises privées en faisant, des enfants qu'il occupe, des apprentis modèles.

Si l'industrie est intéressée à la formation de bons apprentis qui deviendront d'excellents ouvriers, l'Administration des Postes a un avantage certain à instruire ses jeunes facteurs qui pourront faire plus tard de très bons employés.

Grâce à des initiatives privées, au dévouement de certains fonctionnaires, quelques cours ont été créés (1). Leur but est de compléter l'instruction générale des enfants employés dans l'Administration, de leur permettre de subir le concours de surnuméraire. Ce concours est assez difficile, peu de jeunes facteurs y réussissent. Ils ne peuvent lutter avec succès contre leurs concurrents qui sortent des écoles primaires supérieures, des collèges et lycées.

(1) A Paris, en 1908, 881 jeunes facteurs sur 1.400 se sont fait inscrire pour suivre cet enseignement.

Ces efforts isolés, dignes d'intérêt, ne pourront jamais améliorer la situation de l'ensemble des jeunes facteurs.

Il faudrait avant tout, dans l'intérêt de l'Administration et de l'enfant, donner à celui-ci une éducation technique et pratique.

Les opérateurs habiles font souvent défaut pour la manipulation des appareils télégraphiques. On ne peut former de bons manipulateurs qu'après un long et laborieux apprentissage. L'expérience a montré que les jeunes unités sont les plus aptes à profiter de l'instruction technique. Les jeunes facteurs sont tout désignés pour former d'excellents apprentis télégraphistes. Si une école pratique était créée dans ce but, ces enfants y apprendraient un métier. Avant leur départ pour le régiment, ils pourraient rendre de signalés services dans les divers bureaux ; soldats, ils mettraient au service de l'Armée des connaissances pratiques qui font souvent défaut dans les compagnies de télégraphie. Leur service militaire terminé, ces unités seraient pour l'Administration des employés d'une grande valeur professionnelle.

Quelques jeunes facteurs ont été utilisés comme « manipulateurs télégraphistes » et les résultats de cette expérience ont été très favorables.

Un rapport administratif dit à ce sujet : « Si l'on considère le résultat de l'essai au point de vue de l'aptitude pratique des « manipulateurs » il est incontestable qu'il a été des plus satisfaisants, surtout de la part des jeunes facteurs, ce qui n'est pas fait pour nous surprendre, l'appren-

tissage des divers appareils télégraphistes étant d'autant plus facile, la manipulation meilleure, que le personnel est plus jeune. »

Et le rapport conclut : « L'extension du cadre des manipulateurs paraîtrait devoir constituer une très bonne mesure. Elle est en effet intéressante en premier lieu pour les sous-agents, en permettant d'offrir à ceux qui, bien que ne possédant qu'une instruction générale peu développée, ont cependant des qualités d'intelligence naturelle et souvent des aptitudes spéciales, le moyen d'en faire utilement emploi dans le service télégraphique ; elle peut être en second lieu profitable au Trésor, en facilitant la réduction des frais d'exploitation tout en donnant, mieux qu'aujourd'hui, l'élasticité nécessaire aux cadres ; elle peut l'être aussi au service, en introduisant dans l'effectif une catégorie nouvelle d'opérateurs dont on préparerait l'accession à un niveau social plus élevé, dont on pourrait améliorer la situation administrative, en permettant aux plus méritants d'atteindre au grade de commis dans une proportion et dans des conditions à déterminer, et qui, ainsi stimulés, s'attacheraient sans doute à fournir une qualité de travail et un rendement excellents (1). »

L'Administration pourrait sans grande dépense, faire apprendre le métier de télégraphiste aux enfants qu'elle emploie. Elle retirerait de cet apprentissage des avantages

(1) Chambre des députés, rapport sur le budget général de l'exercice 1909, *Ministère des travaux publics des postes et télégraphes*, page 118.

certains. Quelques expériences en ce sens ont été faites ; elles ont donné des résultats très satisfaisants, pourquoi ne sont-elles pas généralisées ?

L'Administration des Postes, dans son organisation actuelle, semble impuissante à réaliser les réformes dont elle comprend cependant l'utilité.

III

LA JOURNÉE DE TRAVAIL (1)

Le travail des enfants.

Les jeunes facteurs. — Presque tous les enfants utilisés dans l'Administration sont employés en qualité de jeunes facteurs distributeurs de télégrammes. Ils sont d'ordinaire répartis en deux brigades et font, comme service, un jour de 7 heures du matin à 2 heures du soir, et le lendemain de 2 heures à 9 heures du soir (2).

En vertu des lois du 2 novembre 1892 et du 3 mars 1900 l'enfant, dans l'industrie privée, ne peut être occupé plus de 10 heures par jour, ni astreint au travail de nuit. Le jeune facteur télégraphiste, dans l'Administration, n'est pas soumis au service de nuit et la durée de sa journée de

(1) La durée de la journée de travail diffère avec chaque bureau. On ne peut connaître les heures de travail du personnel qu'en consultant les tableaux de service des divers établissements postaux, télégraphiques et téléphoniques.

(2) A Paris ces heures de service sont imposées à 1.434 jeunes facteurs.

travail est bien inférieure à 10 heures. Toutefois, son service quotidien, qui ne comporte que 7 heures de présence, a l'inconvénient de n'être coupé par aucun repos.

Le travail imposé n'est pas pénible. La distribution des télégrammes à domicile est une occupation qui semble même favoriser le développement physique de l'enfant. Il faut cependant ajouter que le jeune personnel administratif, qui passe la majeure partie de son temps dans les rues des grandes villes, subit des contacts dangereux, et se trouve exposé à des fréquentations d'une valeur éducative douteuse. Il n'est défendu que difficilement contre ce risque professionnel, très grave au point de vue moral.

D'autre part, l'aide et les conseils des parents lui font presque toujours défaut. Le petit facteur télégraphiste appartient généralement à des familles d'ouvriers ou de modestes employés. Le père et la mère travaillent au dehors. L'enfant qui est de service le matin à 7 heures doit se lever tôt ; ne terminant son travail qu'à 2 heures du soir, il emporte des provisions qu'il mange au bureau ; l'après-midi quand il rentre au domicile familial il trouve la maison vide, le père et la mère sont à l'atelier ; il reste une partie de la journée abandonné à lui-même. S'il travaille de 2 heures à 9 heures du soir, il ne peut regagner le logis que tard dans la soirée. Il est donc presque toujours exposé à tous les périls de la rue.

La durée de la journée de travail du jeune facteur n'est pas exagérée, mais les heures de service sont mal réparties. L'enfant est éloigné de la vie familiale, il est laissé sans

guide ni soutien à un moment de la vie où il a besoin de l'assistance et des conseils paternels.

Ce que ne peuvent faire les parents l'Administration des Postes a le devoir de l'accomplir. Elle devrait contribuer à l'éducation des jeunes facteurs, leur donner une instruction professionnelle pendant leurs heures de liberté. Ces derniers pourraient être soumis à un régime analogue à celui du « demi-temps », dont bénéficiaient les enfants de certaines industries, qui n'étaient astreints, sous l'empire de la loi du 19 mai 1874, qu'à 6 heures de travail par jour, mais devaient consacrer le complément de la journée à parfaire leur instruction primaire.

Le jeune facteur, ses 7 heures de service terminées, suivrait des cours professionnels, qui préviendraient les mauvaises fréquentations et lui permettraient, plus tard, d'occuper utilement un meilleur emploi administratif.

Le travail des femmes.

Les aides. — La durée de la journée de travail des aides n'est pas limitée. Il n'existe pas dans l'Administration des Postes de réglementation de leurs heures de service. Les receveurs de bureaux simples, souvent peu payés, surchargés de travail, tirent de ces modestes employées tout le rendement possible ; leur droit n'est restreint par aucune loi ni règlement.

Dans l'industrie privée le patron ne peut, en principe,

astreindre son personnel féminin au travail de nuit, ni le faire travailler plus de 10 heures par jour. L'aide ne connaît pas ces garanties. Généralement nourrie, parfois couchée chez le receveur, elle assure à tout moment de la journée le service administratif (1). Elle passe la plus grande partie de son existence au bureau de poste, c'est-à-dire à l'atelier.

Des journaux professionnels citent des receveurs qui font travailler leurs aides 14 et 15 heures par jour. Ces faits sont heureusement exceptionnels. D'ordinaire, la durée de la journée de travail de ce personnel varie entre 9 et 12 h.

Les travaux auxquels participe l'aide sont plus variés que pénibles. Elle tient le guichet, trie quelques correspondances, expédie et reçoit des télégrammes, assure la communication téléphonique. La diversité de ces opérations ne fatigue pas la femme, c'est la durée de la journée de service qui la surmène.

Les dames-employées. — Les dames-employées sont réparties dans les divers bureaux, principalement dans les bureaux centraux télégraphiques et téléphoniques. Les heures de service de ce personnel varient dans chaque établissement ; les receveurs établissent les tableaux de service en tenant compte des besoins spéciaux de la clientèle et des habitudes locales.

En principe, la journée de travail de la dame-employée ne dépasse pas 8 heures. Dans les bureaux téléphoniques

(1) *Union des dames de la Poste*, septembre 1904.

de Paris les dames-téléphonistes font quotidiennement 7 heures de service. Un jour, elles travaillent de midi à 7 h. 1/4 du soir, et le lendemain de 7 heures du matin à midi et de 7 heures à 9 heures du soir. Une fois par semaine, dans quelques bureaux, cette dernière journée se prolonge jusqu'à 10 heures du soir, astreignant les employées au service de nuit.

Certaines se plaignent d'être surmenées et l'une d'elles écrit. « Il est assurément rare que les 80 abonnés de chaque téléphoniste se jettent du même coup à leur appareil, mais, entre 10 heures et midi, à l'heure de la reprise du courrier, il arrive quelquefois que 10, 15 et jusqu'à 30 demandes sonnent en même temps. On peut dès lors s'imaginer le supplice auquel est condamnée la malheureuse contrainte de chercher 30 fois dans 6.000 trous, le trou correspondant aux trente demandes (1). »

Toutes les femmes n'assurent pas un service aussi chargé que celui qui vient d'être décrit, mais néanmoins les travaux du téléphone les fatiguent et les énervent.

« Qui donc osera contester, dit avec raison une dame-employée, le mérite de cette modeste téléphoniste en butte à toutes les vexations, à une vie de surmenage et d'énervement continuels ? Toujours l'esprit tendu, forcée de répondre à une foule d'abonnés plus ou moins polis, elle doit rester calme et maîtresse d'elle-même (2). »

(1) *Union des dames de la Poste*, juillet 1905.

(2) *Union des dames de la Poste*, octobre 1907.

L'Administration emploie également de nombreuses femmes à la manipulation des appareils télégraphiques. A Paris, les dames télégraphistes, réparties en deux brigades, travaillent un jour de 7 heures à 11 heures du matin, de 6 heures à 9 heures du soir et le lendemain de 11 heures du matin à 6 heures du soir (1). La durée quotidienne de leur service est donc de 7 heures. De nombreuses critiques ont été adressées à cet emploi du temps qui met la dame-employée dans l'obligation de manger à des heures irrégulières. La télégraphiste doit prendre ses 2 principaux repas un jour à 10 heures du matin et à 7 heures du soir et le lendemain à 1 heure et à 10 heures du soir.

Ce régime en vigueur au central télégraphique de Paris, appliqué aux agents des deux sexes, est traditionnel, et les employées s'accommodent de ces habitudes déplorables pour leur santé.

Les receveuses. — La dame-employée ayant une certaine ancienneté de service peut prétendre au grade de receveuse. La receveuse est logée dans le bureau dont elle a la gestion. Elle travaille donc à domicile. C'est pour la mère de famille la possibilité de s'occuper à la fois de son service et de l'éducation de ses enfants. « Je suis persuadé, disait M. Millerand, ministre, dans un rapport au Président de la République, que l'Administration ferait œuvre sage et prudente au point de vue de ses intérêts, et aussi œuvre

(1) Au central télégraphique de Paris 757 dames-employées sont soumises à ce régime.

humanitaire et morale, en ouvrant des débouchés au travail des femmes, mais sans les éloigner de leur famille et de leur foyer (1). » L'emploi de receveuse offre cet avantage à la femme ; la receveuse n'est pas éloignée de son foyer, mais elle paye chèrement ce privilège, des restrictions nombreuses sont apportées à ses repos et libertés.

Cette employée est nécessairement de service aux heures d'ouverture de son bureau : le matin de 7 heures ou 8 heures à midi, l'après-midi de 1 heure ou 2 heures à 7 heures. Le bureau fermé, elle suspend ses relations avec le public, mais son travail n'en continue pas moins. Elle reçoit le facteur, ouvre les sacs de correspondances, expédie les dépêches. La réception des courriers postaux l'oblige souvent à se lever très tôt, à se coucher très tard. La tenue de la comptabilité lui prend le peu de loisir dont elle pourrait bénéficier.

L'une d'elles écrit : « Je suis debout depuis 5 h. 15 du matin jusqu'à 10 h. 30 du soir, avec un travail pénible ayant les 3 services : Poste, télégraphe, téléphone ; mon bureau est bien fermé au public de midi à 2 heures, mais le facteur vient pour effectuer une distribution, ce qui m'empêche de sortir pendant ce temps (2). »

L'emploi des femmes dans l'Administration n'a pas été sans soulever des critiques souvent justifiées. Les femmes sont trop faibles pour effectuer les travaux pénibles de tri,

(1) *Bulletin mensuel*, mai 1900. Rapport du ministre du Commerce des Postes et des Télégraphes au Président de la République.

(2) *Union des dames de la Poste*, mai 1904.

d'ouverture et de fermeture des dépêches. Elles n'ont pas toutes les qualités nécessaires pour assurer le service des guichets postaux, devant lesquels se presse un public varié et d'humeur inégale. Elles semblent mieux réussir dans les bureaux téléphoniques ; toutefois, un jugement définitif sur ce point serait à l'heure actuelle prématuré. L'Administration dispose dans le service téléphonique d'éléments assez jeunes, mais tout fait prévoir qu'en vieillissant ces unités perdront de leur valeur, manqueront de souplesse, d'activité, d'habileté professionnelle (1). Il faut ajouter que les journées de maladie payées par l'Administration, bien plus nombreuses chez les femmes que chez les hommes, influent défavorablement, sur le rendement global du personnel féminin.

La femme est surtout apte à gérer les petits bureaux de poste de la campagne. Ce genre de ce service, peu fatigant, quant à sa nature, a l'avantage de ne pas éloigner la mère de famille de son foyer.

Le travail des hommes adultes.

Les commis et surnuméraires. — Les commis et surnuméraires ont dans l'Administration des attributions très importantes, essentielles. Dans les bureaux importants, eux seuls trient les correspondances, tiennent les guichets et dirigent les appareils télégraphiques les plus compliqués.

(1) *Bulletin mensuel*, mai 1900, rapport du ministre du Commerce.

La division du travail poussée assez loin dans les services de l'Exploitation, a déterminé la spécialisation des fonctions. Dans les grandes villes des commis font exclusivement de la télégraphie, certains n'assurent que le service des guichets, d'autres sont affectés en tout temps, au tri des correspondances.

A ces occupations diverses correspondent des journées de travail variées. Celles-ci sont fixées par l'Instruction générale (art. 27) : « Sauf dans les circonstances tout à fait exceptionnelles, le service quotidien de chaque agent doit autant que possible être limité à une durée de 8 heures en deux vacations, et dans tous les cas réparties rigoureusement d'après les fluctuations du travail aux divers moments de la journée (1). »

En fait cette réglementation élastique, pleine de restrictions n'est pas souvent observée. C'est ce qui va ressortir de l'étude de la journée de travail de l'employé du guichet; du télégraphiste, du trieur.

1° Le service du guichet.

Les guichets des bureaux de poste importants sont ouverts au public de 7 heures ou 8 heures du matin à 9 heures du soir. C'est entre ces heures limites que travaille le commis ou le surnuméraire affecté à ce service. Il n'est donc pas astreint au service de nuit. La durée de sa journée de travail n'est pas supérieure à 8 heures, différemment

(1) Instruction générale des Postes, art. 27.

réparties selon les besoins du public, les habitudes locales.

Dans les grandes villes, spécialement à Paris, le personnel du guichet bénéficiait jusqu'à ces derniers temps du service dit « des 24 heures ». Ce service était réparti de la manière suivante : une journée de 7 heures à midi et le lendemain de midi à 9 heures. L'employé qui avait travaillé la matinée était libre jusqu'au lendemain à midi, et bénéficiait ainsi d'un repos de 24 heures.

L'Administration a récemment supprimé cette organisation qui comportait pour chaque agent une seule prise de travail par jour (1).

Aujourd'hui l'employé du guichet fait quotidiennement, 8 heures de service, réparties d'ordinaire en deux vacations d'une durée sensiblement égale.

Le nouveau régime, établi surtout en vue d'une meilleure utilisation du personnel, lèse les intérêts d'un grand nombre de commis.

L'ancienne organisation offrait au personnel postal d'une grande ville comme Paris, de grands avantages. L'employé qui avait la faculté d'effectuer son travail journalier en une seule vacation, sans coupure, pouvait se loger, loin du bureau, dans un quartier où le coût des loyers est peu élevé ; il lui était même possible d'habiter la banlieue. Le service de 24 heures donnait ainsi à de nombreuses familles de petits fonctionnaires la possibilité de tirer un meilleur parti de leurs faibles ressources.

(1) *Bulletin de l'Association générale des agents*, mars 1906, le service de 24 heures.

2° *Le service du télégraphe.*

Le service du télégraphe est en grande partie effectué le jour, et la durée de la journée de travail varie d'ordinaire entre 7 heures et 9 heures.

A Paris, l'employé travaille un jour de 7 heures à 11 heures du matin, de 6 heures à 9 heures du soir, et le lendemain de 11 heures du matin à 6 heures du soir; et, à ce service, qui met le personnel dans l'obligation de prendre ses repas à des heures irrégulières, s'ajoutent des heures supplémentaires (1).

Le gros du travail télégraphique est écoulé dans le courant de la journée, mais il reste à transmettre la nuit un nombre assez important de télégrammes. Pour assurer cette transmission, on utilise le personnel masculin affecté au service de jour, dont on prolonge la journée de travail. Le télégraphiste qui doit terminer sa journée à 9 heures du soir se voit souvent dans l'obligation de continuer son travail jusqu'à minuit. De plus, deux ou trois fois par mois, l'agent effectue un service de 11 heures du matin à 6 heures du soir, s'arrête 3 heures, et reprend la manipulation de son appareil de 9 heures du soir au lendemain à 7 heures du matin, accomplissant ainsi 17 heures de travail effectif coupées par un seul repos de 3 heures (2).

Ces faits, qui ne se produisent pas exclusivement à Paris, montrent les défauts d'une organisation de nature à com-

(1) Au bureau central télégraphique de Paris ces heures de service sont imposées à 804 surnuméraires et commis.

(2) *Bulletin de l'Association générale des agents*, juillet 1904.

promettre la santé des individus. De telles journées de travail ne sont, il est vrai, imposées au personnel qu'à des intervalles assez éloignés, mais elles épuisent quand même ses forces. L'Etat entrepreneur devrait s'efforcer de faire disparaître les abus de ce genre, que la législation du travail réprime dans l'industrie privée.

3° *Le service du tri.*

L'agent chargé du tri des correspondances est moins favorisé encore que son collègue du télégraphe. Sa tâche essentielle consiste dans la formation des dépêches postales qui seront d'ordinaire acheminées par voie ferrée.

L'expédition et la réception des sacs de correspondances sont subordonnées au départ et à l'arrivée des trains transporteurs. Des courriers postaux arrivent et partent à toute heure du jour et de la nuit ; ils rendent nécessaires à la fois le travail de jour et celui de nuit. Chaque bureau a des heures de service qui lui sont propres, basées sur le mouvement des dépêches postales, variable avec chaque localité. Il y a donc autant de tableaux de service qu'il y a d'établissements de tri, c'est dire qu'il faut renoncer à les décrire tous.

* La journée de travail atteint et souvent dépasse 8 heures.

Dans les salles de tri de la Recette principale de Paris, un jour sur deux, l'employé quitte son service à 7 h. 45 du soir pour le reprendre le lendemain matin à 4 heures. Deux journées consécutives de travail ne sont séparées que par 8 heures de repos. L'agent qui a terminé sa journée

le soir vers 8 heures ne peut d'ordinaire rentrer à son domicile avant 8 h. 30 ou 8 h. 45 ; obligé, à son arrivée de prendre le repas du soir, il se couche au plus tôt à 9 heures et demie pour se lever le lendemain matin à 3 heures, et reprendre son travail à 4 heures. Une nuit de 5 heures et demie ne suffit pas à réparer les forces d'un travailleur. C'est cependant après un repos aussi réduit que le trieur de la Recette Principale de Paris effectue une journée de service très pénible, dont la durée qui dépassait 10 heures a été réduite récemment à 8 heures.

Les exemples de ce genre sont nombreux dans l'Administration. Des employés de service de 9 heures du matin à 1 heure du soir et de 5 h. 1/2 à 10 heures et demie du soir, sont dans la nécessité de prendre les deux principaux repas entre 1 heure et 5 heures du soir. Souvent le personnel est obligé de venir au bureau trois ou quatre fois par jour, régime qui supprime tout repos quotidien.

Une partie importante du tri s'effectue dans les bureaux ambulants : wagons de forme spéciale incorporés à certains trains de voyageurs, et qui drainent les correspondances des régions qu'ils traversent.

La journée de travail dans les services ambulants est démesurément allongée (1). Les agents y sont groupés par brigades qui ont d'ordinaire pour point d'attache, Paris. Les brigades de nuit prennent généralement leur service en

(1) 3.727 surnuméraires, commis, commis principaux, chefs de brigade sont affectés à ce service.

gare de Paris vers 3 heures de l'après-midi, et terminent la première partie de leur travail, dans la matinée du lendemain, à la dernière gare du parcours.

Elles repartent le soir du second jour pour effectuer leur retour à Paris dans la matinée du troisième. Elles sont ensuite de repos pendant le reste de la journée et le quatrième jour en entier.

Les brigades de jour partent habituellement de Paris le matin, arrivent le soir au point extrême de leur parcours, en repartent le lendemain matin et sont de retour au point initial dans la soirée ; elles bénéficient à leur rentrée de 2 jours complets de repos.

L'employé qui a quitté Paris dans l'après-midi pour atteindre l'extrémité du parcours le lendemain matin est resté 14 heures consécutives en wagon ; au retour, le temps qui sépare la montée en wagon du départ du train étant plus réduit, sa journée de travail sera, de ce fait, quelque peu diminuée, mais elle restera encore excessive.

Si l'on ajoute que la plus grande partie du service s'effectue la nuit ou pendant la marche du train, on se rend compte de l'effort exagéré que doit fournir l'ambulant pour accomplir sa tâche. Les longs repos dont bénéficie le personnel entre les prises de service ne suffisent pas à justifier les travaux exténuants qu'on lui impose.

Il faudrait à la fois diminuer la durée de la journée de travail et réduire les repos. Avec des journées de service plus courtes le rendement serait meilleur, la qualité du travail baisse quand la fatigue vient ; l'agent qui a tiré 12 ou

14 heures en wagon clos, qui a subi pendant le trajet la trépidation du train, n'est plus qu'un automate incapable d'apporter à sa tâche l'attention nécessaire (1). Ces efforts en disproportion avec la résistance physique de l'homme le surmènent et compromettent sa santé.

Les Services ambulants fournissent toute une légion de malades, d'invalides, de fatigués, qui sont obligés d'abandonner prématurément ce genre de travail, et viennent grossir l'effectif des non-valeurs qui cherchent un refuge dans les bureaux sédentaires. Et ces unités, victimes du travail, qui ne produisent plus, seront jusqu'à l'époque de leur retraite une charge sans cesse croissante pour l'Administration.

Il importe de remédier à cette situation. Le service ambulant est trop intimement lié à la marche des trains, pour qu'il soit possible d'y réglementer la journée de travail d'une manière aussi précise et aussi stricte que dans les bureaux sédentaires ; on peut néanmoins apporter à cette branche de l'Exploitation de sérieuses réformes. Dans un service présentant de semblables difficultés, celui des mécaniciens et chauffeurs des compagnies de chemins de fer, un arrêté ministériel du 4 novembre 1899 a établi des règles qui préviennent toute durée excessive de la journée de travail. On peut faire de même, et plus aisément, en faveur des commis ambulants de l'Administration des Postes. En autres mesures, le sectionnement des parcours permettrait

(1) *Bulletin mensuel*, mai 1900, rapport du ministre du Commerce au Président de la République.

une meilleure organisation du travail et éviterait le surmenage actuel.

Les heures de service des trieurs des services ambulants et sédentaires sont ou trop nombreuses ou trop mal réparties, et cette situation est encore aggravée par la nature même du travail.

Les diverses opérations du tri sont pénibles. Le trieur, debout devant son casier, les bras constamment en mouvement, place dans les multiples cases les correspondances diverses. Ce travail monotone et fatigant n'est interrompu qu'au moment de la fermeture et de l'expédition des dépêches. Alors, en quelques minutes, l'agent forme de nombreux paquets de correspondances, ferme et soulève des sacs dont le poids atteint souvent 40 kilogrammes, puis reprend son tri dans une atmosphère viciée par les poussières en suspension, la fumée et l'odeur de la cire en ébullition.

En 1900, M. Millerand, ministre du commerce des Postes et des Télégraphes, fut frappé des conditions défectueuses dans lesquelles s'effectuait le tri des correspondances spécialement dans les bureaux ambulants. Il écrivait dans un rapport au Président de la République : « Tous ceux qui ont eu accès dans nos bureaux ambulants savent combien leur installation est défectueuse. Le travail s'y exécute dans des conditions qui rendent toute surveillance impossible. C'est sur tout le parcours une marée toujours montante de sacs qu'on éventre à la hâte, d'où les correspondances s'échappent pêle-mêle, et au milieu desquelles

on doit chercher et retrouver les valeurs considérables confiées à la Poste, qu'il faut ensuite trier, enregistrer, décrire, sur les documents de service ; et toutes ces opérations s'effectuent dans un espace restreint, où chacun se heurte, où la dépense de force est décuplée, et où l'atmosphère, viciée par la poussière extérieure, soulevée par la vitesse du train, et par la poussière intérieure provenant du mouvement des sacs, rend l'hygiène absolument déplorable.

« Après les progrès si nombreux réalisés par l'industrie privée dans ses ateliers et ses usines, on se sent véritablement humilié de voir un service d'Etat fonctionner dans des conditions pareilles, surtout avec l'obligation pour les agents d'une présence continue de 14 ou 15 heures de jour et de nuit. Un état de chose aussi fâcheux appelle, non seulement dans un sentiment d'humanité, mais encore dans un intérêt de service, un remède prompt et efficace (1). »

De tels travaux ne devraient être exécutés que par des unités robustes, et ils sont en partie confiés à des surnuméraires de 18 ans, qui sortent des établissements d'enseignement primaires ou secondaires, et ne sont nullement préparés à cette besogne matérielle. Ces unités accablées par un travail au-dessus de leur force, succombent à la tâche, tombent malades. L'Administration des Postes, en imposant un service excessif à des éléments non encore formés physiquement, diminue, dès le recrutement, la valeur de son personnel.

(1) *Bulletin mensuel*, mai 1900, rapport du ministre du Commerce au Président de la République.

Les jeunes surnuméraires devraient être employés dans des bureaux de seconde importance. Dans ces établissements assez nombreux, les fonctions spécialisées, qui ont été étudiées, sont rares ; le même agent participe aux opérations postales, télégraphiques, téléphoniques. On y constate souvent des heures de service aussi nombreuses et aussi mal distribuées que dans les grands bureaux, mais le travail y est plus varié et moins fatigant.

Les receveurs. — Les receveurs des grands bureaux qui disposent d'unités nombreuses, limitent à leur volonté leur journée de travail.

Au contraire, les receveurs des petits bureaux, moins bien partagés au point de vue du personnel, participant souvent aux travaux d'exécution, ont des heures de service défectueuses. Leurs bureaux sont d'ordinaire ouverts au public de 7 heures ou 8 heures du matin à midi, et de 2 heures à 7 heures du soir, mais leur journée de service effectif atteint parfois 12 ou 13 heures. On lit dans un rapport de l'association générale des agents qui dépeint la situation de ces modestes employés avec force : « Qu'est-ce que le titulaire de bureau simple ? Un paria, je dirai plus un esclave. Attaché au bureau le jour et la nuit comme un esclave à sa chaîne, pour lui nul repos, nulle tranquillité, un labeur quotidien écrasant et toute la responsabilité d'un service que la multiplicité des opérations rend tous les jours plus difficile. Voilà son lot. En dehors des vacances qui l'astreignent à une présence effective de 10 heures, on pourrait croire qu'il jouit de quelques repos, il n'en est rien.

Souvent, très souvent même, pour ne pas dire toujours, il a des courriers à recevoir entre midi et 2 heures, ou après 7 heures du soir ou encore le matin avant l'ouverture, si toutefois il n'en a pas aussi dans le milieu de la nuit (1). »

Les gardiens de bureau. — Les gardiens de bureau travaillent aux côtés des surnuméraires commis et receveurs. Ce sont avant tout des hommes de peine ; ils timbrent les correspondances, ferment, cachètent, transbordent les dépêches postales. Leurs heures de présence se confondent souvent avec celles des commis qu'ils secondent dans leurs gros travaux. Commis et gardiens de bureau subissent dans les services ambulants la même durée exagérée de la journée de travail, et, dans les bureaux sédentaires la répartition de leurs heures de présence est également défectueuse.

Les facteurs. — Le facteur, à la différence du gardien de bureau, accomplit une partie importante de son travail à l'extérieur des établissements postaux. Dans le bureau, il classe les correspondances à distribuer ; cette opération terminée, il porte au domicile des particuliers les différents objets dont il a la charge. Le facteur de ville et le facteur local effectuent leurs distributions au siège même du bureau auquel ils sont attachés. Le facteur rural porte les correspondances dans les campagnes, dans les villages dépourvus d'établissement de poste.

Le service de ce personnel est chargé (2).

(1) Congrès de l'Association générale des agents, 1904.

(2) *Bulletin mensuel*, août 1901, circulaire du 20 juillet 1901 relative

L'association générale des sous-agents constatait en 1908 avec satisfaction les efforts faits pour ramener les tournées de tous les facteurs ruraux à un maximum de 32 kilomètres, et réduire la journée de travail à 10 heures (1). Cette constatation montre que les sous-agents ne sont pas tous favorisés au point de vue des heures de service.

Les facteurs de Paris (2), dont la tâche est moins lourde que celle de leurs collègues de province, font 3 jours sur 4 près de 8 heures de service, et la quatrième journée, 10 heures et demie de travail. Deux jours sur quatre ils prennent leur service à 5 heures du matin. La journée qui compte 10 heures 30 de travail est particulièrement pénible ; l'employé est au bureau à 5 heures du matin, il termine sa dernière distribution à 9 heures du soir pour reprendre sa tâche le lendemain matin à 5 heures ; entre ces deux journées il ne dispose que d'un repos de 8 heures, bien insuffisant, si l'on se rend compte de la fatigue supportée au cours des distributions, qui comportent la montée et la descente des nombreux étages des immeubles parisiens (3).

Le facteur rural monte moins d'étages mais effectue un plus long trajet. Sa journée de service est évaluée d'après

à l'allègement de la tâche des facteurs dont le parcours dépasse le maximum réglementaire.

(1) *L'association générale des sous-agents, sa création, son œuvre résumée*, 1908, page 10.

(2) 2.500 facteurs à la Recette Principale de Paris et 1963 dans les autres bureaux parisiens.

(3) Service de la recette principale des Postes de la Seine.

le nombre de kilomètres qu'il parcourt : 4 kilomètres sont comptés pour une heure de service, une tournée de 32 kilomètres représente 8 heures de distribution. Pour apprécier exactement la journée de travail du facteur rural il faut ajouter, à la durée de la tournée, les 2 ou 3 heures passées quotidiennement au bureau pour le classement, le timbrage des correspondances, et autres opérations accessoires.

Les tournées qui dépassent 32 kilomètres en plaine, 28 kilomètres en montagne, sont dédoublées dès que la situation budgétaire le permet, mais ce dédoublement est loin d'être terminé ; un travail excessif est encore imposé à de nombreux facteurs de campagne. Cette situation dure depuis très longtemps. En 1866 il y avait 5.248 tournées en dessus de 28 kilomètres, en 1889 on en comptait 9.836. M. Vandal directeur général des Postes écrivait à ce sujet en 1866 : « Tous les organes autorisés de l'opinion signalent incessamment :

1° Le parcours exagéré de tournées qui dépassent les forces d'un homme ;

2° L'insuffisance des salaires qui ne répondent plus aux besoins de la vie.

Ces plaintes sont légitimes, le service rural, est au-dessous des obligations de ses fonctions, et l'Administration qui constate des irrégularités flagrantes hésite à punir le facteur qui, ayant chaque jour à parcourir 40 kilomètres sans repos ni jour férié, a manqué de porter à son adresse telle lettre ou tel journal dont la remise exi-

geait un parcours supplémentaire de 2 kilomètres » (1).

Actuellement, les parcours d'une longueur aussi exagérée sont plus rares qu'en 1866, mais, en fait, la tournée du facteur est souvent restée aussi pénible ; c'est que, pour une même agglomération, le nombre d'objets distribués a considérablement augmenté. Les journaux, les prospectus qui sont aujourd'hui répandus à profusion sur tous les points du territoire ont singulièrement accru la tâche du facteur.

Dans certaines localités de modestes employés, dénommés « facteurs-receveurs », sont chargés à la fois de la distribution des correspondances et de la gestion des petits bureaux de poste. Cette double fonction n'améliore pas leur service. « Les facteurs-receveurs des Postes, écrit M. Chantard, rapporteur du budget des Postes et des Télégraphes pour l'année 1909, effectuent dans leurs établissements toutes les opérations courantes des recettes de de plein exercice ; ils sont chargés de tournées locales et même rurales, et la plupart exécutent encore, à titre de charge d'emploi, le transport des courriers du bureau à la gare. Ces tournées et courriers peuvent atteindre 24 kilomètres ; aussi, avec les heures d'ouverture de leurs bureaux, il s'ensuit que la durée de leur travail postal quotidien atteint 14 heures en moyenne (2). »

(1) Vandal, directeur général des Postes. Rapport sur le service des Postes, janvier 1866.

(2) Chambré des députés, rapport sur le budget général de l'exercice 1909, *ministère des travaux publics, des postes et télégraphes*, p. 127.

La journée de 14 heures est moins fréquente que ne le déclare [M. Chautard. Le service quotidien du facteur receveur comporte d'ordinaire 12 heures de travail.

Les travaux supplémentaires du personnel.

Jusqu'ici c'est la journée réglementaire du personnel qui a été examinée, mais, en plus de leurs heures normales de service, les employés font certains travaux administratifs.

L'Administration recrute, spécialement à Paris, et d'ordinaire parmi les commis, des volontaires qui effectuent des travaux supplémentaires dénommés « californies ». Les californies sont faites par les employés en dehors de leur journée de travail et elles donnent lieu à rétribution (1).

A première vue l'Administration semble tirer profit des travaux supplémentaires. Si elle n'avait pas recours à ce moyen, elle serait dans l'obligation d'augmenter son personnel, procédé plus onéreux en apparence.

Le gain réalisé est en réalité problématique, l'agent qui dépense son activité en travaux extraordinaires est incapable de fournir un rendement excellent pendant la durée de son service normal. Les californies sont faites aux heures extrêmes de la journée, le matin de 5 heures à 8 heures, le soir entre 6 heures et 10 heures. Elles augmentent considérablement la durée de la journée de travail, surmènent le personnel, lui laissent un repos insuf-

(1) *Bulletin de l'Association générale des agents*, janvier 1903.

fisant. A ces points de vue elles doivent être condamnées, mais il faut considérer que les heures supplémentaires permettent à de modestes employés, chargés de famille, de compléter un traitement insuffisant, et que leur suppression aurait une répercussion déplorable sur les salaires des petits fonctionnaires. Le maintien de ce régime ne peut se justifier qu'à la condition de ne permettre à un même employé de faire en service ordinaire et supplémentaire plus de 10 heures par jour.

IV

LE REPOS HEBDOMADAIRE

L'utilité du repos hebdomadaire

En septembre 1899, le congrès international du repos hebdomadaire, réuni à Paris, faisait la déclaration suivante : « Un jour entier et autant que possible commun de repos hebdomadaire est généralement nécessaire pour la santé et la vigueur du corps et de l'esprit, c'est une condition essentielle d'aptitude au travail et de vie prolongée, un gage de prospérité matérielle et de progrès moral pour les individus, pour les familles, pour les nations. »

Considérant l'individu, les hygiénistes, pensent que le repos hebdomadaire est une véritable nécessité physiologique et un complément indispensable du repos quotidien. La durée et surtout la continuité de l'effort use le travailleur. Le repos quotidien ne suffit pas à compenser les forces dépensées par le travail journalier ; il se produit une accumulation de fatigue, une usure de l'organisme, qui ne peuvent disparaître que par l'observance du repos hebdomadaire.

D'autre part, les sociologues, les philosophes voient dans

la journée de repos par semaine une condition du progrès moral. L'individu ne peut être réduit à l'état d'instrument, de moyen de production. Il faut lui donner des loisirs qui permettent de faire succéder aux soucis matériels des préoccupations d'un ordre plus élevé. Macaulay a écrit : « Quand le travail chôme, quand la charrue repose dans le sillon, quand la Bourse se complait dans le silence, quand la cheminée de l'usine est dépourvue de son panache de fumée, il se fait une opération aussi importante pour la richesse nationale que celle qui s'accomplit pendant le labeur des autres jours. L'homme, la machine des machines, répare ses forces, se remonte pour retourner à son travail, l'intelligence plus vive, l'âme plus courageuse, le corps plus vigoureux. »

La famille est également intéressée au repos hebdomadaire. Dans les familles d'ouvriers et de petits employés, quand le père part au travail ou rentre au domicile sa journée finie, ses enfants dorment ; s'il ne jouit pas du repos hebdomadaire, il ne peut s'occuper ni de leur éducation, ni de leur instruction, il perd le sentiment de famille et délaisse son foyer. Cette situation est encore aggravée quand la mère travaille au dehors. Les enfants, souvent abandonnés à eux-mêmes, ignorent leurs parents, si on ne donne pas aux chefs de la famille ouvrière la possibilité de rester au foyer un jour par semaine.

Au point de vue national le repos hebdomadaire est encore d'une utilité incontestable. Il contribue à l'accroissement de la richesse d'un pays. L'individu reposé fournit un

meilleur travail, un rendement plus considérable qui ont une heureuse répercussion sur l'ensemble de la production. Si l'on considère la défense nationale, on doit reconnaître qu'une armée pour être forte, doit recruter ses éléments au sein d'une population non affaiblie par un travail excessif et continu. Le repos hebdomadaire permet en outre aux citoyens, de s'intéresser aux choses publiques, avantage précieux dans une démocratie où tout procède de la volonté populaire.

Le mode de distribution des repos n'est pas non plus indifférent. Si la journée de repos est collective elle permet la réunion des membres d'une même famille qui travaillent au dehors, elle favorise les rapports entre les individus, et les groupements, les associations prennent une activité nouvelle. Si, de plus elle est accordée le dimanche elle présente d'autres avantages : dans les Etats où les élections ont lieu le dimanche, elle donne aux électeurs la possibilité d'user plus largement du droit de vote ; dans les pays chrétiens, elle laisse aux ouvriers, qui le désirent, la liberté d'accomplir leurs devoirs religieux.

Le repos hebdomadaire, nécessaire aux salaires de l'industrie privée, s'impose également au personnel de l'Administration des Postes et des Télégraphes (1). La journée du postier est souvent aussi longue et parfois plus fatigante que celle de l'ouvrier de l'usine. Le travail exigé des employés des Postes est intense et continu, il se fait en partie la nuit,

(1) *Bulletin de l'Association générale des agents*, septembre 1906.

à des heures irrégulières, dans des locaux insalubres, dans des conditions d'hygiène déplorables.

Souvent surmené, fournissant à certains moments des efforts considérables, le personnel a un besoin impérieux de repos, les maladies si nombreuses et si graves qui le frappent sont causées en partie par l'insuffisance des libertés. Aussi, l'application du repos hebdomadaire a-t-elle toujours été demandée avec insistance par les petits fonctionnaires des Postes. Les groupements professionnels en particulier ont déployé une grande activité pour l'obtention d'une journée de liberté par semaine. L'association générale des agents poursuivit la réalisation de cette réforme avec beaucoup d'esprit de suite et une remarquable activité. Elle essaya d'intéresser à sa cause la population et les pouvoirs publics. Elle organisa de nombreuses conférences (1) et fit de pressantes démarches auprès des conseils généraux et du Parlement (2). Plus de 60 conseils généraux répondirent à son appel, é mirent des vœux favorables à l'application du repos hebdomadaire aux employés des Postes, ou aux fonctionnaires de l'Etat, des départements, et des communes ; et, le 4 mars 1902, la chambre des députés votait à l'unanimité le projet de résolution suivant : « La Chambre invite le Gouvernement à assurer aux agents et sous-agents des Postes et Télégraphes le repos hebdomadaire (3). »

(1) *Bulletin de l'Association générale des agents*, novembre 1906.

(2) *Bulletin de l'Association générale des agents*, septembre 1906.

(3) Chambre des députés, séance du 4 mars 1902. *Journal officiel* du 5 mars 1902, page 1.099.

La loi du 13 juillet 1906 et les employés des Postes.

Le 27 mars 1902, l'article premier de la proposition de loi sur le repos hebdomadaire, voté à la Chambre à une forte majorité, déclarait que « les ouvriers et employés de l'un et l'autre sexe ne peuvent être occupés plus de 6 jours complets par semaine, dans les services de l'Etat, du département, de la commune, dans les services monopoles et régies qui en dépendent (1) ».

Ce texte donnait aux employés des Postes, qui appartiennent à un service de l'Etat, le bénéfice du repos hebdomadaire.

Le 3 avril 1906 quand la proposition de loi vint en discussion devant le Sénat l'article premier présenté était rédigé de la manière suivante : « Il est interdit d'occuper plus de 6 jours par semaine un même ouvrier ou employé dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même lorsque cet établissement est exploité par l'Etat, ou qu'il a un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance. »

Au cours de la discussion de cet article M. Gaston Doumergue, Ministre du commerce, de l'industrie et du travail fit cette déclaration : « Je demande la suppression de cette expression : « établissement exploité par l'Etat », étant

(1) Chambre des députés, séance du 27 mars 1902. *Journal officiel* du 28 mars 1902, page 1.580.

entendu que nous donnons aux mots « établissements publics » le sens qui se trouve également exprimé dans le membre de phrase que je demande au Sénat de supprimer (1). »

M. Charles Prevet, rapporteur, répondit : « Dans le texte que la commission présente au Sénat, elle a obéi à ce principe, que la loi doit être applicable à tous, aussi bien aux ouvriers et employés de l'Etat qu'aux employés et ouvriers d'administrations particulières, c'est pour cela que nous avons inséré après les mots : « établissements publics ou privés » ceux-ci « même s'ils sont exploités par l'Etat ». M. le Ministre du commerce indique que dans sa pensée, d'une façon très nette, le mot « public » comprend les établissements exploités par l'Etat. Nous aurions craint de retirer ce membre de phrase parce que nous aurions paru excepter de la mesure les employés de l'Etat. Du moment qu'il n'y a pas de confusion possible, que l'interprétation donnée par M. le Ministre est très nette, et que l'Etat et les particuliers se trouvent soumis à la même règle, nous n'avons pas de raison pour maintenir les mots dont on nous demande la suppression (2). »

L'article 1^{er}, modifié dans le sens indiqué par le Ministre du commerce, fut adopté par le Sénat. Dans sa forme définitive cet article interdit « d'occuper plus de six jours par

(1) Sénat, séance du 3 avril 1906. *Journal officiel* du 4 avril 1906, page 325.

(2) Sénat, séance du 3 avril 1906. *Journal officiel* du 4 avril 1906, page 325.

semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux même s'il a un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance. »

D'après la déclaration de M. Doumergue, approuvée par le Parlement, l'expression « établissement public » a le sens d'établissement exploité par l'Etat. L'ouvrier ou l'employé d'un établissement commercial ou industriel, exploité par l'Etat, doit donc légalement bénéficier du repos hebdomadaire. Si l'on ajoute que, selon une interprétation généralement admise, l'ouvrier ou l'employé d'un établissement commercial ou industriel est celui qui effectue un travail de nature commerciale ou industrielle (1), on concluera, que les agents et sous-agents des Postes et Télégraphes qui font, dans des établissements exploités par l'Etat, des travaux de ce genre, ont droit au bénéfice de la loi du 13 juillet 1906.

Le repos hebdomadaire ne peut être accordé à jour fixe le dimanche, à tout le personnel de l'Administration, il en résulterait un arrêt complet des services postaux, télégraphiques, téléphoniques qui lèserait gravement les intérêts de la population. Pour cette raison la loi, qui, tout en admettant, en principe, le repos collectif du dimanche, prévoit des exceptions en faveur des établissements dont la fermeture complète le dimanche serait préjudiciable au pu-

(1) Raoul Jay. Cours 1907-1908. *La protection légale des travailleurs.*

blic, aurait dû comprendre les bureaux de poste, parmi les établissements admis à donner le repos hebdomadaire « par roulement ». Ce classement n'a pas été fait.

L'article 3 de la loi du 13 juillet 1906 et le règlement d'administration publique du 14 août 1907, prévu par cette loi, énumèrent les établissements admis à donner le repos à leur personnel par roulement, et les bureaux de poste qui devraient logiquement être compris dans cette énumération n'y figurent pas.

Le degré d'application du repos hebdomadaire dans l'Administration des Postes.

En réalité la loi du 13 juillet 1906 n'est pas appliquée au personnel de l'Administration des Postes et des Télégraphes. On ne peut accorder le repos hebdomadaire, par roulement, à tous les employés sans une augmentation de personnel, qui entraînerait de grosses dépenses budgétaires; le coût de la réforme en retarde la réalisation.

L'Administration évaluait, en 1908, à 9 millions (1) les crédits nécessaires pour l'application intégrale du repos hebdomadaire dans les divers services administratifs.

Cette somme a été jugée exagérée, mais, même si elle était nécessaire à l'application de la réforme, l'Etat ne devrait pas reculer devant cette dépense. Il doit donner

(1) Chambre des députés, rapport sur le budget général de l'exercice 1909, *ministère des travaux publics, des postes et télégraphes*, page 71.

l'exemple à l'Industrie privée en accordant à ses employés un jour de repos par semaine. « Qu'on impose, disait M. Barthou, Ministre, à l'Etat patron et chef d'Industrie, les obligations et les devoirs qu'il impose lui-même par ses lois générales aux patrons de l'Industrie privée, cela s'explique à merveille ! »

Si l'ensemble du personnel des Postes ne bénéficie pas à l'heure actuelle du repos hebdomadaire, il faut s'empresse de reconnaître que l'Administration a fait des efforts marqués en vue d'accorder à ses employés toutes les libertés ne comportant pas de dépenses supplémentaires.

Traitant de la question du repos hebdomadaire, M. Sembat rapporteur du budget des Postes écrivait : « Pour faire entrer le repos hebdomadaire dans la pratique il y a deux moyens que nous avons signalés. L'un consiste à réaliser la réforme uniquement pour le personnel des Postes et Télégraphes, en accordant les renforts nécessaires pour établir le roulement, l'autre à supprimer dans la plus large mesure le travail postal le dimanche, à fermer ce jour là tous les bureaux au public, à ne faire aucune distribution, ni levée de boîtes, et à se borner aux opérations intérieures indispensables pour la continuité des services (1). »

L'Administration ne pouvait admettre aucune de ces solutions radicales. Elle ne disposait pas de renforts. Il ne lui était pas possible de fermer complètement les bureaux le dimanche sans léser de nombreux intérêts, sans con-

(1) Chambre des députés, rapport sur le budget général de l'exercice 1905. *Postes et Télégraphes*, page 99.

trier les habitudes du public. Elle se borna à user des procédés qu'elle employait depuis 1900, en ordonnant la réfection des tableaux de service, et en s'efforçant de restreindre les travaux administratifs les dimanches et jours fériés.

La réfection des tableaux de service. — Les tableaux de service établis par les receveurs, sous réserve de l'approbation des directeurs, indiquent les heures de travail du personnel ; ils ne sont pas toujours élaborés de manière à donner aux employés des repos suffisants ; des receveurs ont une tendance à exagérer le nombre des unités qui leur est nécessaire pour assurer le service, et cette pratique réduit outre mesure les repos. A la demande des associations (1), l'Administration décida la réfection des tableaux de service en vigueur et admit les employés intéressés à collaborer à ce travail. Cette décision eut d'heureux résultats. Dans nombre d'établissements de poste, on put accorder le repos hebdomadaire au personnel en modifiant les tableaux de service, après entente entre les receveurs et leurs subordonnés. Il en fut ainsi notamment à la Recette Principale de la Seine. Au congrès de l'Association générale des agents de 1905, un employé d'un établissement postal de province pouvait dire : « Nous avons au bureau 8 libertés 4/10 par agent et par année. Le receveur disait, dans un rapport circonstancié, que pour donner une seule

(1) *Historique et œuvre de l'association générale des agents*, 1908, page 21.

liberté de plus il fallait une augmentation de 10 unités au minimum. Or, aucune augmentation de personnel n'a été faite depuis lors dans ce bureau, mais notre groupe a apporté des modifications dans le service, il a fouillé dans tous les coins, il n'a pas admis de spécialité, il a mis tout le monde sur le même pied, et le résultat a été que nous avons actuellement 44 libertés par an (1). »

De telles améliorations ne pourraient être apportées dans tous les bureaux, mais cet exemple montre les conséquences heureuses d'un accord entre les employés et leur receveur, d'une collaboration étroite entre le petit personnel et ses supérieurs, favorisée d'ailleurs par l'article 27 de l'instruction générale, qui déclare qu'au moment de l'établissement des tableaux de service, « les agents du bureau doivent être entendus à titre consultatif (2) ».

Les repos, établis dans chaque bureau, après accord entre le receveur et ses employés, donnent non seulement satisfaction au supérieur et à ses subordonnés, mais présentent encore l'avantage d'être fixés répartis par des fonctionnaires locaux qui connaissent tous les besoins de l'établissement.

Des essais du même genre pourraient être faits dans certaines industries privées ; le régime du repos hebdomadaire, fixé après entente entre les patrons et les ouvriers, tiendrait

(1) *Compte rendu du Congrès de l'Association générale des agents de juin, 1905*, p. 105.

(2) *Instruction générale des Postes*, art. 27.

compte des nécessités professionnelles et donnerait satisfaction à tous les intéressés. M. Berry député a déposé, le 20 novembre 1906, une proposition de loi qui laisse aux patrons, ouvriers et employés, le soin de s'entendre et de fixer par leur accord le régime du repos hebdomadaire qu'ils préféreraient.

La réduction du travail les dimanches et jours fériés (1).

— Une autre réforme devait être accomplie par l'Administration des Postes et des Télégraphes, c'est elle qui consiste dans la réduction du travail les dimanches et jours fériés.

La poste, le télégraphe, le téléphone ne peuvent être arrêtés complètement le dimanche sans un retard considérable dans l'acheminement des correspondances de diverses natures. La continuité de ces services est indispensable ; elle implique en principe la distribution des repos par roulement ; mais, si le travail administratif se poursuit en général jour et nuit, il peut, à divers moments, se ralentir, ne s'effectuer certains jours qu'avec un personnel réduit.

Le mouvement postal ou télégraphique dépend surtout de l'activité commerciale, quand celle-ci diminue, le nombre des lettres ou des télégrammes expédiés baisse. Les dimanches et jours fériés la plupart des établissements commerciaux sont fermés, les bureaux de poste ne re-

(1) *Bulletin mensuel de novembre 1900*, circulaire du 27 octobre 1900. — *Bulletin mensuel de novembre 1901*; circulaire du 22 octobre 1901, circulaire du 27 novembre 1901.

çoivent qu'une clientèle peu importante, il leur est possible d'assurer le service avec des unités moins nombreuses, de réduire la durée du travail ; c'est le moment favorable pour donner des repos au personnel.

L'Administration des Postes, tout en reconnaissant la nécessité du régime du roulement pour l'application du repos hebdomadaire, s'est efforcée de donner une grande partie des repos le dimanche. Ce jour là, elle tend à réduire au strict minimum la durée du service et à n'effectuer que les travaux essentiels, elle diminue les heures d'ouverture des guichets, elle supprime des dépêches postales et des distributions de correspondances.

Les bureaux de poste qui, en semaine, sont ouverts au public de 7 heures ou 8 heures du matin à 7 heures ou 9 heures du soir, ont vu, les dimanches et jours fériés, leur durée d'ouverture réduite d'une manière appréciable.

La réforme a été accomplie progressivement. Par une circulaire du 27 octobre 1900, M. Mougeot, sous-secrétaire d'Etat des Postes et Télégraphes, décidait la fermeture des guichets postaux à midi, les dimanches et jours fériés, dans un grand nombre de bureaux.

M. Mougeot écrivait dans cette circulaire : « Désireuse de soulager encore le service des agents dans une mesure compatible avec les nécessités du service, l'Administration a demandé aux municipalités, aux chambres de commerce et aux préfets s'ils verraient des inconvénients à ce que la fermeture des guichets postaux ait lieu désormais à midi les dimanches et jours fériés.

La très grande majorité des avis a été favorable à la mesure proposée, laquelle a déjà été réalisée dans plus de 500 bureaux. Dans ces conditions, j'ai décidé qu'à partir du 1^{er} novembre 1900, les guichets postaux des bureaux composés et des bureaux simples à service de jour complet seront fermés à midi les dimanches et jours fériés (1). »

Un arrêté du 30 avril 1902 étendit la mesure à tous les établissements des Postes et Télégraphes et Téléphones. Dans cette organisation, il n'est fait exception que pour les guichets télégraphiques et téléphoniques des bureaux de l'Etat à service complet, qui resteront, en tout temps, ouverts toute la journée.

Une circulaire du 21 janvier 1907 vint encore réduire les heures d'ouverture des guichets.

Elle intéresse spécialement les établissements de province. Les bureaux à service limité ou à service municipal, qui sont de seconde importance, étaient fermés au public les dimanches et jours fériés à midi ; ils le seront désormais à 11 heures du matin pendant la saison d'hiver, et à 10 heures l'été, pour toutes les opérations postales, télégraphiques et téléphoniques.

Les établissements plus importants, les bureaux composés, les recettes simples à service complet, fermeront leurs guichets postaux à 10 heures en été et à 11 heures en hiver, mais les guichets du télégraphe ou du téléphone resteront ouverts, comme par le passé, jusqu'à 9 heures du soir. Grâce

(1) *Bulletin mensuel*, novembre 1900.

à cette organisation la population ouvrière, retenue la semaine à l'atelier, a, le dimanche pendant quelques heures, le service de la poste à sa disposition.

A Paris, où les établissements postaux sont nombreux, il n'est pas nécessaire de les ouvrir tous au public les dimanches et jours fériés ; l'Administration est partie de cette idée pour organiser ces jours-là un service de guichet qui repose sur les bases suivantes :

- 1° Quelques bureaux seront toujours ouverts au public ;
- 2° D'autres en petit nombre seront toujours fermés ;
- 3° La plupart assureront le service à tour de rôle suivant un certain roulement.

Grâce à ces dispositions, le repos hebdomadaire est assuré aux commis dans la plupart des bureaux de Paris. L'Administration appréciait en ces termes la réforme au moment de sa réalisation,

« La décision prise est avantageuse au personnel. Si, en effet, à Paris, les agents d'une manière générale bénéficient déjà du repos hebdomadaire par roulement, la concession de ce repos est subordonnée à la présence de tout le personnel, et ainsi a un caractère précaire. Or, la fermeture de la majeure partie des bureaux de Paris aux opérations de guichet, les dimanches et jours fériés, permettra d'assurer, même pendant la période des congés d'affaires, à la grande majorité des agents, la disposition de 3 jours fériés sur 4. Le quatrième jour de repos devra être donné un jour ouvrable (1). »

(1) Circulaire du 27 janvier 1907, conclusions.

Les différentes mesures prises par l'Administration constituent un réel progrès, facilitent l'application du repos hebdomadaire, mais sont loin d'assurer à tout le personnel indistinctement le bénéfice d'une journée de repos par semaine.

Loin du public, à l'intérieur des bureaux, de nombreux employés travaillent. Les guichets peuvent être fermés, mais la formation des dépêches postales, l'expédition des télégrammes doivent être assurées. Ces travaux ne prennent pas le dimanche l'importance qu'ils ont en semaine, mais ils exigent cependant ce jour là la présence d'un certain nombre d'employés. L'Administration a essayé sans grand succès, de réduire le plus possible ces genres de travaux.

Elle a mieux réussi en ce qui concerne la distribution des correspondances à domicile (1). Une circulaire du 24 mai 1902 supprime en partie les distributions de l'après-midi, les dimanches et jours fériés. Cette circulaire invoque l'exemple de l'étranger : le dimanche, la Belgique, la Suisse les Pays-Bas suppriment les distributions de l'après midi, l'Allemagne, l'Angleterre ne font qu'une seule remise de correspondances, les Etats-Unis ne distribuent que dans les grands hôtels.

Les diverses réformes qui ont été exposées montrent les efforts constants faits par l'Administration pour accorder le repos hebdomadaire à ses employés. Elle pourra réaliser encore des améliorations semblables à celles qui ont été

(1) *Bulletin mensuel*, 1902, pages 315, 316, circulaire du 9 mai 1902, circulaire du 24 mai 1902.

accomplies, mais elle sera impuissante à assurer, à l'ensemble du personnel, une journée de repos par semaine, sans unités nouvelles.

Les résultats obtenus. — Il est difficile de connaître exactement la fréquence et la durée des repos dont bénéficie actuellement le personnel. Une enquête faite en 1908 (1) a donné les résultats suivants :

1° Repos des surnuméraires et commis.

A. — Bureaux de Paris.

A la Recette Principale de la Seine le repos hebdomadaire est appliqué en général. Il est distribué différemment dans les divers services. Dans les salles de tri 2 demi-journées de liberté par semaine sont accordées aux agents,

Au bureau central télégraphique et au bureau télégraphique de la Bourse les commis ont une journée de repos tous les 8 ou 9 jours.

Dans les autres bureaux de Paris le personnel bénéficie d'une journée de liberté par semaine. Il n'y a d'exception que dans 10 établissements postaux :

4 accordent un jour de repos tous les 10 jours.

4	«	«	«	12	«
---	---	---	---	----	---

1	«	«	«	15	«
---	---	---	---	----	---

Dans les bureaux ambulants qui, en général, ont leur

(1) Chambre des députés. Rapport sur le budget général de l'exercice 1909, *Ministère des travaux publics des postes et des télégraphes*, page 71.

siège à Paris, le repos hebdomadaire est largement appliqué.
Les commis sont libres 1 jour sur 3, parfois 2 jours sur 4.

B. — Bureaux de province.

L'enquête a porté sur 797 bureaux des plus importants.
263 bureaux donnent une journée de repos par semaine.

143	«	«	«	tous les 10 jours
94	«	«	«	12 «
252	«	«	«	15 «
45	«	«	«	21 «

Sur 22 établissements affectés exclusivement au service
télégraphique :

10 accordent une journée de repos par semaine

10	«	«	«	tous les 10 jours.
2	«	«	«	12 «

2° *Repos des facteurs.*

A. — Bureaux de Paris.

Les distributeurs de lettres sont libres un dimanche entier
sur quatre. Les deux dimanches suivants leur service est ter-
miné à 9 heures 30 du matin, le quatrième dimanche, à midi.

Les facteurs d'imprimés sont soumis à un régime quelque
peu différent. A la Recette principale ils ont un jour entier
de liberté un dimanche sur trois, le 2° dimanche ils sont
libres à 9 heures 30 du matin, le troisième, à midi. Dans
les bureaux centraux, où il n'existe que deux brigades de
facteurs d'imprimés, ces employés sont libres un dimanche
sur deux, le dimanche où ils sont de service, ils travaillent
de 6 heures 30 du matin à midi.

Les jeunes facteurs distributeurs de télégrammes ont généralement une journée de repos par quinzaine.

B. — Bureaux de province.

Dans les localités d'une certaine importance les distributions de correspondances sont supprimées le dimanche après-midi, les facteurs de ville et les facteurs locaux bénéficient ce jour-là d'une demi-journée de liberté.

Quant aux facteurs ruraux qui font les distributions dans les campagnes ils sont d'ordinaire privés des repos de ce genre.

Les jeunes facteurs, un peu mieux partagés, jouissent d'ordinaire d'un jour de repos toutes les deux ou trois semaines.

3° Repos des dames-employées.

A. — Bureaux de Paris.

A Paris les dames-employées sont principalement utilisées au télégraphe et au téléphone :

Au central télégraphique il est accordé à ce personnel un repos tous les 8 ou 9 jours.

Dans les bureaux centraux téléphoniques les femmes bénéficient pour la plupart du repos hebdomadaire.

B. — Bureaux de province.

Sur 22 centraux télégraphiques :

10 donnent aux dames-employées un jour de repos par semaine.

10 donnent aux dames-employées un jour de repos tous les 10 jours.

2 donnent aux dames-employées un jour de repos tous les 12 jours.

Sur 20 centraux téléphoniques :

6 accordent aux téléphonistes un jour de repos par semaine.

9 accordent aux téléphonistes un jour de repos tous les 10 jours.

5 accordent aux téléphonistes un jour de repos tous les 15 jours.

Dans les autres bureaux les dames-employées dans leur ensemble ne bénéficient que d'un jour de repos tous les 10 ou 15 jours.

Des constatations faites il résulte que le personnel parisien est plus favorisé au point de vue des repos que le personnel de province. Des trois catégories d'employés considérées : commis, facteurs, dames-employées, c'est celle des facteurs qui est la moins bien partagée dans la répartition des libertés.

Depuis 1908 les progrès réalisés au point de vue des repos ont été peu sensibles. Le dernier rapporteur du budget des Postes à la Chambre, M. Charles Dumont, pouvait écrire en novembre 1909. « Les sous-agents profitent peu ou pas du repos hebdomadaire... Le personnel agent est loin encore de bénéficier d'une journée de repos par semaine, bien que des améliorations aient été réalisées. » (1)

(1) Chambre des députés. Rapport sur le budget général de l'exercice 1910, *Ministère des travaux publics des postes et des télégraphes*.

Les congés d'affaires.

Indépendamment des repos étudiés, le personnel peut bénéficier d'un congé annuel, dénommé « congé d'affaires », fixé à 15 jours pour les dames-employées et les commis, à 12 jours pour les facteurs. Ce repos n'est accordé que si le travail le permet, si bien que de nombreux employés en sont privés totalement ou partiellement.

Il est à remarquer que le congé d'affaires n'entre pas en ligne de compte dans l'établissement du repos hebdomadaire ; c'est ce qui résulte d'une circulaire du 30 avril 1901, rédigée à la demande des associations, et qui déclare que le repos hebdomadaire sera « indépendant du congé annuel dont la concession est prévue par l'article 16 du décret du 9 novembre 1853 » (1).

Dans des cas déterminés sous certaines conditions les commis et dames-employées peuvent encore obtenir une liberté supplémentaire de cinq jours dénommée permission d'absence.

(1) *Bulletin mensuel*, novembre 1901, circulaire du 30 avril 1901 relative au repos hebdomadaire des agents.

V

L'HYGIÈNE DANS LES BUREAUX

La tuberculose dans l'Administration (1).

Les conditions d'hygiène dans lesquelles s'effectuent les travaux administratifs sont déplorables. Elles développent et propagent la tuberculose qui peut être considérée comme la maladie professionnelle du postier. Dans les journaux d'associations, dans les réunions professionnelles, dans les bulletins officiels de l'Administration, il n'est que trop souvent question des nombreuses victimes des affections tuberculeuses. Des appels pressants sont adressés par les employés au Gouvernement, des mesures sont prescrites, et cependant la tuberculose continue à produire des effets désastreux dans les rangs du personnel.

Le 11 avril 1901, dans une lettre adressée au Sous-Secrétaire d'Etat, 110 employés, représentant l'ensemble du personnel de la Recette Principale de Grenoble, exposaient

(1) Congrès de l'association générale des agents, années 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, comptes rendus.

la situation hygiénique de leur bureau de la manière suivante :

« Monsieur le Sous-Secrétaire d'Etat,

« Les agents et sous-agents de la Recette principale de Grenoble ont l'honneur de venir nous exposer la situation du bureau au point de vue sanitaire.

« Par la liste suivante vous verrez combien de nos camarades ont été enlevés en pleine force par la tuberculose ou ses dérivés :

1886-88, A. commis, tuberculose

1890-91, B. commis, phtisie.

» C. commis, phtisie.

1894-95, D. facteur du téléphone, affection de la moelle épinière.

1894-95, E. gardien de bureau, affection de la moelle épinière.

1894-95, F. gardien de bureau affection de la moelle épinière.

1894-95, G. commis, phtisie.

1896-97, H. commis, phtisie.

» I. commis auxiliaire, phtisie.

» J. commis auxiliaire, néphrite.

1898-99. K. commis, albuminurie.

» L. commis, phtisie.

» M. facteur, phtisie.

» N. facteur, affection de la moelle épinière.

1900, O. commis, affection cardiaque

- » P. commis, principal, affection cardiaque.
- » Q. commis, tuberculose.
- » R. facteur, phtisie.
- » S. facteur, phtisie.
- » T. facteur-chef, fluxion de poitrine.
- » U. commis, tuberculose.

« D'autres pertes sont encore venues nous frapper qui avaient probablement la même cause primordiale, afin de ne pas allonger la liste nous ne les comprenons que comme souvenir. Comme vous le voyez monsieur le Sous-secrétaire d'Etat, la liste est longue ; malheureusement elle n'est pas près de se clore. Beaucoup de nous sont atteints et ce n'est pas sans une légitime appréhension que nous envisageons l'avenir.

« Nos collègues défunts sont presque tous morts sur la brèche. M. B. a cessé son service un mois à peine avant sa fin ; M. C. l'avant veille, Messieurs L. I. et R. sont allés jusqu'à bout de force ; Messieurs Q. et S. eux sont morts en service pour ainsi dire puisqu'ils travaillaient le jour-même.

« Il vous est facile de voir combien leurs expectorations contenaient de germes morbides et à quel point développés. Toutes les salles de l'Hôtel ont été contaminées à plusieurs reprises : guichets, départ, arrivée, service télégraphique, etc. Jamais aucune mesure n'a été prise. C'est vous dire que les germes sont légion, et qu'ils se sont réfugiés dans tous les coins et recoins, d'où ils ne sont dérangés que par

les courants d'air qui les rejettent dans l'atmosphère, où chacun les aspire à souhait. Le personnel des divers services de la Recette Principale pousse ce cri de légitime alarme. Il vous demande de bien vouloir prendre, dans le délai le plus rapproché qu'il vous sera possible, les mesures nécessaires pour l'assainissement du bureau.

« Nous faisons appel à votre humanité pour faire cesser cet état de chose ; nous vous demandons de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie d'agents et sous-agents entièrement dévoués à leur devoir. »

Suivent 110 signatures.

Cette lettre dans sa simplicité tragique montre combien sont nombreuses les victimes du devoir professionnel dans l'Administration des Postes. Elles tombent jeunes et sans protester. Elles meurent victimes d'un travail parfois excessif, toujours malsain.

Dans les villes importantes, où un grand nombre d'employés travaillent en commun, les affections tuberculeuses sont très fréquentes. En 5 ans, sur un personnel variant de 25 à 250 agents, le bureau d'Albi compte 3 décès dus à la tuberculose, Besançon 12, Carcassonne 3, Châteauroux 3, Constantine 16, Grenoble 14, Lille 12, Lons-le-Saulnier 6, Nancy 5, Perpignan 4, Valence 6, Versaille 17, Lyon 22 (1).

(1) Rapport de l'association générale des agents déposé au congrès international de la tuberculose tenu à Paris du 2 au 7 octobre 1905. *Bulletin de l'association générale des agents*, octobre 1905.

Dans un rapport adressé au Ministère du Commerce le 9 janvier 1901, le docteur Mignot, membre de la commission de la tuberculose, constatait que sur 1.557 employés morts durant les années 1897, 1898 et 1899 le nombre des victimes de la tuberculose était de 561 soit 36 0/0 du total des décès. En tenant compte des progrès hygiéniques réalisés ces dernières années dans les Postes, il n'est pas osé d'affirmer qu'actuellement 30 0/0 des décès sont encore causés par les affections tuberculeuses (1).

Le personnel subit à son entrée dans l'Administration un examen médical assez minutieux, l'arrêté ministériel du 30 janvier 1903 le précise en ces termes : « Les médecins devront s'assurer notamment que les postulants ne sont pas atteints de tuberculose confirmée ou douteuse. Tout postulant qui présente des symptômes de cette maladie devra être éliminé. »

Au moment de leur admission, les employés sont donc en général en bonne santé. Ce n'est que plus tard qu'ils contractent des maladies dues pour la plupart aux mauvaises conditions du travail. La tuberculose, qui est de toutes les affections celle qui fait le plus de victimes, est singulièrement favorisée dans son développement par l'exiguité, le mauvais entretien des locaux, l'application défectueuse des mesures d'hygiène.

(1) *Bulletin de l'association générale des agents*, octobre 1905.

L'installation des bureaux de Poste.

Depuis longtemps, l'installation des bureaux de poste est l'objet de nombreuses critiques. Déjà, en 1866, M. Vandal, Directeur général des Postes, signalait le mauvais état des locaux utilisés par l'Administration. Il écrivait dans un rapport au ministre des Finances :

« Les établissements de Poste laissent grandement à désirer sous le rapport de l'installation intérieure : les bureaux sont insuffisants, les locaux affectés au public sont trop exigus, le jour l'espace et la lumière manquent presque partout et la bonne tenue d'un grand service administratif, exclusivement consacré au bien-être public, souffre de ce vice très prononcé dans les installations matérielles. Cette situation, née du développement de la correspondance et du renchérissement des loyers, et qui provoque souvent les plaintes du public, ne pourra se modifier que lorsque des subsides de quelque importance auront été alloués pour l'amélioration de cette partie de l'exploitation...

« Aujourd'hui, malgré les efforts de l'Administration, les 36 bureaux de Poste de Paris, sont installés dans des locaux malsains, obscurs, exigus, mal appropriés aux besoins de leur destination. Le public attend dans des couloirs insuffisants qui ne sont pas même des antichambres, il arrive souvent qu'il soit contraint de refluer dans la rue (1). »

(1) Rapport de M. Vandal, directeur général des Postes au ministre des finances, janvier 1866.

Ce que disait M. Vandal, il y a 40 ans est malheureusement encore exact aujourd'hui, et pour s'en convaincre il suffit de rapprocher le rapport de l'ancien Directeur général de celui de M. Millerand, ministre, adressé au Président de la République, le 1^{er} mai 1900. M. Millerand écrivait à cette date : « On est en général frappé de l'abandon, nous dirions presque du dénûment de la plupart de nos établissements postaux. Alors qu'à l'étranger de très grands sacrifices ont été faits pour l'organisation large, facile, confortable des services, nous sommes demeurés stationnaires, et nos bureaux fonctionnent le plus souvent dans des officines étroites, souvent privées d'air et de lumière, où le personnel s'entasse, où le public a difficilement accès (1). »

Les progrès réalisés en matière d'hygiène, n'ont pénétré que difficilement dans les bureaux de poste. En 1866, les employés travaillent dans « des locaux malsains, obscurs, exigus. » En 1901, de nombreux services de l'Administration fonctionnent dans « des officines étroites, souvent privées d'air et de lumière ».

Au congrès international de la tuberculose de 1903, l'Association générale des agents exposa l'état déplorable des établissements de poste français. Voici quelques-unes des constatations qui furent faites à cette époque et publiées au congrès (2) : Une salle du bureau de Limoges qui mesure 30 mètres de long, 10 mètres de large, et dans laquelle à

(1) *Bulletin mensuel*, mai 1900. Rapport de M. Millerand, ministre du commerce.

(2) *Bulletin de l'association générale des agents*, octobre 1905.

certain moments travaillent 50 employés n'a que trois ouvertures pour faciliter le renouvellement de l'air.

Le bureau de Versailles est installé dans l'ancienne Poste aux chevaux du règne de Louis XV, les salles sont étroites et sans air.

La salle où se trouve le bureau télégraphique de Besançon est renommée pour son insalubrité. Les fenêtres percées dans un mur d'un mètre d'épaisseur, sont basses et étroites. Le parquet, inégal et disjoint, laisse voir les caniveaux dans lesquels passent les cables qui aboutissent à l'égout voisin. Le service s'effectue dans un courant d'air perpétuel qui cause de fréquentes maladies.

Dans l'Hôtel des Postes de Toulouse, de construction récente, il faut traverser la salle des facteurs et le bureau réservé à la réception des chargements pour effectuer le curage des fosses d'aisance.

La même remarque doit être faite au bureau de Lyon-Terreaux. Il a été construit dans le cours des dernières années, et l'ouverture ménagée pour curer les fosses d'aisance se trouve au milieu de la salle des facteurs.

L'état du bureau de Bastia est tellement défectueux que le conseil d'hygiène de cette ville a demandé à l'unanimité l'abandon de ce local. Quatre employés y sont morts de la tuberculose en quelques années.

A la Recette Principale de la Seine le service des périodiques est installé dans un sous-sol humide.

Trois cents employés du Poste Central télégraphique de Paris travaillent dans une salle qui a été deux fois con-

damnée par le conseil d'hygiène. En 1906, M. Steeg, député rapporteur du budget des postes, disait des locaux du Bureau central télégraphique de Paris : « Au point de vue de l'hygiène, l'entassement de plus en plus grand des agents et sous-agents les place dans des conditions éminemment défavorables. L'aération se fait difficilement, en particulier au rez-de-chaussée, où, par surcroît, une partie du personnel féminin se trouve au-dessus de la chambre de chauffe des machines ou sous le rayonnement de l'énorme cheminée qui traverse la salle (1). »

Les bureaux sédentaires sont le plus souvent installés dans des locaux pris à bail. Limitée par les crédits, animée d'un esprit excessif d'économie, l'Administration s'est longtemps efforcée de réduire le plus possible les frais de loyer. Cette méthode, pratiquée pendant les cinquante dernières années, a eu des conséquences regrettables pour la santé du personnel et l'exécution des services. Des employés sont encore obligés de travailler 20 heures sur 24 à la lumière d'une lampe à pétrole ou d'un bec de gaz (2). Ils exécutent leur service dans des salles exigues qui sont encombrées à tout moment de la journée et rendent tout travail réglementaire impossible.

Les établissements de poste français ne répondent plus aux nécessités du service, ni aux conceptions actuelles de l'hygiène, et cette critique peut également être adressée

(1) Chambre des députés. Rapport sur le budget général de l'exercice 1907. *Postes, télégraphes, téléphones*, page 57.

(2) *Bulletin de l'Association générale des agents*, octobre 1905.

aux bureaux ambulants qui présentent des défauts du même genre (1).

En 1905 les wagons de 7 m. 20 de long, datant de 50 ans, formaient les 8/10 des bureaux ambulants. L'air ne peut être renouvelé dans ces réduits percés de deux fenêtres minuscules. Des lampes à huile malpropres, inconfortables, donnent un éclairage insuffisant qui produit des ophtalmies. La cire à cacheter, toujours en ébullition, répand dans ce milieu une odeur et une fumée qui affectent gravement les voies respiratoires.

Le remède à cette situation déplorable réside dans la construction de nouveaux bureaux sédentaires et ambulants, dans la location d'immeubles répondant davantage aux nécessités professionnelles. C'est dans cette voie que s'est engagée l'Administration. Elle a pu, grâce à des augmentations de crédit votées par le Parlement, construire ou louer de nouveaux immeubles et entreprendre la réfection du matériel ambulant. La loi du 6 avril 1906 a autorisé la construction de 56 wagons de 14 mètres. Les nouveaux bureaux ambulants, trop peu nombreux à l'heure actuelle, sont chauffés à la vapeur, éclairés à l'électricité, ils permettent d'effectuer le travail dans de meilleures conditions.

En 1907, le loyer des grands bureaux qui ont été réinstallés s'est élevé de 345.221 francs à 514.995 francs, celui des

(1) Compte rendu des travaux du 2^{me} congrès international d'assainissement et de salubrité de l'habitation tenu à Genève en septembre 1906. Rapport de l'association générale des agents.

petits bureaux est passé de 132.256 francs à 184.530 fr. (1)

M. Simyan sous-secrétaire d'Etat des Postes et du Télégraphes s'est spécialement intéressé à la transformation des bureaux de poste et son activité, sur ce point, a donné d'excellents résultats. A Paris, en particulier, dans les années 1907-1908, 21 bureaux sur 110 ont été complètement réinstallés. Les améliorations ont consisté principalement dans l'agrandissement et l'aération des locaux, dans l'établissement du chauffage à la vapeur et de l'éclairage électrique. L'impulsion est donnée, elle ne doit pas se ralentir. Avec de la méthode dans l'exécution des travaux, de la constance dans l'effort, il sera possible de réaliser complètement la réforme entreprise.

L'entretien des bureaux.

Il ne suffit pas que l'Administration dispose d'immeubles bien appropriés aux divers services de l'Exploitation, il faut encore que les locaux soient tenus dans un état constant de propreté (2).

L'accumulation des poussières se produit très rapidement dans les bureaux de poste, elle est causée avant tout par la manipulation des objets de correspondances et des dépêches postales.

(1) Chambre des députés. Rapport sur le budget général de l'exercice, 1909, *Ministère des travaux publics des postes et télégraphes*, p. 511.

(2) *Bulletin de l'association générale des agents*, octobre 1905. — *Bulletin mensuel*, mai 1900, circulaire du 18 avril 1900.

Le lavage des salles, l'essuyage du mobilier et du matériel devraient être effectués fréquemment à l'aide de linges mouillés, mais ce mode de nettoyage n'est pas strictement appliqué. Le balayage à sec, en dépit des prescriptions administratives, est encore en usage même dans les plus grands établissements de l'Administration. Les poussières des bureaux sont cependant extrêmement dangereuses, elles contiennent des bacilles de la tuberculose qui proviennent des crachats répandus sur le sol et des sacs malpropres utilisés pour le transport des correspondances. Par suite du manque de crachoirs dans les salles de travail (1), il est fréquent de voir des employés tuberculeux cracher sur le sol ou dans des mouchoirs qu'il secouent inconsciemment ; au premier balayage les crachats desséchés, disséminés dans l'air, pénètrent dans les poumons et peuvent y produire des lésions tuberculeuses.

Les désinfections devraient être fréquentes, elles sont presque inconnues. Au Congrès international de la Tuberculose de 1905 le Docteur J. Héricourt, médecin inspecteur des Postes, déclarait qu'il avait fait désinfecter au moins la moitié des bureaux de Paris, dont les planchers étaient depuis longtemps souillés par les expectorations des employés tuberculeux ; mais cette mesure nécessaire n'a pas été généralisée hors Paris. Le Docteur Amodru raconte que dans un bureau de Poste se trouvait un employé tuberculeux à la dernière période, crachant continuellement

(1) *Bulletin mensuel*, 1906, page 295. Circulaire du 11 août 1906 supprimant les crachoirs dans les salles.

sur le parquet ; il mourut en service, un autre agent le remplaça et prit la maladie. En 7 ans il y eut 5 victimes dans ce bureau. Dans la suite on remarqua qu'il y avait sur le plancher une croûte de crachats desséchés d'au moins un centimètre. Le parquet et les plinthes du guichet furent remplacés et l'on ne constata plus de cas de tuberculose dans l'établissement (1). Les faits de ce genre ne sont malheureusement pas isolés.

Les sacs qui servent au transport des correspondances méritent une mention spéciale. Ils sont souillés en cours de route par les déchets et les crachats qui recouvrent les quais des chemins de fer ; ils portent des poussières nocives, et les répandent dans les bureaux de postes. Tout sac de correspondances, dès son arrivée dans les services d'ouverture, est ouvert, secoué, retourné ; les lettres ou imprimés tombent sur les tables, les poussières restent dans l'air ambiant et viennent infecter les poumons. Il arrive parfois que la partie souillée du sac se trouve en contact direct avec le contenu de la dépêche postale, et salit les correspondances qui passent entre les mains des employés et des destinataires.

Un membre de l'Association générale des agents déclarait dans un congrès : « Parmi les mesures qui n'ont pas été prescrites, il en est une d'une importance capitale et sur laquelle je n'ai cessé d'appeler l'attention des médecins de l'Administration, c'est le nettoyage et la désinfection des

(1) Congrès de l'association générale des agents, 1907. Compte rendu.

sacs, de ces sacs qui blessent notre orgueil national dans nos rapports avec les offices étrangers, de ces sacs que l'on traîne sur les parquets souillés, sur les crachats des trottoirs, que l'on jette dans les déjections animales à divers transbordement, sacs souillés par la poussière de toutes les parties du monde (1). »

La désinfection méthodique des sacs n'existe pas, cette opération longue et coûteuse s'impose cependant au point de vue de l'hygiène. L'Administration a le devoir de protéger à la fois la santé des employés qui manipulent les correspondances et celle du public qui les reçoit.

Les mesures d'hygiène prévues par les lois et règlements.

En vue de protéger la santé de l'employé de lui assurer un travail dans des conditions hygiéniques satisfaisantes, deux sortes de mesures ont été édictées : les unes sont établies en vertu des lois du 12 juin 1893 et du 11 juillet 1903, les autres sont prescrites par une réglementation spéciale fixée par l'Administration des Postes.

Les lois du 12 juin 1893 et du 11 juillet 1903. — La loi du 11 juillet 1903 portant modification à la loi du 12 juin 1893, s'applique en vertu de son article premier « aux manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, laboratoires, cuisines, caves et chais, magasins, bou-

(1) Congrès de l'association générale de 1907. Compte rendu.

tiques, bureaux, entreprises de chargement et de déchargement et leurs dépendances de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques, religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance ».

Dans cette énumération figurent les « bureaux publics » c'est-à-dire ceux qui sont exploités par l'Etat, et qui comprennent les bureaux des Postes et des Télégraphes.

D'après l'article 2 de la loi, les établissements énumérés « doivent être tenus dans un état constant de propreté et présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel ».

En outre, le décret du 29 novembre 1904, établi conformément à l'article 3 de la loi de 1903, prescrit une série de mesures de nature à protéger la santé du travailleur. Voici les principales dispositions de ce décret applicable aux bureaux de poste, en vertu de la loi du 11 juillet 1903 et d'une instruction de l'Administration des Postes et des Télégraphes en date du 29 juin 1905 (1) :

« *Article 1^{er}.* — Les emplacements affectés au travail dans les établissements visés par l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903, seront tenus en état constant de propreté.

Le sol sera nettoyé à fond, au moins une fois par jour, avant l'ouverture ou après la clôture du travail, mais jamais pendant le travail. Ce nettoyage sera fait, soit par un la-

(1) *Bulletin mensuel des Postes et des Télégraphes*, 1905, p. 171. Instruction du 29 juin 1905.

vage, soit à l'aide de brosses et de linges humides, si les conditions de l'exploitation ou la nature du revêtement s'opposent au lavage. Les murs et les plafonds seront l'objet de fréquents nettoyages, les enduits seront refaits, toutes les fois qu'il sera nécessaire. »

« *Art. 3.* — L'atmosphère des ateliers et de tous autres locaux affectés au travail sera tenu constamment à l'abri de toute émanation provenant d'égouts, fosses, puisards, fosses d'aisance ou toute autre source d'infection... »

« *Art. 4.* — Les cabinets d'aisance ne devront pas communiquer directement avec les locaux fermés où le personnel est appelé à séjourner. Ils seront ménagés de manière à ne dégager aucune odeur. »

« *Art. 5.* — Le cube d'air sera de 10 mètres cubes au moins par personne employée dans les laboratoires, usines, chais ; il en sera de même dans les magasins, boutiques et bureaux ouverts au public. Un avis affiché dans chaque local de travail indiquera sa capacité en mètres cubes. Les locaux fermés, affectés au travail, seront largement aérés, et en hiver convenablement chauffés. Ils seront munis de fenêtres et autres ouvertures à châssis mobiles donnant directement sur le dehors. L'aération sera suffisante pour empêcher une élévation exagérée de température. Les locaux, leurs dépendances et notamment les passages et escaliers seront convenablement éclairés. »

Les différentes mesures prévues peuvent être efficaces si elles sont strictement observées.

Pour assurer le respect des dispositions contenues dans

les lois de 1893 et de 1903, dans le décret du 29 novembre 1904, un contrôle soigneux doit être exercé et des sanctions sont nécessaires. Dans l'industrie privée, les inspecteurs du travail, veillent à l'application de la réglementation sur l'hygiène et la sécurité du travail. S'ils relèvent des contraventions aux règles générales contenues dans les lois de 1893 et de 1903, ils dressent directement des procès-verbaux ; si au contraire il s'agit de contraventions aux décrets rendus en exécution de la loi de 1893 ou de celle de 1903, les procès verbaux sont précédés d'une mise en demeure. Les sanctions prévues sont l'amende simple, l'amende correctionnelle en cas de récidive ; en outre, le tribunal peut, sous certaines conditions, ordonner la fermeture de tout établissement qui n'aura pas exécuté les travaux de sécurité ou de salubrité jugés nécessaires.

Ces pénalités ne sont pas applicables aux établissements de l'Etat, les inspecteurs du travail y ont bien accès (1), mais ils ne peuvent user à l'intérieur de ces établissements ni de la mise en demeure, ni du procès-verbal. M. Cornet député, rapporteur de la loi de 1903, essaye de justifier cette dérogation au droit commun. Il dit dans son rapport : « Quant aux autres établissements de l'Etat (c'est-à-dire ceux qui n'intéressent pas la défense nationale) les inspecteurs doivent y avoir entrée, mais leur action y peut être modifiée par des considérations tirées de la nature même de ces établissements, et, notamment, par des considéra-

(1) *Bulletin mensuel*, 1904, p. 179. Circulaire du 14 mai 1904, visite des inspecteurs du travail.

tions d'ordre budgétaire ; souvent, en effet, les observations de l'inspecteur entraînent des modifications coûteuses d'aménagement et d'outillage ; presque toujours, ces observations s'adresseront à l'Administration supérieure et devront être transmises par le ministre du commerce à son collègue, considéré comme chef des établissements visés. Dès lors, la mise en demeure, les procès-verbaux, la fermeture d'office, prévus pour les établissements privés, ne sauraient s'appliquer sans modification à ces établissements (1). »

L'article 12 de la loi 11 juillet 1903 déclare qu'un règlement d'administration publique, fera connaître les conditions dans lesquelles seront communiquées aux intéressés les contraventions relevées dans les établissements de l'Etat.

Ces conditions sont prévues dans le décret du 2 mars 1905 (2). Les constatations faites dans les établissements de l'Etat par les inspecteurs du travail sont consignées sur un registre spécial fourni par l'Administration intéressée et confié au directeur de l'établissement. La copie des inscriptions portées sur le registre est envoyée, par l'inspecteur du travail, à l'inspecteur divisionnaire. Le directeur de l'établissement doit, dans le délai d'un mois, faire connaître par lettre à l'inspecteur divisionnaire la suite qu'il compte

(1) Chambre des députés, séance du 2 juillet 1903. Rapport de M. Lucien Cornet député, *Journal officiel* du 3 juillet 1903, p. 2.264.

(2) *Bulletin mensuel des Postes et des Télégraphes*, 1905, p. 170. Décret du 2 mars 1905, relatif aux conditions dans lesquelles les constatations des inspecteurs du travail sont communiquées aux administrations intéressées.

donner aux observations formulées. Si l'accord ne s'établit pas entre eux, les ministres, sous les ordres desquels sont placés ces fonctionnaires, donnent à l'affaire la suite qu'elle comporte.

L'inspecteur du travail qui dans l'industrie privée peut dresser des procès-verbaux, ordonner l'entreprise de travaux d'hygiène et de salubrité, ne joue dans les établissements de l'Etat que le rôle d'inspecteur rapporteur. Il visite les magasins, les ateliers de l'Etat, les bureaux de poste, consigne sur un registre ses constatations, et sa tâche est achevée. Il appartiendra aux autorités supérieures de décider de la suite à donner aux observations formulées. Le plus souvent aucune mesure ne sera prise, la visite de l'inspecteur du travail n'aura abouti à aucun résultat pratique. Il en est ainsi notamment dans les bureaux de poste ; les inspecteurs y constatent de nombreuses infractions à la loi de 1903, mais ils sont impuissants à faire respecter la réglementation en vigueur ; aussi espacent-ils de plus en plus leurs visites dans ces établissements, conscients de l'inefficacité de leur action.

La réglementation spéciale établie par l'Administration des Postes et des Télégraphes. — Indépendamment des prescriptions contenues dans les lois de 1893 de 1903 et dans les règlements rendus en exécution de ces lois, des règles spéciales d'hygiène et de salubrité ont été édictées par l'Administration des Postes et des Télégraphes. Les instructions administratives, en cette matière, sont plus nombreuses qu'efficaces.

Un arrêté ministériel du 30 janvier 1901 (1) décide que les plans relatifs aux projets de construction des bureaux de poste seront soumis à un comité médical qui fera connaître son avis sur les dispositions intéressant l'hygiène et la salubrité des constructions projetées. Les immeubles, proposés pour l'installation et la réinstallation des bureaux de poste, seront visités par un médecin qui indiquera dans un rapport l'état des locaux au point de vue de la salubrité.

Une circulaire du 1^{er} février 1901 prescrit :

1° L'installation, dans les salles de service et d'attente, de crachoirs contenant une dissolution de sulfate de cuivre à 1 0/0.

2° Le lavage des locaux à l'aide de linges imprégnés au besoin d'un liquide antiseptique.

3° Le lavage journalier des cabines téléphoniques et l'essuyage des appareils après chaque conversation au moyen d'un linge légèrement humecté d'eau phéniquée.

4° La ventilation des bureaux surtout aux heures d'absence du personnel.

5° La désinfection des locaux quand ils sont contaminés par la présence d'agents ou de sous-agents atteints d'affections contagieuses.

Ces prescriptions, d'une utilité incontestable, ne sont pas ou sont peu observées ; de nombreux bureaux sont mal en-

(1) *Bulletin mensuel des Postes et des Télégraphes*, 1901, février. Arrêté ministériel du 30 janvier 1901, sur la salubrité des immeubles.

tretenus. M. Bérard, Sous-Secrétaire d'Etat, constatant cet état de chose défectueux, écrivait dans la circulaire du 30 octobre 1902 : « J'ai eu l'occasion de constater moi-même la malpropreté des locaux consacrés au Service des Postes et des Télégraphes, le mauvais état et l'insuffisance du matériel et du mobilier postal. Les mesures d'hygiène sont négligées ou tombent en désuétude, les salles d'attente sont dépourvues des objets nécessaires à la correspondance ou tous ces objets sont hors d'usage, enfin on s'est plaint aussi de l'insuffisance du chauffage et de l'éclairage. »

Ces pénibles remarques sont renouvelées le 4 avril 1903 (1) et le 1^{er} août 1904 (2).

On lit dans une circulaire du 13 octobre 1907 (3) : « L'Administration a signalé l'importance capitale qu'elle attache à ce que les locaux dans lesquels fonctionnent les bureaux soient constamment entretenus dans un état de propreté irréprochable. Or, malgré les pressantes recommandations, certains receveurs continuent à faire preuve à cet égard d'une négligence inadmissible. » La circulaire du 20 octobre 1908 (4) ajoute que « de nouvelles et graves négligences

(1) *Bulletin mensuel*, 1903, p. 71, circulaire du 4 avril 1903 relative à l'entretien des bureaux.

(2) *Bulletin mensuel*, 1904, p. 346, circulaire du 1^{er} août 1904 relative à l'entretien des bureaux.

(3) *Bulletin mensuel*, 1907, p. 624, circulaire du 15 octobre 1907 relative à l'entretien des bureaux.

(4) *Bulletin mensuel*, 1908, p. 293, circulaire du 20 octobre 1908 relative à l'entretien des bureaux.

sont encore relevées quotidiennement dans la tenue des locaux affectés au Service et au public ».

De la lecture de ces nombreux textes administratifs se dégage une certaine impuissance à faire observer les mesures d'hygiène et de salubrité réglementairement établies. Ces mesures ne sont pas respectées pour deux raisons principales : l'indifférence trop souvent intéressée des receveurs, l'absence de tout contrôle effectif.

Les receveurs, placés à la tête des bureaux de Poste, sont chargés de l'entretien des locaux mis à leur disposition. Ils fournissent une partie du matériel, et la plupart assument les charges d'éclairage et de chauffage de leur établissement. Pour les indemniser de ces diverses dépenses l'Administration leur alloue certaines sommes dénommées « frais de régie ». Des receveurs cherchent à réaliser des économies sur les « frais de régie » qui leur sont accordés. Ils considèrent ces allocations comme des émoluments accessoires destinés à améliorer leur situation (1). La propreté des locaux, l'hygiène souffrent d'une semblable conception.

Dans nombre de bureaux le mobilier est insuffisant, le matériel mis à la disposition du personnel est défectueux, les fournitures sont de qualité inférieure.

Certains receveurs, consolident les paquets de correspondances avec des bouts de ficelle de sections différentes, ramassés sur les parquets malpropres ou souillés. Les em-

(1) Congrès de l'Association générale des agents de 1908. Compte rendu. Hygiène.

ployés subalternes n'osent protester de crainte d'indisposer contre eux leur chef immédiat.

L'Administration n'ignore pas cette situation.

Une circulaire du 1^{er} août 1904 (1) déclare que « les abonnements pour frais de régie alloués aux receveurs, étant calculés d'une manière suffisamment large pour leur permettre de faire face à toutes leurs dépenses de gestion, il s'ensuit que ce regrettable état de choses (la mauvaise tenue des bureaux) doit être attribué principalement à la parcimonie ou à la négligence de ces fonctionnaires. » Une circulaire du 20 octobre 1908 (2) invite les Directeurs et Inspecteurs à veiller, « à ce que tous les frais de régie soient entièrement affectés aux dépenses du bureau ».

Les économies faites sur les abonnements pour frais de régie ne sont souvent réalisées qu'au détriment de la santé du personnel. Elles engendrent des abus qui doivent être réprimés avec sévérité. La nécessité d'une répression énergique semble avoir été comprise dans les milieux administratifs. Une circulaire du 15 octobre 1907 (3) déclare que des notes seront données aux receveurs pour l'entretien de leur bureau, et qu'il devra en être tenu le plus grand compte par la commission de classement, lors de l'établissement des propositions pour l'avancement de grade. Une deuxième

(1) *Bulletin mensuel*, 1904, p. 346, circulaire du 1^{er} août 1904, relative à l'entretien des bureaux.

(2) *Bulletin mensuel*, 1908, p. 293, circulaire du 20 octobre 1908, relative à l'entretien des bureaux.

(3) *Bulletin mensuel*, 1907, p. 624.

circulaire en date du 28 octobre 1908 (1) indique que des mesures très sévères seront prises contre les receveurs qui n'appliquent pas les mesures de salubrité prescrites.

Le respect des règles d'hygiène est également subordonné à l'établissement d'un contrôle actif et minutieux. Ce contrôle, délaissé par les inspecteurs du travail, trop peu nombreux, est exercé en fait par les inspecteurs des Postes. Ces derniers fonctionnaires, chargés avant tout de la vérification des écritures des comptables, sont mal préparés pour traiter des questions d'hygiène et de salubrité ; ils s'en désintéressent souvent pour se confiner dans leurs attributions exclusivement professionnelles.

L'Administration dispose cependant d'un corps d'inspecteurs dévoués qui pourrait devenir un précieux auxiliaire dans l'application des mesures d'hygiène. Il suffirait de donner à ce personnel, qui visite tous les bureaux de poste de France, le moyen de s'instruire, d'acquérir les connaissances qui lui font défaut. Les médecins de l'Administration sont tout désignés pour organiser un enseignement d'hygiène administrative. Les inspecteurs viendraient puiser dans cet enseignement les notions pratiques qui leur manquent. Ils pourraient alors, en connaissance de cause, prescrire dans les bureaux toutes les mesures utiles. Leur rôle serait agrandi, ils deviendraient à la fois les gardiens du trésor et les défenseurs de la santé du personnel.

L'Administration s'est rendu compte de l'insuffisance du

(1) *Bulletin mensuel*, 1908, p. 293.

contrôle actuel en matière d'hygiène. Pour remédier en partie à cette situation elle a créé une inspection spéciale des locaux dans le département de la Seine.

Un arrêté ministériel du 26 avril 1904 (1) décide qu'un médecin sera désigné pour inspecter les bureaux de Poste de Paris et du département de la Seine. Chaque année le médecin inspecteur doit visiter tous les établissements de l'Administration situés dans cette région. Dans des rapports, il indique les déficiences que peuvent présenter les bureaux au point de vue de l'hygiène et de la salubrité (2). Quand un local est contaminé, il en réclame la désinfection. Une fois par semaine le médecin inspecteur donne des consultations gratuites à l'Hôtel des Postes où doivent être dirigés réglementairement tous les employés atteints de maladies de poitrine chroniques. Il peut donner à ces malades des congés d'un mois renouvelables (3).

A Paris, où il y a une agglomération considérable d'employés, l'inspection médicale a rendu des services appréciables, mais on ne peut songer à étendre cette institution en province, elle y serait trop coûteuse. Dans les bureaux

(1) *Bulletin mensuel*, 1904, p. 138. Arrêté ministériel du 26 avril 1904.

(2) Compte rendu du congrès international de la tuberculose, tenu à Paris du 2 au 7 octobre 1905, tome II, p. 818 et suivantes, inspections des bureaux de poste au point de vue de l'hygiène et de la salubrité.

(3) *Bulletin mensuel*, 1904, p. 341, circulaire du 5 août 1904. Service d'inspection d'hygiène. — *Bulletin mensuel*, 1905, p. 57, modification à la circulaire du 5 août 1904.

des départements, les inspecteurs des Postes, préalablement instruits par les médecins de l'Administration, sont tout désignés pour assurer l'utile application des règles d'hygiène et de salubrité.

L'Administration a fait de réels efforts pour protéger la santé de ses employés, mais l'œuvre est à peine commencée ; il faut souhaiter dans l'intérêt du personnel et du public qu'elle se continue et s'achève (1).

(1) En Angleterre des mesures minutieuses sont prises pour combattre la tuberculose dans l'Administration des Postes, elles donnent de bons résultats :

La tuberculose dans les bureaux de poste de la Grande Bretagne, d'après les statistiques extraites du rapport du Directeur général des Postes.

Années	Effectifs	Décès	Mises à la Retraite	Total	Pertes pour 1 000 unités
1896 . .	62,852	86	67	153	2,4
1897 . .	76,866	72	80	152	1,9
1898 . .	79,121	70	87	157	1,9
1899 . .	82,172	62	83	145	1,8
1900 . .	84,305	58	85	143	1,6
1901 . .	87,242	61	93	154	1,7
1902 . .	91,402	53	119	172	1,8
1903 . .	96,862	52	82	134	1,3
1904 . .	100,762	60	119	179	1,7
1905 . .	116,541	78	128	206	1,7

La retraite pour les agents du service des Postes en 1896 était l'indice d'un décès imminent. Des mesures ont été prises pour une mise à la retraite des malades à un degré moins avancé de leur maladie. A la fin de la période, on remarque que le nombre des mises à la retraite augmente, tandis qu'il se produit une diminution proportionnelle et même plus grande dans les décès. Cette manière de procéder offre au malade plus de chances de guérison, et diminue les risques de contagion dans les services.

VI

LES SALAIRES. LES AVANTAGES SPÉCIAUX DONT BÉNÉFICIENT LES EMPLOYÉS AGÉS, INVALIDES ET MALADES

I

Les salaires (1)

En 1901, M Sembat, député, déclarait dans son rapport sur le budget des Postes et des télégraphes : « Non seulement dans l'intérêt de ses employés, mais dans l'intérêt de tous, pour la bonne exécution des services et la satisfaction du public, comme pour l'exemple national et le progrès social, l'Etat employeur doit assurer, à chacun de ceux qu'il emploie, ce minimum de bien-être qui suppose un salaire suffisant pour ses besoins et ceux de sa famille, un repos indispensable pour refaire ses forces et pour ne reprendre le travail qu'après totale réparation de la fatigue, et, enfin, à intervalle fixe, le loisir périodique et la liberté (2) ». La durée de la journée de travail, la répartition

(1) Voir le tableau n° 2 des salaires, à la fin du volume.

(2) Chambre des députés. Rapport sur le budget général de l'exer-

des repos ont été étudiées, le moment est venu d'examiner les traitements des employés.

Le salaire des enfants

Les jeunes facteurs. — La plupart d'entre eux portent des télégrammes à domicile, et ce travail est soumis à deux modes de rétribution. Les uns touchent un traitement annuel qui varie entre 400 et 900 francs. Les autres reçoivent un salaire déterminé d'après le service effectué, le nombre de télégrammes, distribués. Les enfants qui travaillent à la tâche, bénéficient d'une rétribution qui peut atteindre 100 francs par mois, ils sont mieux partagés que leurs camarades qui reçoivent un traitement fixe.

Les jeunes facteurs sont donc relativement bien payés, surtout si l'on considère qu'ils vivent pour la plupart chez leurs parents, que leurs gains ne constituent qu'un salaire d'appoint. Il y a toutefois lieu de se demander si les quelques avantages dont jouissent ces enfants ne leur sont pas accordés au détriment de leur situation future. Ils sont suffisamment rétribués mais leur instruction professionnelle est délaissée. Ils ne sont soumis à aucun apprentissage et risquent plus tard de se trouver sans situation. L'avenir est sacrifié au présent.

cice 1902, *Ministère du commerce de l'industrie des postes, télégraphes, téléphones*, p. 101.

Le salaire des femmes.

Les aides. — Les aides, presque ignorées de l'Administration, sont payées par les receveurs.

La rétribution est fixée après entente entre l'aide et le receveur, entre l'employé et l'employeur. Comme employeur, le receveur s'efforce d'obtenir le maximum de rendement pour le minimum de salaire. Pour le dédommager de ces dépenses, l'Administration lui accorde des indemnités pour « frais d'aide », trop strictement limitées, souvent insuffisantes. Certains receveurs sont dans l'obligation de prélever sur leur propre traitement une partie du salaire de leurs aides.

Dans le journal professionnel, *L'Union des Dames de la Poste*, une receveuse, qui reçoit des indemnités insuffisantes pour frais d'aide, exposait sa situation en ces termes : « Je reçois 500 francs de frais d'aide, somme relativement élevée mais qui est loin de m'être suffisante. J'ai besoin de deux aides. A la première je donne 25 francs par mois soit 300 francs par an ; à la seconde je ne donne pas d'argent, mais je dois les nourrir toutes deux, et j'estime, sans exagération, qu'elles me reviennent, pour la nourriture, à 30 fr. chacune par mois. Donc, 12 mois de 60 francs, cela me fait 720 francs.

Je dépense au total 1020 francs et je supporte ainsi 520 francs de plus que la somme qui m'est allouée pour ces dépenses. Notez, je vous prie, que je serai bientôt forcée

d'augmenter ma première aide et de payer la deuxième, Comment voulez-vous que nous autres, petites receveuses, nous puissions faire face à nos affaires dans de semblables conditions (1). »

Peu de receveurs se résignent à payer sur leurs appointements leurs auxiliaires. Dès lors, il est facile de se représenter ce que peut être la situation de nombreuses aides.

En 1908, au congrès de l'Association générale des agents des Postes et des Télégraphes, un délégué parlant de la situation des aides, disait : « Dernièrement, un receveur pouvait écrire qu'il payait ses aides à raison de 300 francs en moyenne par an, nourriture comprise. Comment voulez-vous qu'une jeune fille, qui presque toujours a son brevet élémentaire ou qui du moins possède une instruction assez développée, puisse se contenter d'un salaire aussi dérisoire ? Et l'Administration tolère que ces jeunes filles restent ainsi pendant un assez grand nombre d'années, quelquefois 15 ans (2). »

Il résulte de nombreuses constatations faites que les salaires des aides sont tout à fait insuffisants. La jeune fille qui entre au service des receveurs à l'âge de 16 ans, ne reçoit au début aucun salaire. Elle est nourrie, parfois couchée et peut rester dans cette situation pendant plusieurs années.

(1) *L'Union des dames de la Poste*, juillet 1905.

(2) Congrès de l'Association générale des agents de 1908, compte rendu.

L'aide ayant une certaine ancienneté de service reçoit un maigre salaire qui vient s'ajouter à la nourriture et quelquefois au logement. Elle touche mensuellement de 10 à 20 francs, parfois 30, rarement davantage.

Aucune règle n'intervient dans la fixation du salaire de ce personnel, aussi constate-t-on une grande variété de régimes, des modes de rétribution arbitraires, dans lesquels l'âge et la capacité professionnelle sont diversement appréciés.

Dans la plupart des cas la rétribution est infime en disproportion avec les services rendus. Pour la somme dérisoire de 0 fr. 30 par jour et la nourriture, des aides font des journées de travail de 11 ou 12 heures, que ne connaissent pas les ouvrières adultes de l'industrie privée. L'Etat entrepreneur ne doit pas rester impassible devant cette exploitation qui rappelle par certains de ses côtés le sweating system.

Si le régime actuellement en vigueur permet à l'Administration des Postes et des Télégraphes de réaliser quelques économies, celles-ci ne sont faites qu'au détriment de la situation de modestes employées. On ne devrait plus rencontrer dans les services des femmes, ayant 7 ou 8 ans de fonction, connaissant à fond la réglementation et la pratique administratives, et qui, insuffisamment rétribuées, mènent toujours une existence très difficile et souvent misérable.

Cette situation a attiré l'attention de M. Charles Dumont, député, rapporteur du budget pour l'exercice de 1910 : « Il y a, dit le rapporteur, de la part de l'Administration,

comme de la part des receveurs, une véritable exploitation dont la victime est l'aide, pauvre jeune fille abandonnée des pouvoirs publics, devenue souvent la bonne de la receveuse, et qui attend péniblement ses dix ans de service pour passer l'examen spécial de dame. L'Administration a la responsabilité morale des misères d'un nombreux personnel qu'elle ne connaît pas, mal payé ou payé de promesses. Ce mode d'exploitation est peut être économique pour le Trésor, il est en tout cas indigne d'une grande administration (1). »

Les dames-employées. — Le salaire des dames-employées, quoique plus élevé que celui des aides, est encore insuffisant (2). Ces femmes, recrutées au concours, reçoivent en débutant un traitement annuel de 1100 francs soit 2 fr. 90 par jour. Appelées le plus souvent dans des centres importants, éloignées de leur famille, elles ne parviennent que difficilement à subvenir à leurs principaux besoins.

Les dames-employées peuvent prétendre au traitement maximum de 2200 francs, mais cette limite n'est atteinte qu'après de longues années de service par avancements successifs de 100 francs, tous les deux ans environ.

Dans certaines villes importantes où la cherté se fait particulièrement sentir, des indemnités de résidence viennent s'ajouter au traitement; elles varient de 50 à

(1) Chambre des députés. Rapport sur le budget général de l'exercice 1910, *Ministère des travaux publics des postes et télégraphes*, p. 293.

(2) *Bulletin mensuel*, mai 1900, rapport de M. Millerand ministre du commerce.

400 francs, mais ces compléments de rétribution compensent à peine l'excédent des dépenses occasionnées par les difficultés matérielles de l'existence.

Le salaire n'est pas toujours en rapport avec le service effectué. Dans les bureaux centraux télégraphiques ou téléphoniques les dames-employées fournissent un travail important. Certaines unités ont un rendement qui n'est pas sensiblement inférieur à celui des hommes, elles sont cependant bien moins rétribuées que ces derniers. C'est que, l'admission des femmes dans l'Administration des Postes a été décidée, principalement, dans le but de réaliser des économies. Dans les services administratifs comme dans les entreprises privées la femme, à travail égal, reçoit un salaire inférieur à celui de l'homme.

L'association générale des agents avait demandé que le traitement maximum des dames-employés égalât les $\frac{2}{3}$ du traitement maximum des commis.

M. Chautard député jugea la limite trop restreinte. On lit dans son rapport sur le budget des postes : « L'association générale désirerait voir ajouter à la loi de finance une disposition portant que le traitement maximum des dames employées devra toujours être les $\frac{2}{3}$ de celui des commis... Nous ne partageons pas sur ce point la manière de voir de l'association générale des agents, et ce faisant nous croyons mieux servir les intérêts du personnel féminin.

Sans aller jusqu'à la théorie de l'égalité de traitement pour le personnel masculin et féminin, nous irons plus loin que l'Association générale des agents, et nous dirons que

rien ne justifierait cette réglementation trop limitative du traitement maximum des dames-employées (1). »

Le personnel féminin est loin de bénéficier d'un salaire égal à celui du personnel masculin mais sa situation a été sensiblement améliorée depuis 25 ans. Les femmes qui, en 1885, gagnaient de 800 à 1.200 francs par an touchent aujourd'hui un traitement annuel qui varie entre 1.100 et 2.200 francs.

Les receveuses. — Les dames-employées peuvent être chargées de la gestion des petits bureaux de poste, en qualité de receveuses. Elles n'accèdent à cet emploi qu'après de nombreuses années de service administratif, mais elles trouvent dans cette situation des avantages sensibles. Les receveuses sont logées gratuitement dans les bureaux qu'elles gèrent, et à leur ancien traitement s'ajoutent des indemnités de service qui leur permettent de vivre plus aisément.

Le salaire des hommes adultes.

Les surnuméraires et commis. — Le surnuméraire gagne en débutant 600 francs par an et sa rétribution annuelle s'élève dans la suite à 1.200 et même à 1.500 francs (2).

(1) Chambre des députés. Rapport sur le budget général de l'exercice 1909. *Ministère des travaux publics des postes et télégraphes*, p. 58.

(2) *Bulletin mensuel*, novembre 1900, arrêté du 9 novembre 1900 concernant l'instruction et l'avancement des surnuméraires.

Cet employé, qui à son entrée dans l'Administration touche 1 fr. 65 par jour, ne reçoit pas un salaire suffisant pour subvenir à ses besoins essentiels, mais cette situation est de courte durée. Au bout de trois mois de service, il bénéficie d'une rétribution de 1.200 francs, laquelle est portée à 1.500 francs, 18, 21, ou 24 mois plus tard.

La gratuité du stage, qui écarte des fonctions publiques les jeunes gens sans fortune, n'existe donc pas. Il faut néanmoins souhaiter que l'on accorde au débutant de 18 ans, séparé de sa famille par des nécessités administratives, un salaire lui permettant de vivre. Sans engager de grandes dépenses il serait possible de porter à 1.200 francs la rétribution annuelle des surnuméraires dès leur entrée dans les Services. Au Congrès de l'association générale des agents de 1908 un vœu fut émis en ce sens (1).

A son départ pour le régiment le surnuméraire est généralement aux appointements de 1.500 francs qui ne subissent aucune retenue. Son service militaire terminé, il rentre dans l'Administration en qualité de commis au même traitement, mais celui-ci est soumis alors à une retenue de 5 0/0 en vue de la constitution d'une retraite. Le jeune commis touche donc un salaire inférieur à celui qu'il recevait comme surnuméraire. Il gagne moins titulaire que stagiaire et à l'âge — entre 23 et 25 ans — où les besoins sont le plus impérieux. C'est ici que l'insuffisance du traitement apparaît. L'employé commissionné à 1.500 francs

(1) Congrès de l'Association générale des agents, compte rendu.

touche en moyenne 3 fr. 95 par jour ; avec un salaire aussi modique il doit se nourrir, se loger, s'habiller convenablement ; s'il se marie, s'il a des charges de famille c'est la gêne, la misère qui s'installent au foyer.

Cette situation, plus que précaire, difficile, ne devrait pas durer. Mais pour obtenir le traitement de 1.800 francs un commis doit avoir au moins 3 années d'ancienneté à 1.500 francs. De cette ancienneté on déduisait autrefois la moitié de la durée des services militaires soit 18 mois ; une telle mesure accélérerait l'avancement. Aujourd'hui, alors que la cherté de l'existence ne cesse d'augmenter, ce régime favorable aux petits employés n'est plus appliqué que par échelon. La moitié de la durée du service militaire entre encore en ligne de compte dans l'avancement de classe, mais, pour des raisons d'économie, ce bénéfice est réparti, fractionné sur des avancements successifs. Les effets produits sont déplorables, de modestes employés atteints dans leur situation pécuniaire végètent trop longtemps dans le traitement le plus bas.

Les commis des postes, qui débutent à 1.500 francs depuis 30 ans, peuvent atteindre les appointements annuels de 3.300 francs, par avancements successifs de 300 francs, accordés après une ancienneté qui varie entre 3 ans et 3 ans et 6 mois. Ils peuvent obtenir les classes personnelles de 3.600 et 4.000 francs, après 5 ans de service, au moins, dans chacune des classes précédentes. Ceux qui sont nommés commis principaux arrivent au traitement de 4.500 fr. Dans certaines villes où le taux de l'existence est particu-

lièrement élevé des indemnités de résidence augmentent les salaires. Ces indemnités sont à Paris de 400 francs, mais elles n'atteignent jamais ce chiffre en province. A 40 ans le bon employé est d'ordinaire aux appointements de 3.000 fr., c'est donc à un âge relativement avancé qu'il reçoit une rétribution suffisante ; pendant la première moitié de sa carrière, où il a développé sa plus grande activité, il n'a connu que des salaires trop faibles, et sa vie n'a été qu'une suite de privations pour lui et pour les siens.

Le régime actuel est critiquable. Les traitements importants ne sont accordés qu'aux agents qui ont atteint la cinquantaine, c'est-à-dire dans la période de la vie où les besoins tendent normalement à diminuer. L'employé préférerait être moins favorisé en fin de carrière et gagner davantage de 25 à 40 ans, ce qui devrait être si la rétribution était proportionnée au rendement.

En 1908, M. Gauthier, sénateur, rapporteur du budget des postes, a pu écrire à ce sujet : « Si on examine la situation faite aux agents par diverses circonstances, on s'aperçoit que d'une façon générale leurs revendications constituent un cri de détresse et un appel à la justice.

Les employés souffrent d'abord, surtout dans les grandes villes, des conséquences du renchérissement du prix de l'existence. Tout augmente autour d'eux : les logements, les vivres, les effets... et les impôts ; seuls les traitements sont restés sensiblement les mêmes, bien que le montant de ces traitements n'ait plus le même pouvoir d'achat que jadis.

L'augmentation du prix de la vie, qu'on peut évaluer en

moyenne à 20 0/0, se traduit par une diminution correspondante des salaires : 1.200 francs ne représentent plus que 1.020 francs ; 1.500 francs, 1.200 francs ; 1.800 francs, 1.440 francs ; 2.100 francs, 1.680 francs ; 2.400 francs, 1.920 francs ; etc. Or, dans l'Administration des postes, les commis par exemple, débutent comme jadis à 1.500 francs, et reçoivent leurs avancements de classe (1.800 francs, 2.100 francs, 2.400 francs, etc.), à 3 ans au choix, 3 ans et 3 mois au demi-choix, 3 ans et 6 mois et plus à l'ancienneté. Un agent pris parmi les meilleurs, qui a fait 3 ans de surnumérariat avant de partir pour le régiment, en revient à 23 ans pour être commissionné ; il a 1.800 francs à 25 ans (bonification de services militaires), 2.100 francs à 28 ans et 2.400 francs à 31 ans seulement.

Les traitements étaient considérés comme très bas au moment où ils ont été établis ; aujourd'hui, ils sont complètement insuffisants. La gêne s'installe au foyer des petits employés. Peut-on s'étonner qu'elle y soulève des plaintes parfois d'une vivacité coléreuse (1) ? »

M. Charles Dumont, député, rapporteur du budget des postes pour l'exercice de 1910, exprime la même opinion : « Les traitements de début, dit-il, doivent permettre à chacun de fonder une famille. Ce sont les traitements de début trop misérables, après l'effort du concours préparé et l'épreuve nécessaire du surnumérariat endurée, qui irritent

(1) Sénat. Rapport sur le budget général de l'exercice 1909, *Ministère des travaux publics des postes et télégraphes*, p. 111.

les esprits, aigrissent les caractères, interdisent le mariage et le foyer... C'est souvent dans les dix premières années de la vie du père de famille que les charges sont les plus lourdes. Faire attendre dix ou quinze ans un traitement normal, c'est souvent condamner le fonctionnaire aux habitudes du célibat ou le jeter dans les embarras ou les dettes (1). »

Les receveurs. — Les receveurs des postes, spécialement ceux des grands bureaux, sont plus favorisés que les commis au point de vue de la rétribution. Ils bénéficient gratuitement du logement. A leur traitement, souvent assez élevé s'ajoutent des émoluments divers qui améliorent sensiblement leur situation pécuniaire.

Les facteurs. — Ils forment par leur nombre une masse imposante. Au 1^{er} janvier 1909, on comptait 41.307 facteurs commissionnés, de divers grades, parmi lesquels : 22.574 facteurs locaux et ruraux, 9.880 facteurs de ville et 3.602 facteurs receveurs.

Le facteur rural ou local reçoit en débutant, les appointements annuels de 800 francs. Il peut, s'il est bien noté, atteindre le traitement maximum de 1.200 francs par avancements successifs de 50 francs tous 3 ans. Il met 24 ans à gravir ces divers échelons, pour recevoir en fin de carrière le salaire quotidien de 3 fr. 15. A ses débuts administratifs sa journée de travail est payée 2 fr. 10. Le bénéficiaire du salaire de 42 sous a effectué son

(1) Chambre des députés. Rapport sur le budget général de l'exercice 1910, *Ministère des travaux publics des postes et télégraphes* p. 166.

service militaire. Il est âgé de 26 ou 28 ans. Souvent il est marié et a des enfants.

De tels salaires ne suffisent pas à assurer l'existence matérielle d'un homme adulte et de sa famille.

« Il est déplorable, disait M. Sembat député, rapporteur du budget des postes, qu'un homme, qui fournit toute la journée à l'Etat un dur travail, ne puisse recevoir en échange une rémunération convenable, et doive employer ses soirées à des besognes étrangères, se faire cordonnier ou tailleur pour nourrir sa famille (1). » Et cependant on se trouve en présence d'une situation sensiblement améliorée. En 1900, le facteur rural ne bénéficiait que d'un traitement entre 650 et 1.150 francs.

Ces modestes employés ont toujours été les déshérités de l'Administration des Postes. Il y a 40 ans, ils n'atteignaient que difficilement les appointements de 600 francs et nombre d'entre eux ne gagnaient que 300 ou 400 francs par an (2).

(1) Chambre des députés. Rapport sur le budget général de l'exercice 1903, *Ministère du commerce des postes et télégraphes*, p. 93.

(2) Vandal, rapport au ministre des Finances, janvier 1866.

Tableau divisant les facteurs ruraux par catégories de traitements 1886.

Quotité des traitements	Nombre de facteurs
300 francs et au dessous	673
de 300 à 400 francs.	996
de 400 à 500 francs.	2,970
de 500 à 600 francs.	9,983
au dessus de 600 francs	1,777

En 1866, le Directeur général des Postes écrivait :

« Malgré les efforts persévérants de l'Administration, le service rural est hors d'état de répondre aux nécessités de son institution ; imparfaitement exécuté il suscite des réclamations légitimes en même temps que le sort de ses agents excite la plus unanime commisération ; il en est parmi eux qui sont inscrits aux bureaux de bienfaisance de leurs communes respectives. Le recrutement de ces agents devient de jour en jour plus difficile, surtout dans les départements commerçants où le loyer des bras atteint un taux relativement élevé, et, s'ils ne recevaient quelques rémunérations accessoires, quelques menues denrées, pour prix de commissions faites ou de légers services rendus, leur recrutement deviendrait absolument impossible (1). »

Le facteur de ville semble mieux traité que son collègue de la campagne. Il reçoit annuellement un traitement qui varie entre 1.200 et 1.700 francs. Il avance de classe tous les 3 ans et le taux de l'augmentation est de 100 francs. En 15 ans cet employé peut atteindre le traitement le plus élevé. En outre, il touche dans certaines villes des indemnités de résidence, mais ces derniers avantages sont plus apparents que réels. Si le facteur de ville gagne plus que le facteur rural, il dépense davantage pour la satisfaction des mêmes besoins.

Quant au facteur-receveur sa situation a été améliorée dans ces dernières années. En 1900 son traitement variait

(1) Vandal, rapport au ministre des finances, janvier 1866.

900 et 1.400 francs ; actuellement il gagne au minimum 1.100 francs et au maximum 1.500 francs. A ces appointements il faut ajouter quelques suppléments accessoires et le logement gratuit. Le facteur receveur est d'autant plus favorisé qu'il habite des localités peu importantes où la vie est relativement facile. Toutefois, il y a lieu de faire remarquer que cet emploi, accordé, après concours, aux sous-agents ayant une certaine ancienneté, est très absorbant et impose au titulaire un travail pénible parfois excessif.

Tous les facteurs reçoivent gratuitement de l'Administration des Postes leurs uniformes et bénéficient d'une indemnité de chaussures de 50 francs par an.

Les gardiens de bureau. — Ils débutent à 1.200 francs pour atteindre le traitement maximum de 2.000 francs après 24 ans de service par avancements de 100 francs distribués tous les 3 ans.

Les gardiens de bureau touchent un salaire plus élevé que celui des facteurs mais, travaillant à l'intérieur des bureaux, n'étant jamais en contact avec le public, ils ignorent les étrennes et autres avantages du même genre.

L'Administration des Postes distribue gratuitement aux gardiens de bureau des uniformes et des effets de travail.

Avec une rémunération aussi faible les facteurs et gardiens de bureau ne parviennent que très difficilement à nourrir leur famille. Des étrennes reçues du public viennent heureusement compléter le salaire des facteurs qui vivent quelque peu de la générosité de leur clientèle. « Les fac-

teurs, disait M. Barthou, ministre, sont astreints à un travail énorme dont ils ne reçoivent pas la rémunération légitime. Leurs salaires sont insuffisants pour assurer leur existence. L'Etat ne leur donne pas ce qu'il doit, et ils y suppléent par la mendicité de fin d'année qui enlève toute dignité à l'homme et le rend servile. »

La plupart des sous-agents cherchent dans des travaux supplémentaires le complément de salaire indispensable. A la campagne le facteur répare les montres, les chaussures ; son service terminé, il se fait tailleur, menuisier ; il cultive un lopin de terre et se livre à de modestes élevages. En ville, il travaille chez les commerçants et les industriels. A Paris de nombreux facteurs et gardiens de bureau sont concierges, d'autres, pendant leurs heures de repos, se font hommes de peine, manœuvres, commissionnaires, garçons de café, garçons coiffeurs, etc. La limitation de la journée de travail est inconnue pour beaucoup de ces petits fonctionnaires. Talonnés par les pressantes nécessités de l'existence, ils dépensent sans compter leur activité, car, après la tâche administrative quotidienne, trop peu rétribuée, ils doivent gagner ailleurs l'appoint indispensable à leur subsistance. Aussi, beaucoup n'atteignent pas la retraite, ils tombent usés prématurément par des travaux excessifs.

Des efforts importants ont été faits pour améliorer la situation des facteurs et gardiens de bureau. Depuis 1900 les traitements minima des sous-agents ont été élevés :

de 650 à 800 francs pour les facteurs ruraux ,

de 1.100 à 1.200 francs pour les facteurs de ville ;

de 900 à 1.100 francs pour les facteurs receveurs ;
de 1100 à 1.200 francs pour les gardiens de bureau.

Les traitements maxima pour le même personnel sont
passés pendant la même période :

de 1.150 à 1.200 francs pour les facteurs ruraux ;
de 1.500 à 1.700 francs pour les facteurs de ville,
de 1.400 à 1.500 francs pour les facteurs receveurs,
de 1.800 à 2.000 francs pour les gardiens de bureau.

De 1900 à 1908 les crédits votés en faveur des sous-
agents ont subi une progression constante. Ils se sont
élevés de 45.691.686 francs à 60.817.617 francs, soit une
augmentation de 15.125.931 francs, qui a servi principale-
ment à améliorer les petits traitements.

*Tableau des crédits votés par le Parlement et relatifs
aux traitements des sous-agents.*

De 1900 à 1908.

Années	Crédits votés
1900	45,691,686 francs
1901	48,141,753 »
1902	49,735,603 »
1903	50,340,216 »
1904	51,098,929 »
1905	52,319,518 »
1906	56,688,315 »
1907	59,825,471 »
1908	60,817,617 »

Tableau de l'augmentation des traitements des sous-agents
De 1900 à 1908

Titres	1900		1908	
	minimum	maximum	minimum	maximum
Brigadiers-facteurs	1,200	2,800	1,400	2,800
Chefs surveillants	»	»	»	»
Brigadiers-chargeurs	1,100	2,200	1,400	2,400
Courriers-convoyeurs	1,100	2,000	1,400	2,200
Entreposeurs	»	»	»	»
Gardiens de direction	1,100	1,900	1,300	2,200
Facteurs chefs-postes	1,100	1,800	1,400	2,000
Facteurs chefs-télégraphes	»	»	»	»
Facteurs sous-chefs	1,100	1,600	1,300	1,800
Surveillants	1,100	1,800	1,200	2,000
Courriers ambulants	»	»	»	»
Chargeurs	»	»	»	»
Gardiens de bureau	»	»	»	»
Facteurs de ville	1,100	1,500	1,200	1,700
Facteurs-receveurs	900	1,400	1,100	1,500
Facteurs suburbains	»	»	850	1,200
Facteurs locaux et ruraux	650	1,150	800	1,200

En ces dernières années le petit personnel des Postes a bénéficié d'avantages sensibles mais encore insuffisants.

Le 7 novembre 1907, M. Arthur Groussier a déposé à la Chambre des députés une proposition de loi, tendant à augmenter le salaire des sous-agents, dont l'ensemble est formé presque exclusivement de facteurs et de gardiens de bureau (1).

(1) Chambre des députés, annexe au procès verbal de la séance du 7 novembre 1907, *Journal officiel*, documents parlementaires, 1907, p. 47.

Cette proposition fixe les traitements en se basant avant tout sur le coût de l'existence. Dans ce but, elle divise les communes en catégories et à chaque division correspond un minimum de traitement.

L'article 2 s'exprime ainsi : « Le traitement de ces sous-agents dépendent des conditions d'existence de la localité où ils exercent. A cet effet ces localités sont réparties en cinq grandes divisions :

1° communes de 3.000 habitants et au-dessous.

2° communes de 3.001 à 10.000 habitants.

3° communes de 10.001 à 50.000 habitants ou de population moindre lorsqu'elles ont un bureau composé.

4° communes de 50.000 habitants et au-dessus.

5° communes du département de la Seine.

Un règlement d'administration publique, pris après avis du conseil municipal ou du conseil général, pourra classer certaines communes dans une division supérieure, s'il est démontré que le prix des loyers et des denrées le nécessite. »

Un salaire minimum correspond à chacune de ces divisions il est :

1° de 3 francs par jour pour les communes de 3.000 habitants et au-dessous.

1° de 3 fr. 50 pour les communes de 3.001 à 10.000 habitants.

3° de 4 francs pour les communes de 10.001 à 50.000 habitants.

4° de 4 fr. 50 pour les communes de plus de 50.000 habitants.

5° de 5 francs pour les communes du département de la Seine.

L'article 9 prévoit la suppression des indemnités de résidences qui seraient incorporées aux nouveaux traitements.

La proposition de loi rompt avec les errements administratifs actuels, qui reposent sur le principe de l'égalité du traitement pour tous les employés de la même classe, dans un même grade.

Dans le nouveau régime des employés de la même classe dans un même grade, habitant des localités diverses bénéficieraient de traitements fixes différents. « Ces traitements, dit M. Groussier dans son exposé des motifs, étant toujours correspondants au prix de la vie dans les diverses communes, il est évident que lorsque un sous-agent change de localité son traitement doit augmenter ou diminuer suivant la division à laquelle appartient, la commune dans laquelle il se rend. »

La réforme proposée, qui rencontrerait de nombreuses difficultés d'application, produirait au point de vue des retraites des conséquences sur lesquelles il est utile d'insister.

Sous un de ces aspects la retraite apparaît comme la récompense des services rendus.

Actuellement les employés d'une même classe dans un même grade ayant un nombre égal d'années de service méritent et obtiennent des retraites égales. Dans la proposition de M. Groussier cette égalité disparaît. En effet, si l'on con-

sidère, au moment de leur retraite, deux sous-agents de mêmes grade et classe ayant la même ancienneté, l'un employé dans une commune de 3.000 habitants, l'autre dans le département de la Seine, le premier touchera annuellement 1.440 francs, le second 2.400 francs. Ce dernier bénéficiera d'une retraite bien supérieure à celle de son collègue. Ces employés une fois retraités ne seront cependant plus astreints à des résidences déterminées qui motivaient les différences de traitement ; ils devraient bénéficier de pensions égales. On pourrait alléguer que le traitement le plus élevé subit des retenues plus fortes qui justifient la différence des retraites ; mais on ne doit pas perdre de vue que les versements du personnel sont insuffisants à assurer le service des pensions, que l'Etat complète ces versements, et que sa dépense en faveur d'un petit employé est d'autant plus grande que la retraite de celui-ci est élevée.

En assurant une retraite supérieure à l'un des deux employés pris en exemple, l'Etat commet une injustice et accroît ses dépenses.

Le système pratiqué actuellement par l'Administration des Postes semble préférable à celui qui est proposé par M. Groussier.

Aujourd'hui, les employés de même grade reçoivent le même traitement sur tout le territoire français. Ceux qui habitent des localités où la vie est particulièrement chère touchent, en plus de leur traitement, des indemnités de résidence, appelées « frais de séjour », non soumises à la retenue et n'entrant pas en ligne de compte dans la fixation

du taux de la retraite. Ce régime permet d'accorder des suppléments de traitement aux fonctionnaires qui résident dans les villes où le coût de l'existence est élevé. Il a, en outre, l'avantage d'assurer une retraite égale aux employés ayant la même ancienneté de service et des grades équivalents.

Les pratiques administratives peuvent être conservées à la condition d'être améliorées. Les indemnités de résidence ne sont que des correctifs de salaire qui ne jouent que dans des localités où la vie est particulièrement chère. Elles supposent des traitements minima suffisants pour assurer l'existence des employés dans des lieux où des « frais de séjour » ne sont pas distribués.

Actuellement les traitements minima sont manifestement trop bas, leur relèvement s'impose à bref délai (1).

(1) D'après le tableau ci-dessous de M. A. Gauthier rapporteur du budget des postes au sénat, en 1908, les dépenses du personnel par rapport aux dépenses totales sont moins élevées en France, qu'aux Etats-Unis, qu'en Allemagne, qu'en Angleterre.

Rapport des dépenses de personnel aux dépenses totales.

Pays	Années	
	7	1906
Etats-Unis	52 0/0	62 0/0
Allemagne	62 0/0	62 0/0
Angleterre	63 0/0	62 0/0
France.	58 0/0	55 0/0

II

Les avantages spéciaux dont bénéficient les employés âgés invalides et malades.

La retraite des vieux employés.

La loi du 9 juin 1853 garantit les fonctionnaires contre les risques de la vieillesse. Dans les services sédentaires, l'employé des Postes a droit à une retraite s'il est âgé de 60 ans et compte 30 années de service. L'âge est ramené à 55 ans, la durée des services à 25 ans, en faveur du fonctionnaire qui a accompli au cours de sa carrière 15 ans de service actif. Le travail des commis ambulants des facteurs et gardien de bureau est considéré comme service actif.

En général la retraite est calculée en multipliant la soixantième partie du traitement moyen des six dernières années par le nombre des années de service. Un employé, en fonction depuis 30 ans, et dont le traitement moyen des 6 dernières années est de 2.400 francs, reçoit une pension de 4.200 francs.

La retraite du fonctionnaire des Postes ne peut jamais dépasser les $\frac{2}{3}$ de ses appointements. Sous certaines conditions elle est réversible jusqu'à concurrence d'un tiers sur la veuve et, à défaut de celle-ci, sur les orphelins mineurs.

Les pensions de retraite ne sont obtenues qu'au prix

d'importants sacrifices supportés par les fonctionnaires et par l'Etat. Les employés des Postes versent pour leur retraite 5 0/0 de leurs appointements annuels et subissent la retenue du douzième de leur premier traitement et des avancements successifs qu'ils reçoivent. A ces versements s'ajoutent encore des retenues pour congé au delà du temps réglementaire et pour mesures disciplinaire.

D'après M. Lucien Bloch (1) les versements faits par les employés des Postes en exécution de la loi du 9 juin 1853 se décomposent comme suit pour l'année 1903:

Retenue de 5 0/0 sur les traitements	5 103 083 fr. 68
Retenue du 1 ^{er} mois et du 1 ^{er} douzième	502 318 fr. 42
Retenue pour cause de congés	83 736 fr. 34
Retenue pour mesures disciplinaires	150 fr. 60
Produit des amendes et confiscations	1 200 fr. 15
Au total :	5 690 489 fr. 19
Déduction pour annulation de recettes	11 fr. 97
Total des recettes :	5 690 477 fr. 22

Cette somme ne suffit pas à l'alimentation des retraites. Au 1^{er} janvier 1903, le Trésor devait payer aux employés retraités, aux veuves et orphelins, les pensions suivantes :

Service sédentaire

Pensions de fonctionnaires	5 242 765 fr.
Pensions de veuves et orphelins	768 139 fr.

(1) Lucien Bloch, *De l'autonomie du budget des postes, télégraphes, téléphones.*

Service actif

Pensions de fonctionnaires	4 743 529 fr.
Pensions de veuves et orphelins	844 768 fr.
Total des deux services :	11 599 201 fr.

Les recettes sont donc loin de compenser les dépenses. En 1903, le fonctionnement des retraites ne pouvait être assuré qu'en mettant à la charge du Trésor une somme de près de 6 millions de francs.

La retraite des employés invalides.

La retraite n'est pas exclusivement accordée aux vieux fonctionnaires, les employés invalides ont également droit à pension.

L'article 11 de la loi du 9 juin 1853 indique comme pouvant obtenir pension « ceux qu'un accident grave résultant notoirement de l'exercice de leurs fonctions met dans l'impossibilité de les continuer ».

En vertu du même article « peuvent également obtenir pension, s'ils comptent 50 ans d'âge et 20 ans de service dans la partie sédentaire, ou 45 ans d'âge et 15 ans de service dans la partie active, ceux que des infirmités graves, résultant de l'exercice de leurs fonctions, mettent dans l'impossibilité de les continuer ».

Dans les deux cas, d'après l'article 12 de la loi de 1853 « la pension est liquidée suivant que l'ayant-droit appar-

tient à la partie sédentaire ou à la partie active à raison d'un soixantième ou d'un cinquantième du dernier traitement pour chaque année de service civil ».

Dans le cas d'accident la retraite ne peut être inférieure au sixième du traitement de l'ayant-droit.

Les congés des employés malades.

Les employés, ceux qui sont blessés même en dehors du service, peuvent obtenir des congés de maladie. Dans cette situation ils ont droit pendant les trois premiers mois de congé à l'intégralité de leur traitement et pendant les trois mois suivants à la moitié de ce traitement. De plus, les sous-agents, composés en grande partie de facteurs et gardiens de bureau, reçoivent gratuitement les médicaments et les soins des médecins de l'Administration (1).

Les congés de maternité.

Parmi les congés de maladie accordés aux employés de l'Administration des Postes et des Télégraphes, il en est qui intéressent exclusivement le personnel féminin, ce sont ceux dont bénéficient les femmes enceintes.

Jusqu'en janvier 1903, les congés de maternité étaient comptés comme congés de maladie. La femme enceinte,

(1) *Bulletin mensuel*, 1900, p. 126. Arrêté du 2 mars 1900, relatif aux congés de maladie.

ayant quitté son service, touchait sous certaines conditions l'intégralité ou une partie de son traitement, mais les jours d'absence figuraient à son dossier et pouvaient influencer défavorablement son avancement.

Des dames-employées, sur le point d'accoucher, avaient obtenu des congés de maladie qui déterminèrent des retards dans leur avancement. L'association générale des agents prit la défense de ce personnel féminin. Elle écrivait dans un rapport à l'Administration : « Dans l'évaluation du nombre des journées d'absence des employés on fait entrer des éléments qui devraient logiquement et humainement en être distraits. Ce nombre est en effet démesurément grossi par les absences nécessitées par les grossesses, les accouchements et les indispositions, qui sont la conséquence de la maternité. Ces absences, forcément autorisées, et que nous désignerons sous l'appellation générique de « congés de maternité », non seulement, sont considérées comme la résultante d'une tare physiologique administrative et sociale de la masse du personnel féminin, mais encore atteignent les individus dans leur carrière administrative. »

Le rapport contenait en outre le vœu suivant : « Toute employée enceinte pourra prétendre, pendant sa grossesse et pendant les deux premiers mois qui suivront son accouchement, à un congé, dit de « maternité », qu'elle aura la faculté de prendre en une ou plusieurs fois selon les variations de son état ; ce congé, dont il nous paraît suffisant de limiter globalement la durée à un mois et demi, ne devra

pas être mentionné au dossier de l'employé ; il ne devra pas en être tenu compte dans l'établissement des feuilles signalétiques, et ne devra, en aucune façon, servir d'élément dans l'appréciation de la valeur professionnelle générale ou morale de l'employée (1). »

M. Bérard, sous-secrétaire d'Etat, répondit à la demande de l'association par une circulaire en date du 15 janvier 1903 dont voici les passages essentiels. « L'association générale des agents a demandé qu'il ne soit pas tenu compte, aux dames-employées, des absences occasionnées par les grossesses avancées et les accouchements.

A la date de ce jour, j'ai décidé que dorénavant il ne sera plus fait état des congés de maternité jusqu'à concurrence de 35 jours, soit sur les bulletins de classement et les listes de proposition, soit sur les feuilles signalétiques, soit dans les statistiques. Pour l'excédent de 35 jours les règles actuelles continueront à être appliquées. Les congés de cette nature prendront date du jour de l'accouchement, et les dames-employées, qui en bénéficieront, recevront l'intégralité de leur traitement pendant cette période, qu'elle qu'ait été la durée de leurs absences antérieures.

Dans le cas où l'accouchement sera suivi d'une interruption de fonction moindre que 35 jours, la partie du congé de maternité, non utilisée, viendra en déduction des absences occasionnées par la grossesse.

Les fausses couches donneront droit aux mêmes avantages

(1) *Bulletin officiel de l'association générale des agents*, novembre 1902.

que la maternité, sous la réserve toutefois, que l'absence sera limitée à une durée inférieure à 35 jours si le médecin de l'Administration en juge ainsi (1). »

Cette réglementation a été complétée par une circulaire du 15 février 1904 qui étend le bénéfice des congés de maternité à toutes les catégories du personnel féminin, même aux femmes occupées en qualité d'auxiliaires. Ces dernières qui voient leurs rétributions suspendues en cas de maladie bénéficient, lorsqu'elles sont sur le point d'accoucher, de 35 jours de repos pendant lesquels elles touchent l'intégralité de leur salaire (2).

Les spécialistes déclarent que l'accouchée a besoin d'un repos qui ne devrait jamais être inférieur à quatre semaines. Le repos avant les couches présente un intérêt presque égal. Le docteur Pinard a constaté, comme règle normale, que l'enfant, né d'une femme qui a travaillé jusqu'au dernier jour, est moins résistant, moins robuste, et pèse moins que l'enfant de la mère qui a pu se reposer avant son accouchement.

Les circulaires de 1903 et 1904 qui accordent à la femme enceinte employée dans les services administratifs un congé, avec rétribution, de 35 jours, lui donnent la possibilité de se reposer quatre semaines après son accouche-

(1) *Bulletin mensuel*, 1903, p. 4, circulaire du 15 janvier 1903 relative aux congés de maternité.

(2) *Bulletin mensuel*, 1904, p. 40, circulaire du 15 février 1904, étendant le bénéfice des congés de maternité à l'ensemble du personnel féminin.

ment et de prendre huit jours de repos avant ses couches.

Au moment où le Parlement s'efforce de protéger la maternité dans l'industrie privée, les mesures prises à cet égard dans l'Administration des Postes méritaient d'être signalées.

VII

LES EFFORTS FAITS PAR LE PERSONNEL POUR AMÉLIORER SA SITUATION

Les conditions du travail des petits fonctionnaires des Postes ne sont que trop souvent défectueuses. Pour améliorer sa situation le personnel a fait de grands efforts. L'employé électeur s'est adressé aux membres du Parlement. Des réclamations individuelles ont été parfois transmises aux supérieurs par la voie hiérarchique. Ces actions isolées n'ont que rarement produit des résultats appréciables et durables.

Les associations.

Les employés devaient trouver dans les groupements professionnels la force qui leur manquait. Des essais de formation de syndicat furent faits. Le 9 septembre 1900, 121 délégués de diverses catégories de sous-agents se réunirent et décidèrent la formation du « Syndicat des sous-agents commissionnés des Postes et des Télégraphes de France et des Colonies.

Sur les conseils de M. Millerand, ministre du Commerce des Postes et des Télégraphes, le jeune syndicat changea son titre contre celui d' « Association générale des sous-agents ».

La nouvelle association, autorisée par arrêté ministériel du 22 décembre 1900, fut définitivement constituée sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901 (1).

Les agents des Postes suivirent une voie analogue pour arriver à une formation du même genre. L'Association générale des agents des Postes, Télégraphes et Téléphones de France et des colonies fut d'abord autorisée par arrêté ministériel, en date du 20 novembre 1900. Elle se transforma postérieurement en association déclarée selon la loi du 1^{er} juillet 1901.

Les associations professionnelles se multiplièrent rapidement dans la suite ; on en compte aujourd'hui plus de trente. Voici les principales :

- L'Association générale des agents,
- . L'Association générale des sous-agents,
- L'Association professionnelle des mécaniciens,
- L'Union fraternelle des expéditionnaires,
- L'Association générale des jeunes facteurs,
- L'Association des receveurs et receveuses,
- L'Association des dames-employées,
- L'Association des commis principaux et sous-chefs de section,

(1) *L'association générale des sous agents des Postes et des Télégraphes. Sa création, son œuvre résumée*, p. 4.

L'Association des services administratifs,

L'Association des courriers, gardiens d'entrepôt, chargeurs,

L'Association des commis,

L'Association professionnelle des ambulants,

L'Association indépendante des sous-agents commissionnés.

L'association des sous-agents des Postes (service ambulants),

L'Union générale des agents du cadre algérien,

La fédération des associations professionnelles.

Nombre d'associations se formèrent à la suite des dissensions qui se produisirent au sein des principaux groupements. Des intérêts non satisfaits, des égoïsmes dissimulés, le secret désir d'anéantir des organisations trop puissantes, aidèrent à la création de nombreux groupes secondaires qui n'eurent, pour la plupart, qu'une existence éphémère.

Aujourd'hui le gros des forces est réparti en deux groupements : l'association générale des agents et l'association générale des sous-agents.

L'association générale des agents composée en grande partie de commis compte 14.000 adhérents. L'association générale des sous-agents qui rassemble les facteurs et gardiens de bureau a un effectif de 30.000 unités. Si l'on tient compte des formations secondaires, on constate que le nombre global des associés comprend les 3/4 du personnel administratif.

Les associations de l'Administration des Postes qui sont

très florissantes constituent une force imposante. Elles comptent dans leur rang des unités dévouées et instruites. Leur compétence, en matière professionnelle, s'est affirmée en maintes circonstances.

Elles ont acquis l'autorité que donnent le nombre et l'activité avertie. Les conseils d'Administration des différents groupements professionnels sont reçus directement par les Ministres, les sous-secretsaires d'Etat, les commissions parlementaires ; ces organismes ont principalement la mission de défendre devant les autorités publiques les intérêts du personnel.

Les associations n'ont pas pour but exclusif l'amélioration de la situation des employés. Elles s'intéressent au fonctionnement des services et recherchent les réformes de nature à satisfaire les intérêts du public et ceux de l'Administration. On lit dans l'article 2 des statuts de l'association générale des agents : « L'association a pour objet l'étude des questions professionnelles et l'examen de toute réforme et de toute innovation pouvant s'y rattacher, et ayant pour but l'amélioration morale et matérielle de la situation de ses membres.

Elle envisagera toujours les conditions d'un bon fonctionnement des services dans l'intérêt du public de l'Administration et du personnel. »

De tous les groupements professionnels c'est l'Association générale des agents qui a joué le rôle prépondérant (1).

(1) *Historique et œuvre de l'association générale des agents des postes, télégraphes et téléphones de France et des colonies*, 1908.

Elle n'occupe pas le premier rang par le nombre de ses adhérents, mais elle est composée d'unités qui appartiennent à la catégorie du personnel la plus instruite. Par son esprit d'initiative, par ses interventions généreuses, par ses travaux professionnels importants, elle exerce une réelle influence dans les milieux administratifs et professionnels.

Pour juger sainement les grandes associations il faut connaître l'œuvre qu'elles ont accomplie depuis 1900 date de leur création.

La participation des associations aux réformes d'ordre matériel, intéressant le personnel. — A la demande des associations, les journées de travail excessives ont été réduites, les plus longues tournées des facteurs ont été diminuées. Dans beaucoup de bureaux les tableaux de service ont été modifiés sur l'initiative des associés ; de ce fait, les repos ont été mieux répartis (1) et de nombreux employés ont pu prendre leurs principaux repas à des heures régulières.

L'Association générale des agents a mené une campagne énergique en faveur de l'application du repos hebdomadaire dans les bureaux de poste. Elle organisa dans les départements des conférences sur cette question ; des députés, des conseillers généraux et municipaux y assistèrent. Elle fit de pressantes démarches auprès des bureaux des conseils généraux : 21 conseils généraux émirent des vœux en faveur de l'application du repos hebdomadaire aux

(1) Compte rendu du congrès de l'association générale des agents, juin 1905. Repos hebdomadaire.

employés des Postes, 18 demandèrent l'extension de cette liberté à tous les employés de l'Etat des départements et des communes, d'autres votèrent l'urgence de la réglementation du repos hebdomadaire. Plus de 60 assemblées départementales répondirent dans un sens favorable aux demandes de l'Association générale des agents (1).

La loi du 13 juillet 1906 ne devait pas donner entière satisfaction au personnel des Postes, mais les efforts multiples des groupements professionnels ne furent pas inutiles, la réforme retardée par des nécessités budgétaires est actuellement en voie de réalisation.

C'est, avant tout, à l'Association générale des agents que les dames-employées doivent le bénéfice des congés de maternité. L'arrêté pris en cette matière déclare expressément que les congés de maternité ont été établis à la demande de l'Association générale des agents (2).

Les questions d'hygiène ont vivement intéressé les groupements professionnels que l'on trouve au premier rang pour la défense de la santé des employés. Impressionnés par les ravages de la tuberculose dans l'Administration des Postes, les associés signalèrent les bureaux insalubres, réclamèrent avec insistance l'application de mesures d'hygiène efficaces. En 1903, l'Association générale des agents, prit part au Congrès international de la tuberculose, et y déposa un rapport intéressant sur le développement de la tu-

(1) *Bulletin de l'association générale des agents*, septembre, novembre, 1906.

(2) *Bulletin mensuel*, 1903, p. 4, circulaire du 15 janvier 1903.

berculose dans l'Administration (1). En 1906 elle assista également au Congrès de l'hygiène de l'habitation de Genève. Dans des conférences bien documentées, elle fit connaître au public l'état déplorable des bureaux de poste français. Ses protestations furent entendues, des mesures de propreté et d'hygiène furent prescrites, des crédits supplémentaires furent votés pour la réfection de nombreux établissements administratifs.

C'est la question du relèvement des salaires qui intéressa le plus les associations. Il est difficile de mesurer exactement le résultat de leur activité en cette matière. On peut, toutefois, constater que les augmentations de traitement n'ont jamais été aussi accentuées que depuis 1900, date de la création des principaux groupements professionnels.

De 1900 à 1909, les frais de séjour accordés aux employés résidant dans les grandes villes ont été augmentés. Le traitement de début des dames-employées fut porté 1.000 à 1.100 francs et leur traitement maximum de 1.800 à 2.000 francs. Les surnuméraires furent mieux rétribués; actuellement après 3 mois de stage leur rétribution est élevée de 600 à 1.200 francs. Le traitement maximum des commis fut élevé de 3.000 à 3.300 francs et des classes personnelles de 3.600 et 4.000 francs furent créés en leur faveur.

C'est surtout dans la catégorie des sous-agents que l'on constate des améliorations sensibles. Les traitements des

(1) *Bulletin de l'association générale des agents*, novembre 1905.

facteurs et gardiens de bureau ont été sensiblement augmentés. Le facteur rural qui, il y a 10 ans, touchait en débutant 650 francs reçoit actuellement 800 francs. Les appointements minima des facteurs receveurs, sont passés de 900 à 1.100 francs, ceux des gardiens de bureau de 1.000 à 1.100 francs, et la rétribution des autres employés de grade équivalent s'est accrue dans les mêmes proportions.

Cette progression des salaires, qu'on ne retrouve dans aucune des périodes précédentes, n'aurait pas été atteinte sans l'intervention d'associations puissantes et bien organisées.

La participation des associations aux réformes d'ordre moral intéressant le personnel. — L'activité des associés ne fut pas exclusivement dépensée à la recherche des moyens propres à satisfaire des intérêts matériels immédiats. Les adhérents des divers groupements poursuivirent parallèlement un but plus élevé. Ils menèrent campagne contre l'arbitraire et le favoritisme et réussirent à faire pénétrer plus de justice et d'équité dans les milieux administratifs.

Actuellement, les feuilles signalétiques peuvent être communiquées aux employés qui, par ce moyen, connaissent les notes qu'ils ont obtenues dans l'exécution de leur service (1).

Les différentes catégories du personnel sont représentées

(1) *Bulletin mensuel*, décembre 1900, circulaire relative à la communication des notes par le chef de service.

dans la commission centrale qui décide de l'avancement des fonctionnaires des Postes (1).

Les conseils de discipline, réorganisés par le décret du 9 juin 1906, comptent parmi leurs membres des représentants élus du personnel. Les employés inculpés peuvent prendre connaissance des rapports disciplinaires les concernant et des dossiers annexes ; ils ont la faculté de faire présenter leur défense par un collègue ou un avocat (2).

La place laissée aux employés d'exécution dans les diverses commissions, quoique strictement limitée, met en évidence la pénétration du petit personnel dans les conseils qui décident et qui jugent.

La participation des associations aux réformes d'intérêt général. — Les grandes associations de l'Administration des Postes n'ont pas seulement contribué à l'amélioration matérielle et morale du sort du petit fonctionnaire, elles ont eu aussi le mérite d'intéresser les employés aux différents services administratifs.

Un associé a pu écrire avec raison : « En accordant aux agents des Postes le droit de s'associer pour discuter des questions professionnelles, on ne leur a pas seulement donné le moyen de faire apporter quelques améliorations à leur situation, on les a intéressés à la bonne exécution du

(1) *Bulletin mensuel*, 1906, p. 170, décret du 9 juin 1906. — *Bulletin mensuel*, 1907, p. 33, arrêté du 25 janvier 1907.

(2) *Bulletin mensuel*, novembre 1901, décret du 16 novembre 1901. — *Bulletin mensuel*, 1906, p. 188, décret du 9 juin 1906. — *Bulletin mensuel*, 1907, p. 3, décret du 27 décembre 1906. — *Bulletin mensuel*, 1907, p. 29, décret du 2 février 1907.

service, et on a ainsi travaillé au mieux des intérêts de l'Administration, du public et partant de l'Etat lui-même. »

On lit dans un rapport de l'Association générale des agents, déposé, en 1908, à la Section d'économie sociale de l'exposition franco-anglaise de Londres :

« Avant l'association, le personnel vivait dans la crainte de ceux qui avaient pour mission de le diriger.

Tenu à l'écart de toute discussion, considéré seulement comme un infime rouage de la grande machine administrative, l'employé, défiant à l'égard même des meilleurs chefs qu'il ignorait, se désintéressait de tout et du service même, se bornant à accomplir avec une lassitude résignée sa lourde tâche journalière.

Le personnel en prenant conscience de ses droits a pris conscience de ses devoirs. Lorsque, enfin, il a constaté que sa voix pouvait se faire entendre, le souci naturel de collaborer à l'amélioration de la machine, dont chaque jour il voyait le fonctionnement, l'a porté à des études qui ont pu avoir les plus heureux résultats (1). »

En 1905, alors que les Services postaux et télégraphiques craquaient de toutes parts, que l'insuffisance des moyens administratifs devenait manifeste, l'Association générale des Agents, se conformant à l'article 2 de ses statuts, prit l'initiative d'une vaste et consciencieuse enquête qui détermina les causes de la crise et la solution qu'elle comportait (2). Le

(1) *Historique et œuvre de l'association générale des agents, rapport d'ensemble*, p. 11.

(2) Rapport sur la crise, publié en septembre 1905.

public, éclairé par ces travaux, réclama les améliorations nécessaires ; des crédits supplémentaires furent votés pour remédier à un état de choses très défectueux. En ces circonstances l'Association fit preuve de réelles aptitudes dans la solution des questions difficiles de réorganisation administrative. Le succès qu'elle remporta en 1905 fut pour elle un précieux encouragement. Elle persévéra dans la voie qu'elle s'était tracée dans ses statuts.

Elle fut pour l'Administration une collaboratrice précieuse qui s'intéressa et participa à toutes les réformes professionnelles.

L'association générale des agents a fait d'importants travaux sur toutes les questions administratives. Récemment encore elle publiait des rapports détaillés sur la crise téléphonique et sur le projet de loi relatif à la construction des bureaux-gares (1).

Les autres groupements n'ont pas pris une part aussi active aux travaux de ce genre, mais ils ont souvent aidé dans la mesure de leurs moyens à la réalisation des réformes d'intérêt général.

« Les associations, disait M. Charles Dumont, député, dans son rapport sur le budget des Postes, aspirent à devenir les collaboratrices assidues du Parlement et du ministre dans l'élaboration des réformes de toutes sortes qui intéressent la bonne marche du service... Il est certain que la consultation d'hommes intelligents et zélés, qui sont aux

(1) Rapport sur la crise téléphonique, 1908. — Réfutation du projet de loi sur la construction des bureaux-gare, 1908.

prises quotidiennes avec les difficultés pratiques, peut, dans certains cas, être indispensable, dans d'autres, fort utile à l'élaboration d'un programme d'améliorations postales, télégraphiques au téléphoniques.

Dans presque tous ses congrès l'Association générale des agents tient à honneur de discuter une question d'intérêt général. Sur le mandat-carte, les bureaux-gares, la crise téléphonique, elle a publié des délibérations, des discussions des critiques qui doivent être bien méditées pour qui veut avoir sur ces difficiles questions des vues complètes et exactes (1). »

Ceux qui sont frappés, avant tout, par les manifestations extérieures, parfois tumultueuses, des associations craignent que leur maintien ne ruine l'autorité nécessaire à la gestion des services publics, que leur développement ne compromette l'organisation administrative. Ces craintes ne semblent pas fondées. Les syndicats ouvriers, qui jouent, dans l'industrie privée, le rôle des associations professionnelles, n'ont pas compromis la discipline nécessaire à la bonne marche des entreprises (2).

Dès qu'on pénètre la vie intime de ces organismes vivaces que sont les associations des Postes, on se rend compte du travail considérable fourni par les associés dirigeants, on constate l'esprit de dévouement de solidarité qui

(1) Chambre des députés. Rapport sur le budget général de l'exercice 1910, *Ministère des travaux publics des postes et télégraphes* p. 169.

(2) Chambre des députés. Rapport sur le budget général de l'exercice 1907, *Postes, Télégraphes, Téléphones*, pp. 92, 106.

les anime, on saisit les efforts qu'ils s'imposent pour devenir les collaborateurs loyaux et compétents des autorités administratives. Pourquoi la collaboration de ces groupements ne serait-elle pas acceptée ?

La participation des unités d'exécution à la gestion et au contrôle des services publics ruinerait définitivement la discipline autoritaire de l'ancienne administration, qui a annihilé la volonté de tant de fonctionnaires, et détruit leur esprit d'initiative. Les associations ont rendu l'activité, l'amour du travail, à de nombreux employés. Pourquoi ne pas tirer parti de ces unités groupées, ne pas utiliser ces énergies nouvelles ?

Dans un ouvrage intitulé : *L'Administration de la France*, M. Henri Chardon, maître des requêtes au Conseil d'Etat, porte sur les associations de fonctionnaires le jugement suivant : « Les fonctionnaires veulent s'associer, ils ont raison de vouloir s'associer, il est impossible de leur dénier ce droit ; bien plus, ils devraient être contraints de s'associer pour faire valoir en commun leurs titres, exercer les uns sur les autres un contrôle nécessaire, être responsables les uns des autres, étudier en commun les améliorations ou les transformations dont leur administration est susceptible. Il nous est impossible de comprendre sous un régime démocratique, qui favorise de toutes les manières l'association des citoyens, l'hostilité témoignée aux associations de fonctionnaires qui peuvent être parmi les plus utiles de toutes ; il nous est également impossible de comprendre la subtilité des distinctions faites suivant le nom.

plus ou moins heureux que se donnent les associations. Mais aucune ne peut être, sans un non sens, tournée à un moment quelconque contre le service public confié aux fonctionnaires qui la composent. C'est aux contrôleurs généraux de la nation, aux sénateurs, aux députés, au Président de la République et aux ministres de maintenir dans son rôle normal toute association de fonctionnaires (1). »

Les grèves.

Les employés des Postes n'ont pas toujours usé de moyens pacifiques pour faire aboutir leurs revendications. A certaines époques ils eurent recours à la grève.

Le 18 mars 1899, 1.500 facteurs de la Recette Principale de Paris refusèrent d'effectuer la distribution de leurs correspondances. Cette manifestation se produisit à la suite du rejet, par le Sénat, d'un amendement, par lequel la chambre des députés avait porté le minimum de traitement des facteurs de ville de 1.000 à 1.200 francs. Des dames de la Caisse d'épargne furent appelées pour trier les correspondances que des gardes municipauxquisitionnés devaient distribuer, L'abandon du travail fut de courte durée, quelques révocations furent prononcées et les facteurs reprirent leur service.

En avril 1906 un mouvement semblable se produisit, 3.000 sous-agents composés en grande partie de facteurs d'imprimés et de gardiens de bureau cessèrent tout travail.

(1) Henri Chardon. *L'Administration de France, Les fonctionnaires*, page 137.

Les grévistes, qui appartenèrent au personnel le moins rétribué de l'Administration, demandèrent des augmentations de salaire. Cette grève qui dura 10 jours se termina comme la précédente par des révocations.

Dans ces deux conflits le gouvernement refusa de traiter avec les grévistes qui n'obtinrent aucune satisfaction immédiate. En 1899, le Sous-Secrétaire d'Etat déclarait au Sénat qu'il avait tenu aux grévistes le langage suivant : « Vous me demandez de venir discuter avec moi, je me refuse de satisfaire à votre désir, à votre injonction. Représentant du gouvernement, je n'ai pas à discuter avec des fonctionnaires qui entendent exercer un droit qui, à mon avis, ne leur appartient pas, et que par suite je considère en état de rébellion (1). »

Une troisième grève d'une tout autre importance éclata à Paris en mars 1909. Cette fois ce furent les commis c'est-à-dire les employés les mieux rétribués de l'Administration qui prirent l'initiative du mouvement. Ils furent suivis par les dames employées, les ouvriers des lignes et un certain nombre de facteurs d'imprimés et de gardiens de bureau.

Le 12 mars une manifestation violente et tumultueuse se produisit au poste central télégraphique de Paris. Le personnel protestait contre l'application de mesures qui lui étaient défavorables. 37 employés furent mis en état d'arrestation, et, le lundi 15 mars, 7 d'entre eux étaient condamnés à 6 jours de prison pour outrage envers un magis-

(1) Sénat, séance du 18 mai 1899, *Journal officiel* du 19 mai 1899, p. 485.

trat de l'ordre administratif. Le soir de la condamnation la grève générale était votée. Elle s'étendit rapidement et gagna quelques villes de province (1). Le 16 mars il y avait dans Paris 10.000 grévistes. Le dimanche 21 mars une délégation de grévistes était reçue par M. Clémenceau, président du Conseil et par M. Barthou ministre des travaux publics des postes et des Télégraphes ; des négociations étaient engagées, une entente intervenait et le 23 mars tous les employés en grève reprenaient leur travail (2).

En 1899 le Sous-Secrétaire d'Etat, refusant de négocier

(1) Les grévistes de mars 1909 disposèrent de sommes relativement importantes. Le bulletin officiel de l'association générale de juillet 1909, accuse les recettes suivantes :

Versé par les groupes de l'association générale . . .	20.865 fr. 35	
Versé par les autres association du personnel des P. T. T. . .	2.110 fr. 35	
Versé par les associations de fonctionnaires		
Contributions indirectes . . .	10.000 fr. . .	
Les autres	696 fr. 25	10.696 fr. 25
Versé par les groupements ouvriers :		
Syndicats des chemins de fer. . .	5.000 fr. . .	
Les autres.	1.941 fr. 15	6.941 fr. 15
Associations étrangères et coloniales	1.752 fr. 50	
Loges maçonniques	359 fr. 10	
Versé par la presse (Humanité, Révolution, Journal des Postes)	2.211 fr. 65	
Versements individuels des camarades des P. T. T. . .	181 fr.	
Versé par les camarades des diverses administrations. . .	400 fr.	
Anonymes.	664 fr.	
Divers	515 fr. 65	
Total des recettes . . .		46.697 fr.

(2) *Bulletin officiel de l'association générale des agents*, mars et avril 1909.

avec les grévistes, déclarait au Sénat qu'il les considérait comme des fonctionnaires « en état de rébellion ». En mars 1909 le Président du Conseil recevait les grévistes, discutait avec eux des conditions de la reprise du Travail ; et, expliquant son attitude à la tribune de la chambre, il disait : « Qu'auriez-vous dit vous tous ici qui m'entendez, qui allez me juger, qu'auriez-vous dit si, lorsque les grévistes se sont présentés à moi, qui ne les avait pas appelés, je leur avais fermé ma porte en disant : « Vous êtes des rebelles, on ne discute pas avec des rebelles. » Le lendemain vous m'auriez interrogé, et si les événements avaient pris une tournure grave, comme on pouvait le craindre, vous m'auriez reproché d'avoir manqué à tous mes devoirs. (1) »

A l'issue de la grève de mars 1909, des membres de l'association générale des agents décidèrent de faire en province une série de conférences sur l'utilité de la transformation des associations en syndicats. Au cours de ces conférences des orateurs se montrèrent partisans de la participation des employés des Postes à la manifestation ouvrière du 1^{er} mai, d'autres préconisèrent l'affiliation des groupements professionnels à la confédération générale du Travail. Une enquête administrative fut ouverte pour contrôler le langage tenu publiquement par les postiers. Le Conseil des ministres décida qu'il y avait lieu de déférer au conseil de discipline ces fonctionnaires, à raison des discours qu'ils avaient récemment tenus dans des

(1) Chambre des députés, séance du 26 mars 1909. *Journal officiel* du 27 mars 1909, p. 875.

réunions publiques. Des révocations furent prononcées.

De nouveau l'effervescence se manifesta dans les milieux postaux et le 11 mai 1909 la grève recommençait.

Des dissentiments avaient éclaté au sein du personnel, beaucoup d'employés voyaient dans le nouveau mouvement une manifestation nettement politique dépourvue de caractère professionnel. Aussi les grévistes furent-ils moins nombreux qu'en mars 1909. Leur résistance fut inutile et plus de 700 d'entre eux furent révoqués (1).

Les faits marquants du conflit de 1909. — La crise de 1909 fut marquée par des faits qui ne peuvent échapper à l'observation. Elle permit de constater un courant de sympathie et de solidarité qui se manifesta d'abord entre les ouvriers de l'industrie privée et les fonctionnaires des Postes de France, puis entre ces derniers et les postiers des nations étrangères.

Les ouvriers de l'industrie privée s'efforcèrent de soutenir et d'aider les fonctionnaires grévistes dans leur lutte contre l'Etat patron.

Le 18 mars 1909 la Confédération générale du Travail faisait afficher sur les murs de Paris un appel à tous les travailleurs dans lequel on lisait : « Travailleurs ! quelle que soit la perturbation que la grève des postiers apportera dans vos habitudes, dans vos relations, dans vos affections même, il faut que vous supportiez de bonne volonté cette gêne momentanée.

(1) *Bulletin officiel de l'association générale des agents*, mai, juin 1909.

Il faut que les travailleurs des Postes sachent que toute la sympathie de la population leur est acquise. Ils seront ainsi encouragés à persévérer dans leur lutte jusqu'à ce que la victoire couronne leurs efforts (1). »

Le 20 mars, dans un ordre du jour, les postiers adressaient « aux travailleurs organisés leurs fraternels remerciements pour leurs encouragements moraux et pécuniaires » (2).

A la reprise de la grève, en mai 1909, la confédération générale du Travail tenta, pour soutenir les employés des Postes, de provoquer dans l'industrie privée une grève générale. Elle adressa à tous les travailleurs de France un appel dont voici les principaux passages :

« La Confédération générale du Travail, dont le devoir est de secourir tous les travailleurs engagés dans des batailles difficiles, a recherché les moyens d'apporter aux courageux grévistes des P. T. T. le concours de toutes ses organisations. Elle considère que le meilleur de ces moyens c'est la grève générale.

«... La confédération générale du Travail invite donc toutes ses corporations, toutes ses organisations, et tous les travailleurs à se joindre immédiatement à la grève des postiers par la grève générale.

« La victoire des postiers doit être celle de tout le prolétariat comme leur défaite serait la sienne. Le prolétariat ne

(1) *Bulletin officiel de l'association générale des agents*, n° de mars-avril 1909.

(2) *Bulletin de l'association générale des agents*, n° de mars-avril 1909.

faillira pas à son devoir de solidarité et, faisant trêve à toutes divisions, sans s'inquiéter des questions de tactique ou de personnalités, c'est unanimement qu'il répondra à l'appel de la Confédération générale du Travail. Camarades, tous debout pour la grève générale » (1).

A Paris les ouvriers du bâtiment cessèrent leur travail mais le mouvement ne prit pas d'autre extension.

A la suite de cette manifestation, le comité fédéral des Postes, Télégraphes et Téléphones qui dirigeait la grève exprima ses remerciements à la classe ouvrière en ces termes : « Camarades. Le comité fédéral des P. T. T., après avoir constaté que le mouvement de solidarité de la classe ouvrière n'a pu donner une recrudescence nouvelle à la grève des Postes, engage les organisations ouvrières en lutte à reprendre le travail, pour ne pas compromettre leurs groupements par des sacrifices inutiles.

« Le comité remercie les organisations du témoignage de solidarité qu'elles viennent de donner aux camarades des postes.

« Quelle que soit l'issue de la grève, les relations qui se sont établies au cours de cette lutte entre les salariés de l'Etat et ceux de l'Industrie privée auront des conséquences heureuses.

« Malgré les mesures qui pourront être prises par nos gouvernants, malgré les barrières qu'ils essayeront de dresser entre nous, nous irons quand même vers le prolé-

(1) *Bulletin officiel de l'association générale des agents*, n° de mai-juin 1909.

tariat organisé, guidés par le sentiment de classe et par une plus juste compréhension de l'intérêt de tous les travailleurs » (1).

La grève des postiers français eut également sa répercussion à l'étranger, au sein des administrations postales. A Bruxelles à Berlin une certaine effervescence se manifesta dans les milieux corporatifs. Les grévistes français reçurent de leurs collègues étrangers des télégrammes de sympathie et d'encouragement. Voici les principaux, reçus en mars 1909 :

De Liverpool.

« L'association des Postes et Télégraphes désire vous faire parvenir ses sympathies et son appui matériel dans votre combat, et, soucieuse de vous offrir son assistance financière, attend de vous le moyen de vous le faire parvenir. »

De Bruxelles.

« Les fonctionnaires, employés et ouvriers de l'Etat belge, réunis en assemblée publique, applaudissent à la brillante victoire de leurs collègues français. Partisans convaincus de la solidarité professionnelle, ils sont d'avis que les Associations des agents de l'Etat doivent collaborer à bonne gestion des services publics pour éviter l'arbitraire et l'injustice. Vive l'entente internationale des cheminéristes, postiers et télégraphistes ! »

(1) *Bulletin officiel de l'association générale des agents*, n° de mai-juin 1909.

De Genève.

« La société des facteurs des Télégraphes de Genève (Suisse) envoie, avec ses saluts fraternels, l'expression de sa sympathie et de son admiration à tous leurs collègues de France, à l'occasion de leur mouvement de revendication pour la justice et le respect dus aux travailleurs des services de l'Etat, comme pour la dignité et bon fonctionnement des administrations. »

De Bologne.

« Agents et sous-agents des Postes, télégraphes, Téléphones de Bologne, réunis en un banquet démocratique, saluent avec applaudissements, en enthousiastes louanges, leurs frères victorieux de France. »

De Dresde.

« Frères latins. C'est de France qu'est partie autrefois la grande Révolution et c'est par vos ancêtres que la face de l'univers est maintenant changée. Comme successeurs de ces héros complétez leurs faits et luttiez. Nous attendons de vous l'amélioration dans l'état du fonctionnaire du monde entier. Nous vous souhaitons bonne chance, la chance de vos ancêtres. »

De Christiania.

« Les fonctionnaires des Postes norvégiens de différentes classes, prient leurs collègues français d'agréer leurs meilleures salutations, en les assurant de leur sympathie à l'occasion du conflit. Dans l'espoir de voir se réaliser la

pensée d'une future confédération universelle des fonctionnaires des Postes et Télégraphes ils s'unissent pour crier : Vive la France » (1) !

Les manifestations des corporations ouvrières et des postiers étrangers ne furent pas isolées. Le public, lui aussi, s'intéressa à la grève. En mars 1909, l'opinion publique dans son ensemble ne se montra pas défavorable aux grévistes. L'association des abonnés au téléphone, dont les membres étaient cependant gravement atteints dans leurs intérêts, fit insérer dans les journaux la déclaration suivante significative :

« L'Association des abonnés au Téléphone avait depuis longtemps prévu et annoncé la crise du personnel téléphonique, comme elle avait prévu et annoncé l'incendie du bureau de Gutenberg (*Bulletins* d'avril mai 1907 et mars 1908).

« Cette crise dont la responsabilité incombe entièrement à l'Administration des Téléphones, et qui a été provoquée par les procédés de M. Simyan, est due à l'exaspération du personnel placé dans des conditions de travail déplorables, victime aussi de vexations continuelles et d'un favoritisme scandaleux, à ce point que tous les chefs de service, eux-mêmes, approuvent les grévistes.

« L'Association, sans approuver le principe de la grève, croit devoir demander aux abonnés de garder leurs sympathies aux employés du téléphone, malgré la gêne que pour-

(1) *Bulletin officiel de l'association générale des agents*, n° de mars-avril 1909.

rait leur causer une suspension momentanée des communications ; cette gêne ne pourrait et d'ailleurs, en aucun cas, être comparée au tort que leur porte depuis si longtemps la mauvaise volonté et l'incapacité de l'Administration.

« Ils se souviendront que les téléphonistes n'ont cessé de faire cause commune avec les abonnés dont ils ont soutenu les revendications dans leurs réunions professionnelles.

« Les téléphonistes en cessant le travail ne font d'ailleurs qu'appliquer une idée chère à un très grand nombre d'abonnés : la grève des employés devançant ainsi la grève des abonnés qu'on a, eux aussi, bernés par des promesses et exploités sans vergogne, et dont la patience est à bout.

« De cette crise qui sera courte, nous l'espérons, pourra sortir la réforme générale des services téléphoniques, telle que nous l'avons toujours demandée : c'est-à-dire l'autonomie des téléphones réorganisés sur des bases industrielles, la réforme intégrale du matériel conformément au progrès moderne et aux besoins du public, et enfin un meilleur recrutement professionnel permettant la sélection suivant les capacités.

« Nous faisons appel au Parlement pour que, bien éclairé cette fois sur la gravité du mal, il y apporte, d'urgence, le remède nécessaire dans l'intérêt du public gravement lésé (1). »

(1) *Bulletin officiel de l'association générale des agents*, n° de mars-avril 1909.

Les causes et les résultats du conflit de 1909 au point de vue professionnel. — Certains ne voulurent voir dans la grève, commencée en mars 1909, qu'une protestation contre l'arrestation et la condamnation d'employés des Postes. Les grévistes n'auraient été ni si nombreux, ni si résolus, s'ils n'avaient été profondément atteints dans leurs intérêts.

Les retards injustifiés dans l'avancement, la lutte sourde menée contre l'association générale des agents furent les causes principales et déterminantes de la grève.

Ces causes ont été exposées en partie dans une affiche « à l'opinion publique » qui fut apposée sur les murs de Paris, le 16 mars 1909 et dans laquelle il est dit : « Le déplacement d'office pratiqué couramment pour des raisons politiques et religieuses ;

Les salaires du personnel réduits par le retard de l'avancement et la suppression de l'indemnité acquise depuis de longues années, au moment où la vie renchérit ;

Les pièces de nos dossiers altérées en très grand nombre... ;

Et par dessus tout le spectacle du gaspillage des deniers publics, sous l'influence d'un chef incompétent et autoritaire qui n'admet ni discussion, ni contrôle ; »

Telles sont les causes du vif mécontentement du personnel (1). »

Une circulaire du 30 juillet 1907 (2), dite « circulaire du

(1) *Bulletin officiel de l'association générale des agents*, mars 1909.

(2) *Bulletin mensuel des Postes et Télégraphes*, 1907, p. 209, circulaire du 30 juillet 1907 dont voici un extrait :

tièrement », rompant avec les errements passés et les coutumes administratives, avait aggravé les conditions d'avancement du personnel. La proportion des commis bénéficiant de l'avancement de classe au choix avait été ramenée de 71 0/0 à 33 0/0 (1).

C'était une tentative de réaction contre la généralisation des notes de choix qui ne laisse plus place à aucun classement pour les agents de valeur. En principe, cette réforme semblait se justifier, mais elle portait atteinte à des intérêts matériels qu'on ne pouvait méconnaître sans injustice. Les jeunes commis insuffisamment rétribués attendaient 3 ans pour obtenir au choix un avancement de 300 francs. Pour nombre d'entre eux, la circulaire du 30 juillet 1907, augmentait encore cette durée. Alors que les difficultés de l'existence, la cherté de la vie, imposaient un relèvement

« L'avancement doit être donné au choix, au demi-choix et à l'ancienneté; mais le besoin d'entretenir dans le personnel une émulation constante et la bonne gestion des crédits exigent impérieusement que la répartition des agents dans ces trois catégories soit faite en nombres à peu près égaux. C'est le seul moyen d'une part, d'assurer pendant une longue période de temps, l'avancement du personnel dans les conditions d'ancienneté où il est actuellement accordé, et d'autre part, de récompenser suivant leur mérite les agents qui s'efforcent d'accomplir leur service dans les meilleures conditions ».

(1) Chambre des députés. Rapport sur le budget général de l'exercice 1908, *Ministère des travaux publics des postes et télégraphes*.

En 1907 l'avancement du personnel agent était réparti de la manière suivante :

71 0/0 des agents obtinrent leur avancement au choix.

24 0/0 des agents obtinrent leur avancement au demi-choix.

5 0/0 des agents obtinrent leur avancement à l'ancienneté.

des salaires, la nouvelle réglementation, rendant les conditions d'avancement plus difficiles, retardait les augmentations de traitement et aboutissait en réalité à une diminution des appointements.

Les associations firent de nombreuses démarches auprès des ministres et du parlement dans le but d'obtenir le retrait de la nouvelle circulaire.

Elles demandaient le maintien d'un état de chose consacré par la coutume. Leurs protestations, souvent incomprises furent vaines. Elles ne purent obtenir satisfaction.

Des milliers d'employés furent lésés dans leurs intérêts. La circulaire de 1907, qui ne put être strictement appliquée, réduisit sans raison l'avancement de fonctionnaires qui n'avaient pas démérité dans leur fonction. L'Etat entrepreneur, dans une période de prospérité, diminuait le salaire de ses employés.

Atteints dans leur situation matérielle, les employés étaient encore combattus dans leurs groupements professionnels. L'Association générale des agents, fondée avec l'approbation du gouvernement, si connue pour ses travaux, pour son utile collaboration aux réformes administratives, semblait perdre la confiance gouvernementale.

Elle était écartée des comités techniques, de la commission de classement au sein desquels elle avait compté jusqu'ici des représentants. Son esprit d'indépendance semblait inconciliable avec le principe d'autorité appliqué dans toute sa rigueur. Ses relations avec le sous-secrétaire

d'État, dans un état de tension continue, furent suspendues en février 1909.

L'Association générale des agents, comme les syndicats ouvriers aux approches d'une grève, vit alors le nombre de ses adhérents augmenter (1). Les indifférents ralliaient à la hâte ce groupement qui défendait avec sang-froid et compétence les intérêts et les droits du personnel. On sentait la crise proche. L'indépendance acquise, les garanties obtenues au prix de tant de sacrifices, après des années d'une patiente activité, semblaient sur le point d'être compromises.

Aussi en mars 1909, quand les événements du Poste Central se produisirent le mécontentement était général, un sentiment de révolte animait le personnel. La grève se généralisa dès sa déclaration et se déroula sans aucune défaillance jusqu'à sa solution.

Sans entrer dans l'analyse des résultats de la grève, commencée en mars 1909, reprise en mai de la même année, il est à remarquer que les employés obtinrent satisfaction sur les deux questions principales qui avaient déterminé le conflit. La circulaire du tiercement cessa désormais d'être appliquée. Les associations non satisfaites de leurs rapports avec le sous-secrétaire d'Etat furent reçues directement par le ministre des Travaux publics des Postes et des Télégraphes.

Voici un extrait du compte rendu d'une délégation de l'association générale des agents qui fut reçue au ministère

(1) *Bulletin officiel de l'association générale des agents*, février 1909.

des Travaux publics, le 9 avril 1909, à la reprise du travail : « M. le Ministre a promis d'avoir avec les délégués de l'A. G. des relations nombreuses, directes et loyales, de répondre par écrit aux questions importantes, de demander l'avis du personnel représenté par ses diverses organisations sur tous les projets de réforme ayant un caractère général. Il a exprimé l'espoir de voir régner une mutuelle confiance entre le personnel et l'Administration et ce, dans l'intérêt de tous, affirmant que rien de mystérieux ne se passerait désormais. Il a ensuite déclaré que l'A. G. avait toujours été reçue cordialement par lui, qu'il désirait que les relations reprennent régulières, non seulement avec lui, mais encore avec les divers chefs de service... Sur la question de l'avancement, il a affirmé que l'ordre était donné de refaire les feuilles signalétiques maquillées et que la circulaire sur le tiercement n'existait plus (1). »

Il est assez difficile de préciser l'influence des grèves sur le sort des fonctionnaires. Elles ont attiré l'attention des pouvoirs publics du parlement sur des situations souvent dignes d'intérêt. Des satisfactions immédiates n'ont pas été souvent accordées aux grévistes, mais les périodes de crise passées, le calme rétabli, les réformes administratives ont généralement tenu compte des sentiments du personnel manifesté dans des jours de conflit.

(1) *Bulletin officiel de l'association générale des agents*, n° de mars-avril 1909.

Si les grèves postales, qui ne comportent aucune sanction pénale, peuvent améliorer la situation matérielle et morale du fonctionnaire, il n'est pas permis d'oublier que le service confié à l'Administration des Postes et des Télégraphes est essentiel pour le public et pour l'Etat, que l'arrêt momentané de ce service est de nature à paralyser la vie économique de la nation et l'action du Gouvernement.

Les grèves devraient être inconnues dans les entreprises monopolisées et spécialement dans l'Administration des Postes.

Les moyens de répression si énergiques qu'ils puissent être n'apportent aucune solution durable. M. Bourguin pense « qu'une législation exceptionnelle contre les grèves dans les services publics serait d'autant plus difficile à introduire, qu'elle ne pourrait être efficace qu'à la condition de soumettre les auteurs des simples provocations et tentatives de grève au pouvoir arbitraire de l'Administration et des tribunaux ; pouvoir dangereux, surtout en temps de paix, et qui se trouverait en opposition complète avec l'état de nos mœurs et l'opinion publique (1) ».

Mieux vaut prévenir les grèves par une meilleure organisation administrative que de les réprimer par des lois d'exception.

(1) Maurice Bourguin, *De l'application des lois ouvrières aux ouvriers et employés de l'Etat*, p. 87.

VIII

LES FONCTIONNAIRES DE L'ADMINISTRATION DES POSTES ET LES OUVRIERS DE L'INDUSTRIE PRIVÉE

Dans ses rapports avec ses employés l'Administration des Postes peut être comparée à une grande entreprise privée.

Dans l'industrie privée, l'embauchage de l'ouvrier par le patron donne lieu à la formation d'un contrat de travail dont les conditions sont d'ordinaire débattues entre les parties. Parfois, c'est un règlement d'usine ou d'atelier qui fixe antérieurement ces conditions, et constitue l'offre faite par l'industriel à l'ouvrier qui demande du travail ; dès que celui-ci accepte le règlement il y a formation du contrat.

L'employé des Postes qui entre dans l'Administration conclut avec l'Etat entrepreneur un véritable contrat de travail. Les règlements administratifs, qui en déterminent préalablement les conditions, ne sont autre chose que l'offre faite en vue du contrat. Par son entrée en fonction l'employé accepte tacitement l'offre, et le contrat est formé.

Le recrutement des fonctionnaires de l'Administration des Postes est basé en principe sur le concours qui corres-

pond à l'épreuve professionnelle, à laquelle sont soumis les ouvriers de nombreux établissements industriels. Le concours administratif présente toutefois une infériorité qui lui est propre, il n'est pas adapté à la fonction, et ne répond que très imparfaitement aux besoins des services postaux, télégraphiques et téléphoniques.

Les salariés de l'Administration comme ceux de l'industrie privée comptent dans leurs rangs des femmes et des enfants.

La loi du 2 novembre 1892, qui fixe l'âge d'admission des enfants dans les établissements industriels, est respectée pour le recrutement des jeunes facteurs.

L'Etat, comme la plupart des patrons, se soucie peu de l'apprentissage des enfants qu'il emploie.

Si l'on considère la journée de travail, les employés des Postes semblent, à première vue, plus favorisés que les ouvriers de l'industrie qui font d'ordinaire 10 heures et parfois 12 heures de travail par jour. L'Administration admet, en principe, la journée de 8 heures mais, en réalité, cette limite n'est pas strictement observée. Le personnel des bureaux ambulants connaît des journées de service exténuantes de 13 et 14 heures. Des aides, des receveuses, non protégées par la loi du 30 mars 1900, travaillent plus de 10 heures par jour. Le service de nuit est généralisé dans les bureaux de Poste, de nombreux employés le subissent, des femmes mêmes y sont assujetties. La répartition des heures de travail est souvent défectueuse, beaucoup de fonctionnaires ne peuvent manger

à des heures régulières, ni se reposer suffisamment. Dans son ensemble, le personnel administratif bénéficie souvent d'une journée de travail moins longue que celle de l'ouvrier de l'usine ou de la manufacture, mais ses heures de service, plus mal réparties, effectuées en partie la nuit, le fatiguent davantage.

Rien ne s'oppose à l'application dans l'Administration des Postes de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, cependant cette loi n'est pas observée dans les bureaux. Le repos hebdomadaire n'est accordé qu'à une minorité d'employés ; la plupart n'obtiennent qu'un jour de repos par quinzaine ou par mois, et dans la distribution des libertés les femmes et les enfants ne sont pas mieux partagés que les hommes adultes.

Quoique la loi du 11 juillet 1903 relative à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs soit applicable dans les bureaux de poste, les mesures hygiéniques prescrites sont ignorées ou mal appliquées dans la plupart de ces établissements. Les employés de l'Administration, qui effectuent des travaux toujours malsains, dans des locaux insuffisamment entretenus ou mal installés, payent un large tribut à la tuberculose. Par le nombre et la gravité des maladies qu'il cause, le métier de postier peut être rangé parmi les professions les plus insalubres.

Le fonctionnaire des Postes est-il au moins mieux rétribué que l'ouvrier de l'usine ou de l'atelier ? A la veille de sa retraite il a souvent une situation privilégiée ; au début de sa carrière administrative il est dans un état d'infériorité.

rité. Le jeune ouvrier de l'usine ou de la manufacture gagne plus que le commis des postes du même âge. L'homme de peine a un salaire plus élevé que celui du facteur. C'est de 25 à 35 ans, dans la période de la vie où l'individu se marie et voit ses charges de famille augmenter, que le fonctionnaire gagne le moins. Son salaire est alors manifestement insuffisant et inférieur à celui de l'ouvrier. Le traitement n'augmente sensiblement que lorsque les besoins du fonctionnaire diminuent.

L'employé de l'Administration des Postes ne chôme pas, c'est là un avantage certain mais non exclusif. Des salariés de l'industrie privée ignorent le chômage.

En cas de maladie, le postier reçoit pendant un certain temps la totalité ou une partie de ses appointements. L'ouvrier ne bénéficie pas de ce traitement de faveur, il peut toutefois s'assurer contre le risque de maladie, sans grandes dépenses, en entrant dans les sociétés de secours mutuels.

En vertu de l'article 11 de la loi du 9 juin 1853 les fonctionnaires, victimes d'un accident de service et dans l'impossibilité de continuer leur travail, ont droit à une retraite. L'ouvrier est mieux protégé par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents de travail. Il a droit à une pension d'indemnité, même si l'infirmité accidentelle ne l'empêche pas de continuer son service ; en cas d'incapacité absolue, sa pension est presque toujours plus élevée que celle à laquelle il aurait pu prétendre s'il avait été soumis à la loi de 1853.

La retraite qui assure aux fonctionnaires âgés des moyens d'existence a été jusqu'ici le privilège des salariés de l'Etat.

Elle va perdre ce caractère. Le projet de loi sur les retraites ouvrières semble, en effet, devoir être voté par le Parlement à bref délai. Les ouvriers ne jouiront, il est vrai, que d'une pension minime, mais les versements, qui leur seront vraisemblablement imposés pour la constitution de leur retraite, seront bien plus réduits que ceux auxquels sont soumis les fonctionnaires de l'Etat.

Si l'Administration des Postes accorde à ses employés quelques avantages spéciaux, elle ne se soumet encore que difficilement à toutes les obligations qui incombent aux patrons de l'industrie privée. La législation du travail pénètre dans les bureaux de poste mais lentement et imparfaitement.

Les postiers, qui sont loin de trouver dans l'Etat un patron modèle, essayent d'améliorer leur situation en usant des moyens employés par les ouvriers. Ils se sont formés en associations, ils ont eu recours à la grève.

Les associations professionnelles tiennent dans l'Administration des Postes la place des syndicats ouvriers dans les entreprises privées. Elles servent d'intermédiaire entre les employés et l'Etat entrepreneur. Elles sont, en fait, des syndicats de salariés au sein d'une vaste société anonyme ayant pour actionnaires les citoyens français, pour conseil d'administration le Parlement, pour directeur le ministre des Postes. Elles soumettent leurs vœux au ministre, leur directeur. Elles saisissent de leurs revendications les sénateurs et les députés, membres du conseil d'administration. Dans les situations critiques elles s'adressent aux ci-

toyens, aux actionnaires, soit par voie d'affiches, soit en organisant des conférences.

Si les postiers associés s'intéressent plus que les ouvriers syndiqués des établissements industriels au développement de l'entreprise dans laquelle ils travaillent, c'est parce que, en qualité de citoyens, ils sont actionnaires dans l'Administration qui les emploie.

Soixante-quinze pour cent des employés des postes sont associés, c'est une proportion que sont loin d'atteindre les ouvriers syndiqués de l'industrie privée.

Comme les syndicats ouvriers, les associations des Postes se développent parallèlement dans les pays civilisés sous des gouvernements de formes différentes. Elles sont florissantes en Autriche, en Allemagne, en Angleterre. Si elles se maintiennent ou grandissent dans les grands Etats, c'est qu'elles peuvent s'adapter aux exigences de la vie administrative, c'est qu'elles répondent actuellement à des besoins économiques et sociaux.

Les relations qui existent entre les syndicats ouvriers des diverses nations, en vue de la défense d'intérêts communs, tentent à s'établir entre les associations postales des principaux pays, et plusieurs d'entre elles s'efforcent de jeter les bases d'une union internationale des fonctionnaires des postes et des télégraphes.

En des périodes de crise, des rapports, basés sur le sentiment de la communauté d'intérêts, se sont même affirmés entre les groupements ouvriers et les associations de postiers.

Dans les grèves récentes, les associations professionnelles

ont suivi l'exemple des syndicats ouvriers dans des conflits du même genre. Elles constituèrent des cadres solides, éprouvés, dans lesquels vinrent se ranger les grévistes. Elles surent discipliner l'action et lui imposer la direction voulue.

La grève des postes de mars 1909 se déroula comme une grève ouvrière. Elle passa par les mêmes phases. Les délégués grévistes furent reçus par les ministres, avec lesquels ils discutèrent des conditions de la reprise du travail.

L'examen des faits montre que l'employé des bureaux de poste importants et l'ouvrier des manufactures, soumis d'ordinaire à des conditions de travail analogues, utilisent souvent les mêmes procédés dans la défense de leurs intérêts, et s'entraident au besoin.

Dominés par un esprit d'unification, les pouvoirs publics ont donné aux grandes administrations françaises, dont les besoins sont si différents, la même structure, la même organisation. Sous la poussée du développement commercial et industriel auquel elle est entièrement liée, l'Administration des Postes est en train de briser ses cadres trop étroits, inappropriés à sa fonction. Elle évolue, se transforme, tend à s'industrialiser.

Ses fonctionnaires se rapprochent des ouvriers de l'industrie privée. La participation à des travaux de même nature pousse à ce rapprochement. Les trieurs ou les télégraphistes des grands bureaux sont des travailleurs manuels comme les salariés des usines et des manufactures.

Par contre, les employés des Postes, qui mènent au sein

des grandes administrations une existence toute spéciale, se différencient, s'éloignent des autres fonctionnaires de l'Etat, avec lesquels il importe de ne pas les confondre. Aussi toutes les constatations faites dans le personnel postal ne peuvent être étendues à l'ensemble du personnel des services publics.

Il ne faudrait cependant pas conclure de cette remarque que le mouvement qui entraîne les postiers vers le monde ouvrier ne se généralisera pas, que l'union entre les salariés de l'Etat et ceux de l'industrie privée est chose irréalisable. Un travail profond ruine la muraille de Chine élevée entre les deux fractions du salariat. D'une part, les lois sociales qui améliorent progressivement les conditions d'existence des ouvriers tendent à confondre la situation de ces derniers avec celle des fonctionnaires. D'autre part, les associations professionnelles arrivent à donner aux fonctionnaires l'indépendance que connaissent les ouvriers syndiqués dans leurs rapports avec le patronat.

A l'heure présente, il serait osé de prétendre déterminer les conséquences économiques et sociales d'une évolution qui ne fait que commencer.

Vu le Président,
RAOUL JAY.

Vu le Doyen,
G. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur
De l'Académie de Paris.

LIARD

TABLEAU N° 1

ÉTAT NUMÉRIQUE DU PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION
DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES

TABLEAU N° 4

Etat numérique du personnel de l'Administration des Postes, des Télégraphes et des Téléphones.

Emplois		Effectifs
Administration centrale	Directeurs	5
	Chefs de bureau	48
	Sous-Chefs de bureau	42
	Bibliothécaire	1
	Rédacteurs	316
	Dessinateur	1
	Commis classeur	1
	Expéditionnaires	482
	Dames employées	336
	TOTAL	902
Sous-agents	Chefs surveillants	2
	Gardiens de bureau	83
	TOTAL	85
Ouvriers	Ouvriers	42

Services spéciaux et Services des Directions	Agents . . .	Inspecteurs généraux	6
		Ingénieurs	35
		Elèves ingénieurs	8
		Directeur de la Seine	1
		Directeurs départementaux	85
		Directeurs des bureaux ambulants	8
		Sous-Directeurs	2
		Inspecteurs principaux	3
		Inspecteurs	351
		Chefs de Section	2
		Rédacteurs	898
		Expéditionnaires	580
		Dames employées	91
		Agents mécaniciens principaux	12
		Agents mécaniciens	304
		Chefs mécaniciens	7
		Sous-chefs mécaniciens	2
		Conducteurs des travaux du service technique	3
		Dessinateurs	13
		Chimiste	1
		Commissaire du Gouvernement	1
		Vérificateurs des travaux de bâtiment	1
		Officiers de navires cabliers	2
		Médecins	37
		TOTAL	2.453

TABLEAU N° 1 (suite)

Emplois		Effectifs
Services spéciaux et Services des Directions (suite)	Chefs surveillants	124
	Surveillants	484
	Personnel d'entretien des câbles sous-marins	12
	Brigadiers facteurs	225
	Sous-agents du matériel ambulant	8
	Gardien de bureau des Directions	78
TOTAL		931
Services d'exécution	Receveur principal de la Seine	1
	Chefs de poste de centraux télégraphiques	2
	Chefs de poste de centraux téléphoniques	15
	Receveurs de bureaux composés	546
	Receveurs de bureaux simples	7.111
	Receveurs principaux à l'étranger	14
	Chefs de Section	40
	Sous-chefs de Section	99
	Contrôleurs des Services maritimes postaux	33
	Contrôleur du service des câbles	1
	Chefs de brigades	469
	Commis principaux	2.034
	<i>A reporter.</i>	10.335

		<i>Report.</i>	
Services d'exécution (<i>suite</i>)	Agents (<i>suite</i>)		
	Commis de la télégraphie sans fil		10.335
	Commis principaux et ordinaires à l'Etranger.		5
	Commis ordinaires		46
	Dames employées		13.354
	Surnuméraires hors cadres.		10.114
	Surnuméraires		350
	Gérants.		845
	Receveurs distributeurs à l'étranger		903
	TOTAL		32
			35.954
	Brigadiers chargeurs		68
	Chargeurs		736
	Courriers convoyeurs		557
	Entreponeurs aux gares		222
	Courriers ambulants		773
	Gardiens de bureau sédentaires		1.833
	Gardiens de bureau manipulateurs.		110
	Facteurs receveurs.		3.602
	Facteurs chefs		662
Sous-Agents .	Facteurs sous-chefs		208
	Facteurs du gouvernement.		21
	Facteurs de ville		9.880
	A reporter.		18.672

TABLEAU N° 1 (suite et fin)

Emplois		Effectifs
Services d'exécution (suite)	Sous-agents	<i>Report.</i>
		18.672
		144
		1.624
		22
		2.610
		22.574
		3.478
		143
		411
	TOTAL	55.035
Services techniques	Personnel ouvrier	4.708
<i>Récapitulation</i>	Agents	39.309
		56.111
		4.750
	TOTAL GÉNÉRAL	100.170 ⁽¹⁾
(1) Dans ce total ne figurent pas les aides au nombre de 7.500 environ.		

TABLEAU N° 2

INDICATION DES GRADES ET DES TRAITEMENTS DES
FONCTIONNAIRES, AGENTS ET SOUS-AGENTS DE L'ADMI-
NISTRATION DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Serv. ce technique et services spéciaux (suite)	Elèves ingénieurs	»	1 800.	»
	Inspecteurs et sous-inspecteurs	3 000	3 500, 4 000, 4 500, 5 000, 5 500.	6 000
	Chefs mécaniciens	3 000	3 500, 4 000.	4 500
	Mécaniciens principaux	4 000	»	4 500
	Mécaniciens	1 800	2 100, 2 400, 2 700, 3 000.	3 500
	Dessinateurs	1 800	2 100, 2 400, 2 700, 3 000.	3 500
Service d'exploitation et service ambulant	Chefs surveillants	1 400	1 600, 1 800, 2 000, 2 200, 2 400, 2 600.	2 800
	Directeur de la Seine	6 000	7 000, 8 000, 9 000, 10 000, 11 000.	12 000
	Directeurs départementaux et Directeurs des travaux ambulants	6 000	7 000, 8 000, 9 000.	10 000
	Sous-directeurs	6 000	7 000, 8 000, 9 000.	10 000
	Inspecteurs principaux	6 000	7 000.	8 000
	Inspecteurs	4 000	4 500, 5 000, 5 500.	6 000
	Sous-Inspecteurs	3 000	»	3 500
	Receveur principal des Portes de la Seine .	8 000	9 000.	10 000
	Chef des postes centraux des télégraphes de Paris	6 000	7 000, 8 000.	9 000
	Chef du poste central téléphonique de Paris.	3 500	4 000, 4 500, 5 000, 5 500, 6 000, 7 000.	8 000
	Receveurs des bureaux composés	3 000	3 500, 4 000, 4 500, 5 000, 5 500,	8 000
	Rédacteurs	1 600	6 000, 7 000.	4 500
	Chefs de brigade des bureaux ambulants . .	3 300	1 900, 2 200, 2 500, 2 800, 3 100,	4 500
	Receveurs des bureaux simples	1 100	3 500, 4 000.	4 500
	Receveurs des bureaux simples	1 100	3 600, 4 000.	3 000
	Expeditionnaires	1 500	1 200, 1 400, 1 600, 1 800, 2 000, 2 200, 2 400, 2 700. par propr. de 200 jusqu'à 2 700, puis 3 000, 3 300.	3 600

TABEAU N° 2, (suite et fin)

Elépois	Traitements		
	minimum	Traitements intermédiaires	maximum
Service d'exploitation et service ambulant (suite)			
Dames employées	1.400	1.200, 1.300, 1.400, 1.500, 1.600, 1.700, 1.800, 1.900, 2.000, 2.100.	2.200
Brigadiers facteurs	1.400	1.600, 1.800, 2.000, 2.200, 2.400, 2.600.	2.800
Facteurs receveurs	1.400	1.200, 1.300, 1.400.	1.500
Brigadiers chargeurs	1.400	Avancem. par échelons de 200:	2.400
Courriers convoyeurs et entreposeurs.	1.400	Avancem. par échelons de 200.	2.200
Courriers ambulants	1.200	1.300, 1.400, 1.500, 1.600, 1.800.	2.000
Facteurs chefs	1.400	Avancement par échelons de 100 fr.	2.000
Facteurs sous-chefs	1.300	Avancement par échelons de 100 fr.	1.800
Facteurs de ville	1.200	Avancement par échelons de 100 fr.	1.700
Facteurs adultes des Télégraphes et des Téléphones.	1.200	Avancement par échelons de 100 fr.	1.700
Facteurs locaux et ruraux	800	Avancement par échelons de 50 fr.	1.200
Jeunes facteurs	400	Avancement par échelons de 100 fr.	900
Service maritime	2.400	2.700, 3.000, 3.300, 3.600, 4.000.	4.500
Agents embarqués			
Emplois communs aux divers services			
Chefs de section, agents comptables	5.500	6 000, 7.000.	8.000
Sous-chefs de section.	3.500	4 000, 4 500.	5.000
Commis principaux	3.300	3.600, 4.000.	4.500
Commis ordinaires (1)	1.500	1.800, 2.100, 2.400, 2.700, 3.000.	3.300
Surnuméraires	600	1.200.	1.500
Surveillants	1.200	Avancement par échelons de 100 fr.	2.000
Gardiens de bureaux et chargeurs	1.200	Avancement par échelons de 100 fr.	2.000

(1) 3.600 à 4.000 à titre de classe personnelle

BIBLIOGRAPHIE

- Maurice Bourguin. — *De l'application des lois ouvrières aux ouvriers et employés de l'Etat.*
- Berthélémy. — *Poursuite contre les fonctionnaires.*
— *Crise du fonctionnarisme.*
- Georges Cahen. — *Les syndicats de fonctionnaires.*
- Henri Chardon. — *L'Administration de France. Les Fonctionnaires.*
- Delafont. — *Responsabilité des fonctionnaires.*
- Duguit. — *L'Etat, le gouvernement et les agents.*
- Ferrand. — *Fonctionnaires et employés.*
- Raoul Jay. — *La protection légale des travailleurs* (cours 1907-1908).
- Maxime Leroy. — *Le droit des fonctionnaires.*
— *Syndicat et services publics.*
- Nezard. — *De la condition juridique du fonctionnaire.*
- Alexis Belloc. — *Les Postes françaises.*
- Lucien Bloch. — *De l'autonomie du budget des postes, télégraphes et téléphones.*
- J. Bidaine. — *Transmission des correspondances et moyens d'augmenter les traitements.*
- F. Le Bourgeois. — *Postes, Télégraphes, Téléphones.*
- Maxime du Camp. — *L'Administration et l'Hôtel des Postes.*
- A. Delmas. — *Les agents des Postes et le Parlement républicain.*
- Gallet. — *Précis historique sur le service des postes.*
- P. Jaccottey. — *Traité de législation et d'exploitation postales.*
- E. Jeramec. — *Le régime financier de notre service postal et télégraphique et la situation de ses agents.*

Jouhaud. — *De l'institution comparée des postes en France et à l'étranger.*
H. Odde. — *L'agent des Postes et le public.*

A. Millerand. — Rapport au Président de la République sur les conditions et le fonctionnement de l'Administration des Postes et des Télégraphes (mai 1900).

Vandal. — Rapport sur le service des Postes (janvier 1866.)

RAPPORTS BUDGÉTAIRES

Chambre des députés. — Rapport fait au nom de la commission du budget chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général (*Postes, Télégraphes, Téléphones*).

Années : 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910.

Sénat. — Rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés portant fixation du budget général (*Postes, Télégraphes, Téléphones*.)

Années : 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910.

RECUEIL DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

Bulletin mensuel des Postes et des Télégraphes.

REVUES ET JOURNAUX

Revue politique et parlementaire. — Syndicats de fonctionnaires (juillet 1906, juillet, août, septembre 1907, mai 1908).

Revue d'administration. — Situation juridique des employés de l'Etat (1904).

Pages libres. — Les Postiers et le droit syndical (3 juillet 1906, 22 février 1908.)

Libres entretiens. — L'Etat et les fonctionnaires (1907-1908.)

Revue de Paris. — Les syndicats d'instituteurs (15 février, 1^{er} mars 1906.)

Revue syndicaliste. — Les syndicats de fonctionnaires (décembre 1907.)

Revue bleue. — Les fonctionnaires et leurs groupements corporatifs (1905.)

Revue des Deux Mondes. — (Avril, mai, juin 1909.)

Bulletin officiel de l'association générale des agents des Postes, Télégraphes, Téléphones.

Le Professionnel.

Le Journal des Postes.

La Revue des Postes.

La Poste.

L'Union.

Le Cri postal.

Le Républicain des Postes.

Le Réveil postal.

Le Travailleur des P. T. T.

L'aube postale.

Le courrier algérien.

Bulletin de l'association du Personnel français de Tunis.

Bulletin du personnel français d'Indochine.

The Postal record (Etats-Unis.)

The Telegraph chronicle (Angleterre.)

Deutsche Postzeitung (Allemagne.)

Staatsbeamten Blatt (Autriche.)

Postbeamten Zeitung (Autriche.)

Organe de l'association des postiers bulgares (Bulgarie.)

Cri postal de Bruxelles (Belgique.)

La Riforma (Italie.)

L'Union postale (Italie.)

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
I. — Le recrutement du personnel	7
L'admission des enfants.	7
L'admission des femmes	9
L'admission des hommes adultes	12
II. — Les cours professionnels, l'apprentissage	18
L'enseignement professionnel des dames employées et des surnuméraires.	18
L'apprentissage des jeunes facteurs	24
III. — La journée de travail	29
Le travail des enfants.	29
Le travail des femmes	31
Le travail des hommes adultes	36
Les travaux supplémentaires du personnel	51
IV. — Le repos hebdomadaire	53
L'utilité du repos hebdomadaire.	53
La loi du 13 juillet 1906 et les employés des postes	57
Le degré d'application du repos hebdomadaire dans l'Administration des Postes	60
Les congés d'affaires.	73

V. — L'hygiène dans les bureaux	74
La tuberculose dans l'Administration	74
L'installation des bureaux de poste.	79
L'entretien des bureaux poste	84
Les mesures d'hygiène prévues par les lois et règlements	87
VI — Les salaires. Les avantages spéciaux dont bénéficient les employés âgés, invalides et malades.	100
1° Les salaires	100
Le salaire des enfants	101
Le salaire des femmes	102
Le salaire des hommes adultes	107
2° Les avantages spéciaux dont bénéficient les employés âgés, invalides et malades	123
La retraite des vieux employés	123
La retraite des employés invalides	125
Les congés des employés malades	123
Les congés de maternité	126
VII. — Les efforts faits par le personnel pour améliorer sa situation	131
Les associations	131
Les grèves	144
VIII. — Les fonctionnaires de l'Administration des Postes et les ouvriers de l'industrie privée	161
Tableau n° 1	169
Tableau n° 2	175
Bibliographie	179
Table des matières	182

